CHLOÉ MORIN

LE POPULISME AU SECOURS DE LA DÉMOCRATIE ?

histoire
politique
société

le débat

Gallimard

LE POPULISME
AU SECOURS DE LA DÉMOCRATIE ?

CHLOÉ MORIN

LE POPULISME AU SECOURS DE LA DÉMOCRATIE ?

le débat
Gallimard

© *Éditions Gallimard, 2021.*

INTRODUCTION

Pour ceux qui regardent chaque jour la démocratie, il est un penseur qui, toujours, nous rappelle la difficulté du régime dont il reste le champion : Jean-Jacques Rousseau. Il en disait la dureté pratique, sinon l'impossibilité réelle de la mettre en œuvre. Nous sondons chaque jour désormais les affres de ce que Churchill nommait « le pire des régimes, à l'exception de tous les autres ».

La démocratie s'étiole. À l'Europe de l'Est, libérée du joug communiste, il n'a pas fallu trente ans pour que les espoirs puissent parfois virer à l'aigre. Le chemin polonais inquiète, la Hongrie s'est placée sur une très mauvaise pente depuis quelques années, et particulièrement depuis la première phase de la crise du coronavirus, avec un Victor Orban qui s'était octroyé les pleins pouvoirs dans une Union européenne – à ce moment-là du moins – aphone et impotente.

En France, la défiance envers tout ce qui touche de près ou de loin à la politique atteint des sommets. Mais l'on fait comme si tout cela était normal. En février 1941, Georges Bernanos réfugié au Brésil exprimait sa crainte d'une guerre totale en des termes qui pourraient aujourd'hui convenir pour la démocratie : « Ce monde de spéculateurs et

d'ingénieurs a, au plus haut degré, l'esprit d'invention, mais il manque absolument de prévoyance et d'imagination, il s'est toujours vanté de croire à ce qu'il voit et il ne se voit pas mourir[1]. »

Les démocraties sont mortelles. Il serait temps de s'en apercevoir.

Depuis plusieurs années, et particulièrement depuis 2017, notre vie politique est marquée par une tension croissante entre dépression collective et résilience individuelle. De nombreuses enquêtes ont démontré qu'au quotidien nous accumulons les difficultés de pouvoir d'achat, le manque de reconnaissance au travail, la peur du déclassement – près de la moitié d'entre nous estimons que notre niveau de vie s'est dégradé ces dernières années –, mais, au fond, nous estimons vivre relativement bien – 23 % seulement des Français sont « mécontents » de leur vie, soit la même proportion que les Britanniques ou les Allemands. Nous sommes assez satisfaits de notre vie, mais nous portons un regard très dur, voire alarmiste, sur nous-mêmes en tant que collectif : nous sommes une écrasante majorité à penser que notre pays est « en déclin », pensons à 62 % que « la plupart des gens cherchent à tirer profit les uns des autres », et à 66 % « qu'on n'est jamais assez prudent quand on a affaire aux autres »[2].

Il serait facile d'en rester là. De se dire que nous sommes de grands insatisfaits, des Gaulois structurellement réfractaires au changement, des idéalistes incorrigibles qui ne parviennent pas à admettre qu'ils appartiennent à une nation devenue « moyenne », un peuple tiraillé entre un héritage historique bonaparto-gaulliste qui flatte son égo, et un rapport

1. Georges Bernanos, *Le Chemin de la Croix-des-Âmes* [1943], Paris, Éd. du Rocher, 2017, p. 139.

2. Baromètre CEVIPOF de la confiance politique, *OpinionWay*, février 2020.

au monde actuel qui l'incite à la haine de soi, faute de pouvoir se résigner à être humble et modeste. Notre détestation de nous-mêmes s'est encore illustrée par le jugement très dur que nous avons porté sur nos concitoyens pendant la première période de confinement – nous avons été nombreux à fustiger le voisin, le bobo parisien qui ne respectait pas les règles imposées par l'urgence sanitaire, alors que cette période fit globalement la preuve, sinon de notre civisme, du moins de notre capacité à respecter des règles extrêmement contraignantes. Cette haine de soi, cet écart entre bonheur relatif au niveau individuel et dépression collective qui nous caractérisent, pourraient être acceptés comme de simples faits culturels sans conséquence.

Après tout, même si nous nous divisons (nous nous « chamaillons », comme l'avait dit Emmanuel Macron le premier mai 2020), même si nous nous méfions de nos voisins, n'avons-nous pas affronté le confinement vaillamment ? N'avons-nous pas su être solidaires avec les plus fragiles de la société ? N'avons-nous pas su accepter auparavant – souvent par lassitude et résignation – des réformes douloureuses, mais dont de très nombreux experts et responsables politiques nous disaient depuis des années qu'elles étaient indispensables pour rattraper le cours d'une mondialisation dont nous n'avions pas su prendre le virage à temps ?

Est-ce si grave si nous sommes toujours plus fracturés – idéologiquement, politiquement, socialement, culturellement – puisque *in fine*, tant bien que mal, nous parvenons à surmonter les défis qui se présentent à nous ? Est-ce si grave si nous peinons de plus en plus à nous parler, à débattre, à accepter d'être représentés par des élus de la nation que nous sommes une immense majorité à juger carriéristes, déconnectés et corrompus ? Est-ce vraiment si grave que nous clamions notre rejet du politique, du « système », que

nous soyons de moins en moins nombreux à voter, élection après élection, puisque *in fine* des choix collectifs sont faits et que le pays parvient tant bien que mal à avancer ?

Oui, après tout, pourquoi s'intéresser à la crise de la démocratie ? Et au fond, de quelle crise parle-t-on ?

Nous pourrions fort bien envisager de poursuivre sur cette pente. « Cultiver notre jardin. » Continuer à nous enliser dans une forme de torpeur, d'apathie démocratique qui, au fond, n'est pas si inconfortable. Certes, nous perdons régulièrement quelques acquis sociaux, mais l'on nous dit que c'est le prix à payer pour survivre dans une mondialisation dont nous ne dicterons jamais les règles, et pourquoi ne le croirions-nous pas ? Certes, nous cédons toujours plus de nos libertés pour gagner un peu plus de sécurité face au terrorisme, face aux violences physiques, face aux risques sanitaires. Certes, nous avons le sentiment d'être de moins en moins à la manœuvre, de peser de moins en moins sur le destin du pays – « Bruxelles », les lobbies, la haute administration, le « système » nous semblent fonctionner sans nous –, mais aussi d'être de moins en moins décisionnaires du cours de nos vies. Mais au fond, tout va bien, n'est-ce pas ?

Oui, jusqu'ici, tout va bien. Enfin, c'est ce que nous disent les plateaux du commentaire politique.

Nous évitons la catastrophe. Chaque nouveau soubresaut nous ébranle un peu plus, menace un peu plus la stabilité de l'édifice ; mais, tant que « ça tient », pourquoi s'inquiéter ?

Nous sommes comme la grenouille qui ne ressent pas le besoin – l'urgence – de quitter le confort de la casserole dans laquelle elle se prélasse. Elle sent bien la température monter, mais à quel moment faut-il réagir, sauter ? Où est le point de non-retour ?

À la fin, comme la grenouille qui mijote à feu doux, nous risquons de finir ébouillantés. Figés dans un système poli-

tique que nous ne reconnaîtrons plus, un système ingouvernable et devenu à nos yeux inacceptable sans que nous soyons parvenus pour autant à mettre le doigt sur le point où, dans la somme de nos petites lâchetés et de nos grands renoncements, nous avons oublié de réagir à temps. Car enfin ! Qui ne voit pas que la désaffection des urnes porte en elle l'abandon de la démocratie et l'avènement d'un régime qui ne peut en mériter le nom ?

En réalité, si notre pays peine de plus en plus à surmonter ces chocs externes, s'ils provoquent chez nous bien plus de doutes, bien plus de tensions (Gilets jaunes, manifestations contre la réforme des retraites), voire de renversements politiques (montée des extrêmes, élection en 2017 d'un homme « sorti de nulle part », mais pas de n'importe où), c'est que le cœur de notre problème est d'une autre nature.

Nous ne vivons pas une crise économique. Ni véritablement identitaire, au sens religieux et culturel du terme. Notre premier problème est avant tout de nature démocratique. Il s'agit d'une crise du « nous », c'est-à-dire de notre capacité à vivre ensemble, donc à décider et à faire ensemble. À concilier nos intérêts et aspirations individuels avec ceux d'un collectif dont nous nous sentons de moins en moins partie prenante. Un collectif dont nous sommes nombreux à avoir le sentiment qu'il ne nous reconnaît pas assez. Qu'il nous méprise, nous humilie, nous néglige, et que nous négligeons en retour.

Pour apporter les bonnes réponses au mal qui nous ronge de l'intérieur, encore faut-il que nous nous posions enfin les bonnes questions. Que nous recommencions à nous intéresser à la vie de notre nation, en nous débarrassant de ce qui nous tient lieu depuis trop longtemps de fausses excuses et de diversions : la politique « est corrompue », nous ne sommes pas entendus, voter ne change rien, le pouvoir n'est

plus là… En réalité, notre propre apathie est la plus grande trahison démocratique. L'enfer, ce n'est pas seulement les autres, c'est aussi un peu nous-mêmes.

Il est urgent que nous nous intéressions à nouveau, individuellement et collectivement, à la politique car la crise que nous traversons n'est pas – contrairement à ce que disent commentateurs et experts de toutes sortes à longueur de journée – une crise économique, sociale, sanitaire. On ne comprend pas pourquoi, pendant la période de confinement, le jugement des Français sur l'action gouvernementale était beaucoup plus sévère que celui porté par nos voisins sur leur propre gouvernement, si l'on n'examine pas les caractéristiques bien spécifiques de notre crise politique profonde. Mettre notre défiance sur le compte d'une exigence plus grande qu'ailleurs ou d'une « communication ratée » – même sur les masques, sujet sur lequel la plupart des Français considèrent que le gouvernement français a menti pour camoufler ses erreurs – serait une erreur profonde.

Saisissons-nous de ce sujet. Évitons les « faux débats » démocratiques, en distinguant ce qui relève du symptôme et de la cause réelle de notre malaise collectif. Posons-nous enfin les bonnes questions, ne laissons pas à quelques-uns le soin de les enterrer, ou de les détourner. Et débattons-en. Il est temps.

1

Les nouvelles règles du jeu politique

Trois chiffres, et une image. 66,06 %, le score du Président élu en ce soir de mai 2017. 25,4 %, le taux d'abstention, et 11,5 %, le taux de votes blancs et nuls. Et une image, celle d'un homme jeune et dynamique, marchant seul et se transformant sous l'œil de la caméra, grâce à une scénarisation pensée au millimètre, en Président. Trois minutes et quarante-cinq secondes de traversée de la cour du Louvre, un pas lent et un air grave, une image puisant dans l'imaginaire mitterrando-chiraquien.

Cette séquence et ces chiffres devaient résumer, à eux seuls, l'ère nouvelle dans laquelle notre démocratie a basculé. Une ère consacrant définitivement la prééminence de l'image, celle qui tourne en boucle sur les chaînes d'information en continu et sur les réseaux sociaux – qui se souvient des mots prononcés ce soir-là ? Alors que l'image, elle, reste gravée dans nos esprits. Mais aussi une ère de la volatilité, où les partis sont mortels et les idéologies jugées obsolètes, et où de nouveaux « entrepreneurs » politiques, sortis « de nulle part », peuvent réussir à bousculer les clivages établis pour conquérir le pouvoir. Enfin, une ère de la défiance citoyenne, du désengagement : si la

politique ne prétend plus changer la vie, elle n'y a plus sa place.

BASCULEMENT DANS UNE NOUVELLE ÈRE

Depuis ce soir de mai 2017 chacun se réclame ou conteste l'existence d'un « nouveau monde politique ». De fait, si la rupture de 2017 était en gestation de longue date, cette élection n'en a pas moins sanctionné un tournant durable dans les règles du jeu politique contemporain.

Il est vrai que nous avons connu, depuis trois ans, un certain nombre de phénomènes qui par leur ampleur, leur brutalité ou leur nouveauté, semblent marquer le basculement vers une ère nouvelle.

Élection aux plus hautes fonctions d'un candidat « sorti de nulle part », sans parti – peut-être précisément parce qu'il ne se réclamait pas du « sérail » ou du « système ».

Émergence d'un mouvement social totalement nouveau, désordonné et désintermédié, refusant absolument tout principe de représentation, y compris en son sein. Dès qu'un Gilet jaune semblait « prendre la lumière », il se trouvait automatiquement discrédité, contesté, ramené à des ambitions personnelles ou disqualifié.

Démission d'un candidat aux municipales dans la capitale, Benjamin Griveaux, moins de 24 heures après qu'une vidéo à caractère sexuel a été mise en ligne sur le web. La nouveauté, ici, n'est évidemment pas l'utilisation à des fins politiques de la vie privée d'une personnalité publique. La disqualification par la rumeur réelle ou fondée se pratiquait déjà au temps de Marie-Antoinette… Ce qui est nouveau, c'est la rapidité, la formidable accélération du temps, et

l'émotion, amplifiée par des réseaux où elle règne avec d'autant plus de facilité que l'anonymat semble abolir toute règle de civilité.

Pourtant, plus de trois ans après le séisme de 2017, nous constatons quotidiennement que citoyens comme élus ne semblent pas avoir intégré pleinement ce que sont les nouvelles règles du jeu politique – ce que l'on serait tenté d'appeler le *new normal* si l'on ne craignait de se voir reprocher un anglicisme de plus.

Ainsi, on trouve encore des journalistes pour dire que tel ou tel parti politique, telle ou telle personnalité est « morte », ou au contraire « tout puissant », alors que la volatilité électorale n'a jamais été si grande, et que les dégagistes d'hier pourraient bien être les dégagés de demain.

Souvent, les tenants du « nouveau monde » semblent eux-mêmes avoir perdu de vue les conditions qui les ont portés au pouvoir, notamment le formidable rejet d'un « système » politique dont les pratiques et comportements étaient devenus insupportables. Lorsqu'un Premier ministre se déclare candidat à la mairie de la ville qu'il dirigeait avant d'être nommé au gouvernement, n'envoie-t-il pas le signal qu'il existe des fonctions électives de second rang, ou bien qu'il est possible aujourd'hui de gouverner pleinement une grande puissance mondiale tout en prêtant aux havrais toute l'écoute et la considération qu'ils méritent en période de campagne ? Et que dire, en pleine période de préparation du budget, un budget « de crise » qui plus est, quand le Président lui-même accorde – pour un temps indéfini – à son ministre des Comptes publics le cumul de sa fonction ministérielle avec son mandat de maire de Tourcoing ? On ne demande à personne de mener de front deux emplois à plein temps, les élus seraient-ils des surhommes ? Le bon sens, dans ce cas précis, invite plutôt à penser à l'hypocrisie.

Autre exemple : lorsque des partis, indifférents aux courants profonds qui parcourent l'opinion, semblent croire que la politique relève d'une arithmétique, et qu'il suffit de s'appeler « aile gauche » de la majorité, ou « rassemblement » des forces X, Y ou Z, pour que les voix qui se portaient auparavant sur ces options politiques s'additionnent mécaniquement. Si la politique relevait de l'arithmétique plutôt que des idées et des aspirations populaires, François Hollande aurait alors réussi à être candidat en 2017 après avoir patiemment employé la fin de son quinquennat à étouffer toute offre politique concurrente au centre gauche.

Analystes et commentateurs peinent également à donner un sens et une place aux nouvelles méthodes de combat politique – comme ce que j'appelle la « manifestation selfie », ce happening permanent connu lors de la réforme des retraites –, et trop souvent les disqualifient comme autant de mouvements minoritaires, d'arrière-garde. Or, les réseaux sociaux et chaînes d'information en continu ont changé profondément les codes du combat politique, et il est temps que ces bouleversements trouvent leurs conséquences dans les analyses des observateurs politiques.

Un parti revendiquant fièrement 400 000 adhérents peut voir, lors d'une élection interne, moins de 20 000 votants se rendre aux urnes – qui plus est, virtuelles…

En outre, personne n'avait anticipé cet OPNI (Objet politique non identifié) que furent les Gilets jaunes, et chacun espère qu'ils resteront une anomalie, une exception de l'histoire politique – alors qu'ils pourraient bien être la première d'une série de convulsions qui traduisent le malaise démocratique grandissant et l'impuissance de nos institutions à donner sens et solutions à nos problèmes collectifs.

Enfin, la parole des journalistes et des politiques est quotidiennement frappée d'une défiance que nulle vérité ne

parvient plus à dégonfler : complot sur les vaccins, craintes liées à tel ou tel projet d'aménagement, accident de l'usine Lubrizol, les illustrations sont nombreuses de cette ère de l'« hyperdéfiance » dans laquelle nous avons basculé. Pourtant, nous n'avons adapté ni les méthodes de communication politique et publique, ni les modes de prise de décision publique, notamment dans les contextes de crise.

On pourrait poursuivre cette liste, car les illustrations de cette absence de prise de conscience réelle de la nouvelle réalité politique abondent. Ce n'est pas l'objet ici : il s'agit plutôt de lister ces « règles du jeu » – des règles du jeu qui seront revisitées et expliquées en profondeur dans les chapitres suivants –, en espérant qu'elles soient enfin intégrées par chacun et trouvent leurs conclusions rapidement tant dans notre organisation collective que dans nos comportements individuels, que nous soyons journalistes, politiques, citoyens, ou encore serviteurs de l'État…

INSTABILITÉ ET VOLATILITÉ

La première règle du jeu que nous devons intégrer de manière permanente à nos analyses est le fait que notre paysage politique se caractérise par une instabilité croissante des votes, que l'on nomme « volatilité » électorale.

Elle recouvre différents phénomènes, comme le vote intermittent – les électeurs qui ne participent qu'à certains scrutins –, le changement de vote d'un parti à l'autre au gré des élections, ou le changement de préférences partisanes au fil du temps. Qui ne connaît un frère, une mère, un fils qui ont pu voter EELV un jour, LREM deux ans plus tard, puis LFI à un autre moment ? Ou RN un jour, LR le lendemain ? Qui ne s'est laissé emballer par un souffle de

renouveau, dans le sillage d'une figure enthousiasmante et nouvelle, avant de retomber dans la résignation de l'abstention quelques années plus tard ?

Ces phénomènes ne sont pas totalement nouveaux : déjà, en 1989, Gérard Grunberg (Cevipof) notait que l'instabilité concernait un électeur sur deux pour les scrutins de 1981 et 1984, mais que les allers-retours se faisaient alors essentiellement entre participation et abstention, et de manière très marginale entre droite et gauche (5,1 % des électeurs inscrits)[1]. Nonna Mayer, Daniel Boy et Marc Swyngedouw notaient qu'entre 1995 et 1993 près de la moitié des électeurs inscrits avaient modifié leur vote[2]. En 2012, l'enquête Présidoscopie montrait que la moitié des électeurs a changé d'avis « en cours de campagne ». Cette mobilité électorale signe, selon Grunberg, l'avènement d'un électeur « éduqué et autonome ». Ce phénomène est né après « l'effondrement des grandes institutions partisanes et religieuses qui encadraient les citoyens de la naissance à la mort, comme les mouvements de jeunesse [...] ».

Qui dit instabilité, dit fluctuation des fortunes électorales, « insécurité politique » pour les élus comme pour les partis. Or, il faut l'avouer : bien souvent, tel ou tel parti a encore tendance à se comporter en détenteur d'une « rente » politique, considérant son marché politique comme captif, alors qu'en réalité bien des paramètres interviennent pour orienter les votes : l'offre politique compte, bien sûr, sur la forme (la personnalité des candidats, la manière de communiquer)

1. Gérard Grunberg, « Chapitre 15. L'instabilité du comportement électoral », *in* Daniel Gaxie (sous la dir. de), *Explication du vote. Un bilan des études électorales en France*, Paris, Presses de Sciences Po, 1989, p. 418-446.

2. Marc Swyngedouw, Daniel Boy, Nonna Mayer, « Mesure de la volatilité électorale en France (1993-1997) », *Revue francaise de science politique*, vol. 50, n° 3, 2000, p. 489-514.

et le fond (les idées et projets de société portés). Mais la demande est également influencée par des tendances profondes, externes – la crise migratoire, telle ou telle crise économique ou financière, le terrorisme… – et internes à l'électorat – les modifications de comportement induites par les nouvelles technologies, qui font de chacun un producteur de contenus et l'encouragent à nouer une relation sans médiation avec « le haut », par exemple. La communication politique en devient de plus en plus complexe, tout comme l'analyse des phénomènes d'opinion.

On peine encore à mesurer combien cette volatilité peut contribuer à fausser la lecture des résultats des scrutins, tant par les commentateurs que par les partis. Ainsi, le scrutin des européennes de 2019 a été analysé comme une « percée » d'EELV, le plaçant, de fait, au centre des débats à gauche, notamment dans la perspective du scrutin municipal de l'année suivante. Pourtant, dix ans plus tôt, EELV récoltait déjà 2,8 millions de voix en France contre 3 millions en 2019. Or, entre-temps, le nombre total de votants passait de 17 à 23 millions. En valeur absolue, on peine à voir la « percée » spectaculaire… D'autant plus qu'il convient de rappeler qu'un an après les européennes de 2009 EELV perdait 500 000 voix aux régionales de 2010, avant de recueillir seulement 800 000 voix à la présidentielle de 2012 avec sa candidate Eva Joly. Ces élections, aux natures très différentes, illustrent l'ampleur de la volatilité électorale. Elle tend à démontrer que les électeurs répondent de plus en plus à la question posée – l'enjeu d'une présidentielle n'est pas le même qu'une élection municipale ou européenne… Or, cette situation est déstabilisante pour les partis politiques traditionnels, puisque les électeurs votent non plus pour la « marque » partisane elle-même mais pour sa capacité à incarner une réponse appropriée à la question posée…

Cette instabilité électorale est en partie due à l'effondrement des grandes idéologies du XX^e^ siècle, mais aussi au délitement des solidarités de classe – dont pâtissent également les syndicats. Elle prend forme dans le nombre croissant de citoyens qui, en France, aux États-Unis, ou encore en Italie, ne se disent plus proches d'aucun parti – et ces « sans sympathie partisane » représentent désormais le premier parti dans notre pays. Nous voyons d'ailleurs parfois les conséquences de ce défaut d'imaginaire collectif et structuré lorsqu'il s'agit de faire face à des menaces nouvelles : face à l'impensable menace du coronavirus, il a fallu à Emmanuel Macron convoquer l'histoire, et l'imaginaire de la guerre, afin de constituer un récit mobilisateur qui permette à chacun de comprendre ou, du moins, de tolérer la parenthèse étrange que fut le premier confinement, celui de la nouveauté et de la sidération, du basculement dans l'inconnu. Parenthèse qui n'en fut pas une : comme Boris Cyrulnik l'avait annoncé aux premiers jours du confinement, « ceci n'est pas une crise, mais une catastrophe », c'est-à-dire que « l'après » ne ressemblerait pas à « l'avant »[1].

Le désengagement partisan qui caractérise notre époque prend la forme de longues phases d'apathie citoyenne, entrecoupées de sursauts civiques ou de vives colères collectives lorsque l'histoire – à l'occasion d'une crise majeure, par exemple celle des Gilets jaunes ou l'épidémie du coronavirus qui a interrogé ce que nous sommes et voulons être en tant que nation – vient s'inviter dans la bulle hermétique et douillette où le citoyen a tendance à se retrancher.

Ainsi, lors de l'épidémie de coronavirus, nombre de citoyens ont pu toucher du doigt certaines des conséquences concrètes de leur désengagement : comment contester ou

1. Boris Cyrulnik, interview par Léa Salamé, France Inter, 25 mars 2020.

questionner des choix graves engageant des vies, ou invasifs pour la vie privée, lorsque l'on n'a ni voté, ni participé, de près ou de loin, à la vie de la cité depuis des années ? La démocratie est comme une chaîne dont la force est équivalente à celle de son maillon le plus faible. Or, nous mesurons à chaque crise que la faiblesse de la confiance dans le système, de l'engagement, du civisme, du simple respect des règles communes peut avoir des conséquences dramatiques quand il s'agit de « faire bloc », et quand des vies peuvent dépendre de la solidarité et de la discipline de chacun.

Ce désintérêt croissant, ce désengagement citoyen vis-à-vis de la chose publique, sur fond d'extrême défiance à l'égard des élites en général et des responsables politiques en particulier, est illustré par les travaux de Destin Commun publiés en février 2020 : seulement 4 % des Français ont déjà participé à un meeting politique et 3 % ont déjà fait un don d'argent à une structure partisane[1]. Il y a là les signes d'un véritable effondrement culturel, car la citoyenneté est, avant tout, une culture reposant sur des valeurs vécues au quotidien et partagées, des notions juridiques et historiques.

L'engagement de chacun a pris de nouvelles formes, distantes des partis politiques, et se déploie de manière discontinue dans la vie citoyenne, selon les moments de la vie, le temps disponible, et l'évolution des centres d'intérêts. France Générosité nous apprend ainsi qu'en 2018 les dons de particuliers – 5,5 millions de foyers concernés – se sont élevés à 4,5 milliards d'euros avec, en tête des causes financées, l'aide et la protection de l'enfance, la lutte contre l'exclusion et la pauvreté, et le soutien à la recherche médicale. Non seulement les Français donnent de l'argent, mais

1. « Réconcilier les Français grâce à l'environnement ? », Destin Commun, février 2020.

ils sont nombreux également à donner du temps : une note de l'INSEE, publiée en 2019, nous apprenait ainsi que plus de quatre français sur dix sont membres d'au moins une association. Comme le relève l'INSEE, « la participation à la vie associative s'accompagne d'un engagement citoyen plus élevé […] [1]. En outre, en 2013, 11 millions de personnes, soit 22 % de la population âgée de seize ans ou plus, déclaraient spontanément avoir travaillé en tant que bénévoles au cours des douze derniers mois dans le cadre d'une association ou d'un autre organisme.

Il s'agit cependant, de plus en plus, d'une mobilisation à la carte, c'est-à-dire servant des intérêts personnels – sans être individualiste – à un moment précis de l'existence. Une tendance à la « dé-collectivisation » de l'engagement associatif dont on a observé la montée en puissance progressive depuis les années 1980. En effet, l'INSEE note également qu'entre 1983 et 1996 « le développement individuel, à travers une activité collective (sport, culture…), avait pris le pas sur la défense d'intérêts communs (syndicats, parents d'élèves…) ».

Cette forme d'engagement s'est, depuis le début des années 2000, individualisée encore davantage. Elle s'accommode mal des modes de fonctionnement des partis traditionnels, avec leurs disciplines, leurs procédures, leurs structures administratives, etc. On note d'ailleurs que, pendant que les partis politiques s'effondraient, les ONG

1. « La probabilité d'avoir voté aux élections législatives de 2012 est 1,8 fois supérieure pour les membres d'associations. Quelle que soit la nature de ces domaines associatifs (pratique d'une activité culturelle ou sportive, convivialité, défense de droits ou d'intérêts) la participation des adhérents à ces élections reste très supérieure à celle des non-adhérents », Carine Burricand, François Gleizes, « Trente ans de vie associative : une participation stable mais davantage féminine », *INSEE Première*, nº 1580, janvier 2016.

s'imposaient comme des interlocuteurs puissants du pouvoir, capables de mener des campagnes transnationales et de faire bouger les lignes législatives. Du strict point de vue de l'efficacité, on peut ainsi avoir le sentiment qu'il vaut mieux militer à Oxfam qu'au Parti socialiste lorsqu'on souhaite lutter contre les dérives de la finance mondialisée… Or, la « base » militante de la plupart des ONG est loin de ressembler au socle militant des ex-partis de masse. Oxfam, organisation internationale puissante, revendique ainsi, en tout et pour tout, « des centaines de bénévoles » et « une dizaine de groupes locaux présents dans toute la France ».

L'ÈRE DE L'HYPERDÉFIANCE

Autre paramètre central du nouveau paysage politique, dont on parle sans cesse, mais dont on peine à mesurer l'ampleur des conséquences : nous sommes entrés dans une ère de l'hyperdéfiance. 11 % de confiance pour les partis politiques, 24 % pour les médias, 29 % pour les députés, 32 % pour les syndicats en 2020 selon Ipsos[1]. Cette défiance abyssale amplifie et accélère les mouvements d'opinion, qu'il s'agisse du soudain coup de cœur pour une personnalité nouvelle et considérée comme « hors système », ou du rejet, souvent tout aussi soudain et brutal, du gouvernant ayant épuisé son crédit de confiance. Un crédit qui, le quinquennat de François Hollande puis d'Emmanuel Macron le démontrent, dure de moins en moins longtemps – comme si la force propulsive de l'onction électorale s'affaiblissait à mesure que nous nous enfonçons toujours plus dans l'ère de la défiance.

1. « Fractures françaises », sondage Ipsos / Sopra Steria pour *Le Monde*, La fondation Jean-Jaurès et l'institut Montaigne, septembre 2020.

Même si elle ne frappe pas toutes les figures d'autorité de la même manière dans tous les pays, rares sont les professions et les pays à être exemptés de ce phénomène : en moyenne, toutes les professions testées par Ipsos dans une trentaine de pays obtiennent moins de 50 % de confiance de la part de leurs concitoyens, exceptés les scientifiques (56 % en moyenne) et les enseignants (52 %). En France, seuls les scientifiques (59 %), les militaires (55 %) et la police (53 %) bénéficient d'une confiance majoritaire. Partout, les responsables politiques sont en bas de classement : 9 % de confiance en moyenne, 10 % au Canada, 8 % au Brésil, 9 % en Allemagne, 7 % au Japon ou encore 11 % en Grande-Bretagne…

Partout, c'est un principe de suspicion qui s'applique dans l'évaluation de ce que font et proposent les figures d'autorité avec, pour corollaire, une valorisation démesurée des outsiders, mais aussi des gens « ordinaires » et des expériences « concrètes ». On croira plus aisément son voisin et sa propre expérience que les statistiques publiques en matière de chômage, par exemple. La disjonction entre le réel tel que raconté par « le haut » – médias traditionnels, statistiques publiques, experts et politiques – et celui vécu par « le bas » n'a jamais semblé si grande. Quand les élites politiques et administratives regardent la France au travers de la statistique publique, ils contemplent la carte plutôt que le territoire, et amplifient ainsi le sentiment que les politiques publiques sont conçues « hors monde », et selon des logiques souvent comptables qui les éloignent toujours plus des perceptions « du bas ». Alain Supiot a d'ailleurs très bien décrit les travers de la « gouvernance par les nombres ».

Là encore, bien que le mot « défiance » soit devenu central dans l'analyse politique contemporaine, tout porte à croire que nous n'avons pas encore tiré tous les enseigne-

ments de cette nouvelle règle du jeu démocratique. Ainsi l'on s'étonne qu'une partie – légèrement inférieure à 50 % – de la société britannique ne se soit toujours pas résignée à accepter le vote du Brexit ; ou bien qu'une immense majorité des Démocrates considéraient encore, au terme de son premier mandat et à l'aube de l'élection présidentielle de 2020, Donald Trump comme illégitime. Pourtant, quand l'immense majorité des citoyens n'ont plus confiance dans le « système » pour résoudre leurs différends et générer un compromis acceptable par tous, de telles divisions qui paraissent parfois irréconciliables ne devraient rien avoir d'étonnant. Lorsque le juge nous paraît prendre parti, lorsque la discussion commune nous semble biaisée, il n'est pas étonnant que nous ne consentions plus à nous soumettre à la règle commune.

Autre illustration de notre incapacité à intégrer les nouvelles règles du jeu engendrées par la défiance : la manière dont le gouvernement et l'État ont géré l'incendie de l'usine Lubrizol, en 2019. Multiplication des émetteurs d'information publique, signaux et messages contradictoires, réponses jugées floues, donnant le sentiment que les autorités tentaient de dissimuler certains faits, ou étalaient leur incompétence… à l'ère de l'hyperdéfiance, le moindre écart par rapport aux règles de transparence absolue, de rapidité, et de cohérence (vue comme gage de sincérité) est lourdement sanctionné par l'opinion. Ce fut le cas pour Lubrizol où, plusieurs mois après les faits, les craintes des riverains de l'usine n'étaient toujours pas tout à fait apaisées.

L'affaire Griveaux évoquée plus haut est une illustration parfaite de ces nouvelles règles du jeu imposées par l'ère de la défiance : sa démission express, suite à la diffusion illégale de vidéos volées « à caractère sexuel » (pour reprendre l'expression consacrée) a laissé un monde politique et

médiatique sidéré. Et, il faut le dire, un peu trop prompt à voir un péril démocratique dans le phénomène d'exploitation de faits privés à des fins publiques.

On a exploré le passé tortueux de l'activiste-artiste Piotr Pavlenski, qui est à l'origine de la mise en ligne de la vidéo et la revendique comme un « acte politique ». On a blâmé Twitter, les réseaux, l'avènement d'un nouvel ordre moral s'imposant au droit, une « américanisation » des mœurs politiques… Pourtant, le fait majeur de cette affaire Griveaux résidait avant tout dans la combinaison de la dictature de l'opinion publique et de l'ère de l'hyperdéfiance. Le politique est désormais tellement soumis à « l'opinion », telle que mesurée chaque jour par sondages, amplifiée et déformée par les réseaux, qu'il ne peut plus s'en remettre au droit ou à la loi. Or, cette opinion ne croyant plus ni à la sincérité, ni même à l'utilité de la plupart de ses élus, il revient à ces derniers de montrer patte blanche en permanence. La restauration de la confiance entre élus et citoyens est devenue pour les premiers un exercice sisyphéen. Cela suppose notamment pour eux de céder à la « peopolisation » ou « loftisation » de la vie politique : puisqu'on vous jugera sur votre caractère, votre vie privée, ce que vous êtes, il faut vous mettre en scène. Peu importent vos propositions, on veut savoir si vous êtes fiable, bon père de famille, généreux, autoritaire… Cela suppose aussi de se montrer cohérent en toute circonstance, c'est-à-dire – en l'occurrence – ne pas poser « en famille » dans la presse, pour ensuite tromper sa femme – et peu importe que chaque citoyen soit lui-même pétri de ces contradictions qui font notre humanité. Cela suppose aussi de ne pas prétendre être sérieux et fiable, et se montrer imprudent en envoyant une vidéo à caractère sexuel lorsqu'on sait que les sex-tapes sont devenues un instrument majeur de déstabilisation depuis des années… À l'heure de

l'hyperdéfiance, cette abolition de la frontière public / privé est une condition de la confiance. On peut la déplorer. Lutter contre cette dictature de la transparence, cette tyrannie de l'émotion, cette injonction à la cohérence. Mais il n'en reste pas moins que cette règle du jeu s'impose à tout responsable public, et que chacun devrait s'y préparer plutôt que s'en étonner.

Évidemment, la meilleure illustration récente des conséquences concrètes de l'ère de l'hyperdéfiance nous a sans doute été fournie par la pandémie de coronavirus. Suite à une brutale prise de conscience de la menace vitale lors du premier discours présidentiel au 20 h – lequel annonçait non pas encore le confinement mais la fermeture de toutes les écoles, évènement appartenant déjà au registre de l'impensable –, l'opinion publique avait semblé se rassembler derrière le gouvernement. Mais, quelques jours après, dans les études, nous notions déjà les doutes, les interrogations et une colère grandissante de l'opinion publique vis-à-vis de l'exécutif et des dirigeants en général qui n'avaient « pas anticipé », « rien préparé », avaient l'air de naviguer à vue après avoir méthodiquement désarmé l'État, et ce depuis des décennies. Au fil des jours de confinement, de polémique en polémique – manque de masques FFP2, manque de tests, manque de lits d'hôpitaux, manque de respirateurs… –, le sursaut de confiance s'est effacé avec une rapidité qui a sidéré de nombreux commentateurs. Cela serait resté sans gravité si, par ailleurs, il n'avait pas été indispensable et même vital de maintenir la cohésion et la discipline, non seulement de citoyens confinés, mais aussi, et surtout, des « premiers de tranchées » que furent les infirmières, médecins, caissières, éboueurs et autres ouvriers à qui l'on demanda, en plus de sauver des vies, de soutenir notre économie à bout de bras. Or, on touche bien ici aux limites de la

métaphore guerrière : l'indiscipline, dans l'armée, est sanctionnée par la cour martiale – et, en d'autres temps, par la peine de mort. Or, en démocratie, si le soldat ne veut plus obéir au chef, que faire ? Les policiers ont eu beau multiplier les amendes aux promeneurs inconséquents qui défiaient les règles du confinement pour profiter des premiers jours de soleil printanier, nous avons tous senti la précarité d'un ordre qui reposait tout entier sur un consentement bien fragile… D'ailleurs, plusieurs syndicats, y compris les syndicats de policiers, avaient alors appelé les salariés à exercer leur droit de retrait faute de protections nécessaires – masques, gants, gel hydro-alcoolique. Le basculement dans un désordre ou un blocage général a semblé, quelques jours durant, possible. Nous avons alors touché les conséquences concrètes de l'hyperdéfiance : en temps de paix, elle se traduit par une abstention électorale dont on s'accommode très bien. En temps de crise, elle peut avoir un impact dramatique.

ENTRÉE
SUR LE « MARCHÉ » POLITIQUE

De plus en plus, les barrières à l'entrée du marché politique s'abaissent. Barrières financières et économiques, avec des outils numériques permettant d'effectuer à moindre coût certaines des tâches relevant traditionnellement des partis politiques – communiquer avec le citoyen, recueillir des avis, établir des fichiers de sympathisants, recueillir soutiens et dons… Barrières « d'opinion », également, avec, d'une part, des acteurs appartenant au « système » touchés par une défiance très forte et, d'autre part, une prime au nouvel entrant inversement proportionnelle

au risque perçu de la nouveauté et de la radicalité : dans une trentaine de pays interrogés par Ipsos, seulement un citoyen sur cinq considère préférable de confier le destin de son pays à un parti ou un politique ayant déjà exercé le pouvoir – une proportion particulièrement faible en France et en Italie (15 %). Quatre citoyens sur dix, et 34 % des Français, considèrent que confier leur destin à un parti ayant des options politiques radicales est un risque. Cette évolution du rapport au risque politique n'est pas étrangère au fait qu'ils considèrent, pour beaucoup, que le vote ne « change (plus) la vie ». Dès lors, la radicalité est non plus un risque mais une promesse, un espoir ; la nouveauté prime désormais sur une expérience considérée comme inutile en matière de gouvernance. Après tout, des décennies de « professionnels » et d'« experts » n'ont-ils pas échoué à endiguer le chômage de masse ?

Emmanuel Macron est d'ailleurs, par son parcours même, la preuve éclatante de cette nouvelle règle du jeu par laquelle la sûreté devient synonyme de *statu quo* et donc de poursuite du déclassement, tandis que le risque devient espoir de changement. En faisant campagne sur « le système », certes de manière plus subtile qu'un Renzi qui promettait d'envoyer la vieille classe politique « à la casse », mais de manière tout aussi claire et déterminée, il a détourné une partie des colères « antisystème » au profit de ce qui s'est avéré être, à l'épreuve du pouvoir, une idéologie et une pratique plutôt conformes à celles de ses prédécesseurs.

Il existe donc une vraie prime à la radicalité politique. Mais elle relève d'une alchimie complexe : un Mélenchon, de par ses traits d'image personnels, portera une radicalité inquiétante, ce qui l'empêchera de sortir du couloir de l'extrême gauche dans lequel il semble confiné depuis son emportement de l'automne 2018 (« La République, c'est

moi ! »). En revanche, la radicalité d'un Trump, d'un Johnson, ou d'un Salvini, présentera le degré adéquat de violence à l'égard du « système » politique ou médiatique – ils bénéficieront même de ce que le juriste Olivier Duhamel nomme la « PAP » ou « prime au pitre ».

La radicalité peut être affaire de style personnel, comme les figures citées à l'instant le démontrent. Elle peut également être idéologique et programmatique, à l'image de la proposition de sortie de l'euro ou de la « préférence nationale », longtemps défendues par le Front national avant d'être sacrifiées – ou du moins considérablement atténuées – sur l'autel de la dédiabolisation. Le degré de tolérance de chaque pays à la radicalité peut varier, en fonction de son histoire, de sa culture, et de sa composition sociologique – par exemple, une France vieillissante où les retraités jouent un rôle central avec leur attachement à l'euro, à l'Europe, et à la sécurité financière –, aura peu de risques de succomber aux sirènes du Frexit. À l'inverse, les représentations des retraités britanniques ont plutôt poussé notre voisin vers le Brexit…

ACCENTUATION DE LA POLARISATION

La structure et le fonctionnement du système médiatique ont par ailleurs considérablement transformé la manière dont citoyens et acteurs publics se comportent avec, pour conséquence, une accentuation de la polarisation – sinon de l'opinion elle-même, du moins, par accentuation des divergences et effet loupe, de sa représentation. On ne voit sur les réseaux et les chaînes d'info que les passionnés, les emportés, les vociférants ou les enthousiastes, et non plus le locuteur interrogatif, pétri de doutes, ou tout simplement mesuré.

La prime à la radicalité évoquée à l'instant est en effet amplifiée par la manière dont fonctionnent réseaux sociaux et chaînes d'information en continu : la vocifération, le clash, les points de vue tranchés et ne souffrant aucune nuance sont ceux qui génèrent le plus d'émotions, donc de « vues » et de « partages ». Dans une économie où le clic est roi, et où Google, Facebook et autres ont considérablement drainé les recettes publicitaires dont se nourrissaient autrefois les médias traditionnels, l'émotion et l'image ont pris le pas sur les mots, la mesure et la raison. Chaque évènement est scénarisé, dramatisé, et ne peut être évoqué que s'il comporte une part de spectaculaire. Dès lors, on comprend que l'Europe n'occupe que 3 % du temps d'antenne en France, puisque la plupart du temps – Brexit ou crise grecque exclus… – il n'y a rien à dramatiser, et la culture parlementaire européenne tient bien plus à la culture politique des pays du Nord qu'à notre théâtre politique[1].

L'ère de l'instantané et l'effet Google – tout est accessible à tous, sur tout, en quelques clics – ont par ailleurs amplifié l'individualisation et la désintermédiation d'un rapport de plus en plus consumériste à la politique.

Ce nouveau paysage médiatique désintermédié amène chacun à se croire capable du même niveau d'analyse, de jugement et de sanction sur tous les sujets. Or, de l'utilité de l'hydroxychloroquine à la jurisprudence du Conseil d'État, l'information doit aller avec la connaissance des enjeux, la culture juridique, médicale, scientifique qui permettent de contextualiser la donnée à laquelle chacun a accès. Il ne vient à l'idée de personne de s'imaginer plombier à la place du plombier, électricien ou même cuisinier à la

1. Théo Verdier, Amandine Clavaud, « Quelle est la visibilité de l'Europe dans les médias Français ? », *Note de la fondation Jean-Jaurès*, janvier 2020.

place du professionnel – et, pourtant, nous sommes tous devenus communicants, médecins ou juristes à l'occasion de débats numériques enflammés.

Cette nouvelle donne médiatique engendre également des changements de comportements citoyens dans la forme même du combat social, ce qui n'est pas sans incidence sur la manière dont fonctionne notre démocratie. Comme l'ont illustré les nombreux « happenings » collectifs qui ont marqué le mouvement social contre la réforme des retraites entre 2019 et 2020, les récits qui en sont donnés font désormais l'objet d'une concurrence très rude quant à leurs légitimités respectives. Les « médias traditionnels » sont dessaisis d'une partie de leur pouvoir de « gardiens » du récit médiatico-politique, et ne sont plus seuls à choisir ce qui compte et ce qui ne compte pas. Ils se voient ainsi contester cette mission dans un monde où l'image est produite par tout détenteur de smartphone, GoPro ou autres…

Cette hyperconcurrence des récits a été adoubée, de fait, par l'évolution des médias traditionnels eux-mêmes. Les chaînes d'information en continu nécessitent d'être abreuvées sans cesse, à toute heure du jour ou de la nuit. Or, dans un contexte de cycles médiatiques raccourcis, il faut constamment renouveler le coup d'éclat, relancer le buzz, nourrir la polémique.

Cet élément est lui-même consolidé par l'empire de l'image qui fonde le nouveau paradigme médiatique et politique. Alors que les mots apparaissent dévalués, l'image s'est installée – malgré les risques que cela comporte – comme un élément de preuve irréfutable capable de susciter l'émotion et donc d'entretenir l'attention. L'image et le symbole ont pris le pouvoir sur la statistique, bousculant ainsi l'analyse et le décryptage.

Empire de l'image. Dictature de l'immédiateté. Concurrence des récits médiatiques par un va-et-vient entre le « haut » (médias traditionnels) et le « bas » (réseaux sociaux) : telles sont les règles du jeu qui déterminent désormais une part des modes d'action, et à l'aune desquelles il faut décrypter les mouvements sociaux et politiques du XXIe siècle.

Ce nouveau paysage médiatique modifie le rapport de force non seulement entre le gréviste ou le manifestant et le pouvoir, mais aussi entre le citoyen et les corps intermédiaires : le rôle du syndicat s'en trouve modifié, et souvent affaibli. Il détient, encore moins qu'avant, le pouvoir de conclure des accords, craignant sans cesse de voir sa « base » le déborder, s'autonomiser, à l'image de ces cortèges CFDT sauvages qui défilaient encore contre la réforme des retraites d'Emmanuel Macron au début de l'année 2020 alors même que Laurent Berger avait conclu un accord avec le Président. De plus en plus, un Martinez (CGT) ou un Berger (CFDT) se retrouvent « à la remorque » d'une base remuante, qui ne semble tenue par aucun ordre venu d'en haut – ou du moins, beaucoup moins que ce n'était le cas il y a dix ou vingt ans.

De la même manière, le parti politique n'est plus vu par tout un chacun comme l'instrument naturel pour porter ses combats et ses espoirs, et l'on préfère interpeler directement tel ministre sur Twitter, ou se rendre de manière improvisée à ses déplacements afin de les « perturber ». Le ministre ou le chef d'entreprise se trouve ainsi ramené de plain-pied dans une réalité où sa parole ne vaut pas plus que celle du simple citoyen qui oppose son expérience concrète au « savoir » que revendique la figure d'autorité. Il s'expose à tout moment à être contredit, humilié ou vilipendé, et le revers du quart d'heure de gloire désormais accessible à chacun est une sorte d'éternelle humiliation publique réservée aux dirigeants.

Le système médiatique, en encourageant la désintermédiation et en entretenant le culte de l'instantanéité, fragilise donc deux piliers du système démocratique que sont les corps intermédiaires et le temps long du dialogue et du débat. Là encore, nombre de responsables politiques et commentateurs peinent à prendre acte de ce nouveau paysage médiatico-politique : dès lors qu'il ne s'agit pas d'amener son panier de courses dans l'hémicycle pour interpeller le gouvernement sur le pouvoir d'achat, comme le firent les députés de La France insoumise, en 2017, personne ne prête plus guère attention à ce lieu central du débat démocratique qu'est l'Assemblée nationale.

De même, ce n'est plus guère dans les partis que les sujets politiques nouveaux émergent, ces dernières années – ceux-ci peinent même à les récupérer après qu'ils ont émergé… On pense, par exemple, au combat contre la souffrance animale, dont les actions choc de L214 ont accéléré la prise de conscience. Ou, bien sûr, au mouvement des Gilets jaunes, qui a résisté jusqu'au bout à toute tentative de captation par les partis politiques – quitte à s'épuiser faute de cohérence, de structuration, et de représentants capables de négocier avec le pouvoir.

De fait, les « personnalités » et les « collectifs » ont remplacé, dans la légitimité du combat politique, les formes d'organisation et partis traditionnels. Or, quand le « collectif » remplace le « parti », c'est la « mobilisation » et le « happening » qui remplacent « l'engagement » et la « campagne » (car cette dernière suppose une mobilisation de long terme – les droits sociaux n'ont pas été conquis en trois jours et deux flash-mobs…). Adhérer à un parti politique, c'est adhérer à une association (loi 1901), dont le principe de fonctionnement suppose non seulement l'égalité entre les membres et le respect par chacun de la démocratie interne,

mais aussi l'adhésion à un corpus idéologique global. Or, de plus en plus, les « mouvements » comme La France insoumise, ou les nouvelles formes d'organisation hybrides, s'organisent autour de « combats », de « causes » circonscrites sans que leurs membres souhaitent renoncer à la part de liberté nécessaire au respect de décisions démocratiques et sans qu'ils souscrivent à une grille de lecture du monde globale et commune. Il en résulte des mouvements gazeux, ingouvernables, souvent cimentés par la seule figure du chef, mais pouvant se dissoudre aussi vite qu'ils sont apparus – à l'image de LREM, qui compte 400 000 adhérents mais peine à en mobiliser 5 % autour de votes sur les modes de gouvernance internes, et qui a recueilli des scores tout à fait insignifiants dans la plupart des communes de France lors de cet étrange premier tour des municipales de mars 2020 –, ceci à la veille de l'instauration du confinement général.

LA FRAGMENTATION DU PAYSAGE IDÉOLOGIQUE

Non seulement l'opinion est polarisée (plus ou moins selon les pays), ou tribalisée, comme évoqué précédemment, mais les clivages idéologiques qui la parcourent se sont multipliés depuis les années 1990 : clivage « ouvert / fermé », opposition entre priorité sociale et priorité environnementale, rapport à l'État et à la liberté économique, sujets identitaires…

Ce mouvement de fragmentation a contribué à affaiblir des partis qui sont incapables de s'adapter assez vite et se retrouvent souvent à cheval sur des lignes de faille : il en est ainsi du PS, divisé en deux par la question européenne et

celle de la mondialisation, entre « ouverts » et partisans d'une priorisation de la protection économique et sociale. Ainsi, 55 % des sympathisants PS pensaient en 2019 que « la mondialisation est une opportunité », alors que se trouvent relativement unis sur la question certains partis comme LREM (78 % considèrent que c'est une opportunité) ou LFI et RN (70 % chez LFI pensent que c'est une menace, et 75 % au RN). De la même manière, 83 % des sympathisants LR et 97 % des sympathisants RN estiment qu'il y a « trop d'étrangers en France », alors que, là encore, le PS se trouve divisé, avec 42 % de ses sympathisants jugeant qu'il y a trop d'étrangers. Le rapport à l'économie fait également l'objet de divergences qui traversent certains partis : 48 % des sympathisants LREM souhaitent limiter le rôle de l'État dans l'économie, ce qui explique certaines difficultés de la majorité présidentielle au cours des débats économiques et sociaux, alors que 71 % des sympathisants LR sont clairement pour limiter le rôle de l'État, et 80 % de ceux de LFI veulent plus de contrôle étatique de l'économie. À cela s'ajoute désormais le clivage social-écologie, qui traverse la société française de part en part (51 % donnent la priorité à l'urgence environnementale), exceptés les sympathisants EELV et les CSP+ urbaines qui penchent clairement pour donner la priorité au climat.

Par conséquent, selon les évolutions de l'agenda médiatique et législatif, tel ou tel parti sera mis en difficulté et cherchera une voie médiane pour ne pas fracturer un socle de sympathisants déjà trop divisé, et ce au risque d'être trop modéré, incohérent et inaudible.

On débattra un jour des violences en marge des manifestations contre la réforme des retraites, à la grande joie des Républicains ou des Marcheurs que ce sujet fédère, puis, le lendemain, on débattra de la question de l'accueil des réfu-

giés, sujet qui fédère et mobilise le RN d'un côté et LFI de l'autre, mais qui mettra bien mal à l'aise un parti présidentiel héritier des valeurs sociales-démocrates sur ce sujet, et tiraillé entre « humanité » et « efficacité » – pour reprendre les mots de la majorité présidentielle.

Ainsi, le débat politique devient pour chacun des partis un exercice d'équilibrisme constant, et une rude bataille pour gagner le contrôle de l'agenda, afin de faire tourner les sujets du jour à son avantage. Il n'est évidemment pas anodin que le RN, dont l'un des chevaux de bataille est la lutte contre ce qu'il appelle la « submersion migratoire », prenne prétexte du moindre fait divers impliquant un étranger, un réfugié ou quelqu'un « issu de l'immigration » pour consolider l'idée qu'immigration et insécurité seraient systématiquement liées. Pas anodin non plus que Jean-Luc Mélenchon, plus à l'aise sur le terrain de la lutte des classes que sur les thématiques touchant à l'ordre public ou à l'identité, se fasse relativement silencieux lorsqu'un fait divers – souvent monté en épingle par le camp adverse – vient faire se télescoper la question de l'Islam et de l'insécurité. Chacun son terrain, chacun sa grille de lecture, chacun ses forces et ses faiblesses, dont il joue comme il le peut, au gré d'une actualité qui tourne toujours plus vite.

LA QUESTION IDENTITAIRE

Parmi les sujets autour desquels le débat tourne de plus en plus, au risque du vertige, et ce, en particulier depuis la fin des années 2000, on trouve la « question identitaire ». Nicolas Sarkozy a contribué à mettre à l'agenda et à théoriser une question auparavant modelée essentiellement par le Front national, mais ce sujet fut amplifié par une

accumulation de paniques morales collectives à l'occasion d'évènements d'actualité majeurs : les attentats terroristes d'une part, et la crise migratoire d'autre part. Deux phénomènes qui se combinent dans l'imaginaire d'une partie de la communauté nationale pour donner sens à un sentiment de déclin individuel et collectif. Boucs émissaires tous désignés, amalgamés dans un grand tout informe, terroristes, islamistes, puis par un glissement des plus douteux et condamnable, étrangers et musulmans en général sont venus remplacer, sur le podium des grands responsables de toutes nos misères et de tous nos échecs, le « riche » et la « classe dominante » autour desquels s'organisait la bonne vieille lutte des classes.

Comme dans de nombreux autres pays occidentaux, la fragilisation économique, la crainte de perdre son emploi, la peur de l'isolement et de l'atomisation dans une société qui semble se déliter et devient toujours plus dure et brutale, le manque de reconnaissance, sont des phénomènes qui prennent désormais sens au regard d'une supposée « invasion » – ou submersion – religieuse et culturelle par un « autre » menaçant.

Cet « autre » permet, par opposition, de retrouver le sentiment qu'il existe un « nous », une communauté de valeurs et d'intérêts, cimentée de manière étroite par une langue, un héritage religieux, une couleur de peau. La politique ne parvenant plus à créer du commun ni à donner sens au monde, se voit donc supplantée auprès d'un nombre croissant de nos concitoyens par une idéologie aux contours flous, construite « par en bas », et offrant à des citoyens en quête de sécurité économique, sociale et culturelle, à travers la conflictualité et la dialectique victimes-boucs émissaires, un semblant de confort et le sentiment d'avoir prise sur leur vie.

La manière dont cette crise identitaire a pu s'imposer dans nos sociétés n'est pas étrangère à une crise du « commun », c'est-à-dire de notre capacité à nous sentir appartenir à un ensemble plus grand que nous-mêmes, et à partager des intérêts et des valeurs. Du principe d'égalité – quotidiennement bafoué tant par les dysfonctionnements, réels ou perçus, du système judiciaire que par l'accroissement des inégalités et des injustices – au principe de liberté ou encore de laïcité, les valeurs que nous avons en partage et auxquelles nous restons attachés paraissent, aux yeux de beaucoup, avoir perdu toute réalité concrète.

Les lieux qui créaient autrefois du commun, des expériences partagées et de la mixité culturelle et sociale, ont tous disparu ou presque : de la colonie de vacances au service militaire, il reste bien peu d'expériences et de rites de passage communs, d'endroits où, comme le dirait François Sureau, on peut mesurer ce que les hommes valent par eux-mêmes plutôt qu'en raison de leurs milieux sociaux.

La loi elle-même semble ne pas s'appliquer à tous de la même manière, les exemples d'évasion fiscale et autres entorses aux règles communes par les « élites » le démontrant quasi quotidiennement. Même l'école, creuset de l'égalité par excellence, se voit mitée par les stratégies d'évitement et d'instrumentalisation des catégories aisées, alors que le rite de passage qu'était le baccalauréat semble perdre de sa force symbolique à mesure que les réformes se succèdent sans pour autant enrayer l'accroissement des inégalités sociales à la sortie du système scolaire.

La promesse républicaine, promesse de mobilité, espérance autrefois partagée par l'ouvrier comme par le fils de banquier ou de médecin, semble morte et enterrée. L'espace ainsi laissé vacant par l'absence de projection commune dans un progrès social partagé a été rempli par une demande

de conservation, de protection : puisque nous ne pouvons espérer mieux, tentons au moins de ne pas perdre le peu que l'on a, quitte à exclure tous ceux qui, de près ou de loin, semblent susceptibles de venir « piquer dans notre assiette ». L'esprit collectif n'est plus à la conquête, il est à la résignation et à l'instinct de survie économique et identitaire.

Cette pente explique pourquoi de réformes du code du travail en réforme des retraites, les Français ont laissé passer, non sans vaines révoltes et convulsions plus ou moins violentes – mais toujours minoritaires – des dispositions de nature à les fragiliser davantage à leurs propres yeux.

Cette crise d'identité s'est trouvée amplifiée, exacerbée, par ce choc collectif brutal que fut l'épidémie de coronavirus. Dans ses aspects positifs – les milliers de bénévoles, les applaudissements à 20 h aux fenêtres pour encourager les soignants – comme dans ses aspects négatifs – les « dénonciations » de soignants susceptibles de contaminer leurs voisins de palier, d'« étrangers » ou même de « parisiens » ayant envahi la province en apportant le virus avec eux, le non-respect des règles de confinement –, nous avons vu ressurgir à cette occasion non seulement tous nos travers, nos égoïsmes, nos petitesses, mais aussi nos élans de générosité et nos actes de bravoure. Dans la menace collective, nous avons repris conscience des valeurs que nous partagions en tant que nation – un système social fondé sur la solidarité, permettant à plus de quatre millions de salariés de toucher un salaire par le biais d'un dispositif de chômage partiel, et à tous d'être soignés sans avoir à montrer sa carte bleue à l'entrée des urgences –, mais aussi nous avons pris conscience de combien ces valeurs sont parfois usées, oubliées, foulées au pied par certains.

Évidemment, chacun a pu espérer – et espère sans doute encore, au terme du second confinement, et alors que la

perspective d'une vaccination nous laisse espérer la fin du tunnel – que nous saurions tirer les leçons pour « l'après », et que l'épreuve nous permettrait de nous redonner un horizon commun. Mais il faudra sans doute plus que quelques mois d'épreuves et semaines de confinement pour réparer la panne de civisme, la crise de solidarité, la déresponsabilisation, l'inculture parlementaire et juridique, qui caractérisent notre apathie démocratique. Cependant, les germes d'un sursaut, s'ils ne sont pas généralisés ni généralisables, n'en existent pas moins ici et là. Nous avons touché du doigt la fragilité d'un système qui reposait sur une denrée de plus en plus rare : la confiance. Contrairement à une armée, la discipline et la cohésion qui nous furent nécessaires n'avaient que la force de la confiance que nous accordions collectivement à nos dirigeants. Or, il est bien plus difficile en démocratie de restaurer la confiance que d'imposer dans une armée la discipline, au besoin par la peur de la sanction.

CRISE DU LIBRE ARBITRE

Enfin, dans la liste des nouvelles règles et thématiques majeures qui rythment nos débats politiques, on trouve un risque de crise du libre arbitre, sujet qui reste malheureusement un angle mort du débat public, et que nous exposerons plus avant dans les chapitres suivants.

Pour le résumer succinctement, cette crise est liée à la conjonction de plusieurs progrès scientifiques et technologiques et à l'affaissement de l'esprit critique dans une partie de la société :

— les progrès des neurosciences, qui permettent de connaître parfaitement la manière dont nous prenons nos

décisions, et donc la manière de nous influencer efficacement ;

— les progrès de l'intelligence artificielle, combinés à la puissance des réseaux sociaux, permettent à la fois un ultraciblage de tout message de propagande (on peut délivrer un message politique adapté aux préférences individuelles de chacun), et l'industrialisation du processus (le processus étant quasi automatisé, il est possible d'envoyer des millions de messages différents en même temps).

Ces bouleversements technologiques engendrent une transformation non seulement de nos pratiques politiques, comme évoqué plus haut, mais aussi de notre rapport à l'information et au réel – on préfère le « micro » de l'expérience quotidienne au « macro » du vécu collectif, surtout lorsqu'il est exprimé par des statistiques publiques qui ne semblent pas faire écho à notre expérience directe ; on préfère le proche, géographiquement et temporellement, au lointain ; le complotisme supplante l'exercice de l'esprit critique. Surtout, ce changement de paradigme permet le passage de l'ère de la manipulation – plus ou moins réussie – « des masses » à celle de la manipulation « individualisée ».

Non seulement ces techniques permettent à la propagande politique – pour peu qu'elle utilise ces outils, ce qui n'est pas encore le cas à grande échelle en France, contrairement aux États-Unis – de gagner en efficacité, mais les cordes de rappel démocratiques traditionnelles que sont les médias (*via* le *fact-checking*), les concurrents politiques et les experts qui, autrefois, rappelaient à l'ordre les impétrants qui s'écartaient trop de la réalité et permettaient d'entretenir un minimum d'esprit critique citoyen, sont frappés d'une défiance telle qu'ils ne parviennent pas à contrecarrer ceux qui tordent allègrement la réalité à leur profit. Donald Trump, par ses provocations quotidiennes, qui prennent

souvent de grandes libertés avec la réalité, en est l'illustration éclatante : au terme de son mandat, il se trouvait non seulement en situation d'être réélu, mais avec un socle de soutiens qui n'avait rien à envier à ses prédécesseurs les plus « respectables ».

Par ailleurs, il n'existe plus de message ni de débat véritablement nationaux, assis sur une vérité partagée. Désormais, coexistent une multitude de dialogues entre le citoyen et le politique, dialogues directs qui se déroulent en parallèle. Même les évènements-massue, les défis collectifs comme le fut l'épidémie de coronavirus, ne donnent plus guère lieu à des débats larges et partagés. Chacun a pu, depuis son lieu de confinement, débattre dans son couloir numérique avec les interlocuteurs de son choix. Ce moment extrêmement politique où les interrogations envahirent les réseaux sociaux – 90 % de posts en plus sur Facebook aux premiers jours du premier confinement en France, dont 94 % portant sur le confinement – ne permit guère d'élargir nos horizons. Chacun y vit d'ailleurs midi à sa porte : pour les antimondialisation, le coronavirus marquait la fin d'une mondialisation excessive, pour les libéraux, cette crise apportait la preuve que le capitalisme n'est en rien remis en cause, alors que les écolos y virent la répétition générale du grand péril climatique qui nous guette… Le séparatisme numérique a rendu totalement obsolète l'agora, qui a toujours en partie relevé de la fiction mais qui pouvait se décliner dans un certain nombre d'espaces physiques il y a encore quelques années. Un séparatisme numérique sur lequel nous reviendrons, mais dont les conséquences démocratiques ont été trop peu soulignées jusqu'ici.

2

Savoir poser la question démocratique

Depuis que j'ai commencé à m'intéresser à la politique – vers dix-huit ou dix-neuf ans, en deuxième année de Sciences Po, à l'occasion de la primaire socialiste à laquelle se présentait celui qui était alors l'un de mes professeurs d'économie –, je n'ai toujours entendu parler que de *défiance*, de *vote contre*, de *montée inexorable du FN*, on parlait encore peu de *populisme* et de *crise démocratique*. Or, ces mots manquaient de consistance, et plus nous les répétions et les entendions, plus le « système », d'élection de Nicolas Sarkozy en arrivée des socialistes au pouvoir, semblait continuer à fonctionner comme avant. Nous avons donc fini collectivement par nous habituer à ce bruit de fond qui ne semblait pas devoir trouver de traduction politique concrète au-delà d'une progression constante de l'abstention, dont chacun s'accommodait d'autant plus volontiers qu'elle ne semblait devoir empêcher ni l'élection, ni l'exercice du pouvoir.

Depuis 2016, pourtant, un certain nombre d'évènements nous ont renvoyé en pleine figure la réalité de ce qui couvait depuis des années : élection de Donald Trump, Brexit, élection d'Emmanuel Macron, cet homme sans parti, extérieur au sérail et réduisant le « vieux système » politique en miettes.

Puis Gilets jaunes, multiplication des manifestations et de nouvelles formes radicales de contestation du pouvoir, notamment à l'occasion de la réforme des retraites… Sans parler de la manière dont le monde a dû traverser l'épidémie de coronavirus, avec les conséquences évoquées dans le chapitre précédent.

LE PRIX DE LA DÉFIANCE

Soudain, la défiance a semblé recouvrir une réalité politique concrète. La politique ne « changeait plus la vie », mais le désengagement ou la colère, eux, le pouvaient. Dans la panique, chacun commença à s'interroger sur les dysfonctionnements du « système », à se demander comment nous avions pu en arriver là. Et depuis à peu près deux ou trois ans, la question démocratique au sens propre, c'est-à-dire celle de notre capacité à nous organiser collectivement pour construire un avenir *ensemble* et non pas les uns à côté des autres, notre capacité à articuler individualisme et intérêt général, s'est imposée au cœur des débats.

Plus j'examine la politique américaine, italienne, britannique, allemande, et scrute les moindres évolutions de notre paysage politique hexagonal, plus j'ai le sentiment que la question démocratique – celle que les citoyens ont été nombreux à déléguer à quelques experts, qui multipliaient dans leur coin les colloques aussi ennuyeux qu'ignorés du plus grand nombre – sera *la* question politique des années, voire des décennies qui viennent. Tout simplement parce que de multiples façons, c'est *nous* – en tant de sociétés, nations, groupes humains organisés pour leur survie – que les défis

contemporains, politiques, économiques, climatiques ou sanitaires mettent à l'épreuve.

COMMENT LA QUESTION DÉMOCRATIQUE S'EST IMPOSÉE

L'élection présidentielle de 2017, plus que toute autre élection récente, a porté bien plus sur *la* politique que sur des choix de politiques publiques, comme le soulignait très justement Gilles Finchelstein en 2017. Le mot qui a résumé le mieux cette élection fut sans doute « dégagisme », un néologisme qui n'a pas tardé à échapper à son inventeur, Jean-Luc Mélenchon, qui se rêvait bénéficiaire de la vague dégagiste mais risque fort d'en être une des nombreuses victimes…

Ainsi, la question démocratique – au sens de capacité de nos institutions à jouer leur rôle, c'est-à-dire à permettre au *demos* d'exercer le pouvoir, *kratos* – s'est trouvée au cœur de l'élection. Or, des propositions telles que la réforme du Parlement, l'instauration d'un *spoil system* à la française, ou encore la promesse vague et alléchante du « renouvellement », il ne reste pas grand-chose trois ans plus tard. Non seulement la question demeure entière, mais elle s'est amplifiée. Les tensions atteignent des sommets : ici, un Attali nous promettait au 1er février 2020 que nous étions à la veille de la Terreur. Là, certains membres de l'opposition radicale nous expliquent que le pays aurait déjà basculé dans une forme de dictature. La défiance vis-à-vis du système n'a jamais été si grande : 11 % de confiance dans les partis, 75 % de citoyens considérant que les politiques et les partis ne se soucient pas des gens comme eux – soit l'un des niveaux les plus élevés du monde[1].

1. Enquête Ipsos Global Advisor, « Beyond Populism », 2019.

Le malaise démocratique prospère, amplifié par des Présidents dont les actes et la manière de gouverner semblaient exprimer le contraire de leurs discours. François Hollande, d'une part, comme nous l'avons déjà évoqué. Emmanuel Macron, de l'autre, qui plaidait pour la modération, la tolérance, le respect du dialogue et des différences, mais semblait disqualifier des opposants politiques « coupables », à ses yeux, de fragiliser la démocratie en justifiant une forme de violence que nombre d'entre eux avaient pourtant condamnée sans ambiguïté [1].

Depuis juin 2017, les débordements rhétoriques se sont succédé de part et d'autre. Très tôt, Jean-Luc Mélenchon a accusé Emmanuel Macron de fomenter, par le biais de sa réforme du droit du travail, un « coup d'État social ». Et d'en appeler, des trémolos dans la voix, à une « forme d'insurrection morale » et à entrer en « résistance ». À force de dramatisation les mots finissent par perdre leur sens…

Deux ans plus tard, l'historien, démographe et essayiste Emmanuel Todd convoquait le régime national-socialiste pour théoriser – en plaisantant à moitié seulement – l'intention macronienne relevant, selon lui, de la « mise au pas » de la société. Des débordements rhétoriques qui trouvent une transposition symbolique – à l'image de ces manifestants promenant la tête du Président au bout d'une pique pendant le mouvement de contestation de la réforme des retraites, par exemple. Voire, marginalement mais de manière tout à fait condamnable, dans les actes : permanences de députés saccagées, violence tout ensemble des manifestants et de ceux dont la vocation première et l'honneur est de les protéger.

1. Voir l'interview « Emmanuel Macron dénonce les discours justifiant la violence en France et "l'affaiblissement de notre démocratie" », donnée par le Président à Piotr Smolar dans *Le Monde*, 24 janvier 2020.

Avant de détailler ce qui, de manière parfois insidieuse, met au défi notre démocratie et ronge notre pacte social, il convient de bien cerner le sujet en distinguant les faux débats des vraies questions, autrement dit les symptômes du malaise démocratique des causes profondes de cette maladie. Il faut aussi distinguer les facteurs structurels, récurrents au cours de notre histoire, des facteurs nouveaux, conjoncturels. Enfin, les facteurs globaux, qui touchent toutes les démocraties de la même manière, des facteurs propres à la France, du fait de sa culture, de son imaginaire, de son histoire.

Or, et c'est là le problème, il nous apparaît que bien souvent la question démocratique est *mal* posée. Il faut, en effet, bien distinguer les symptômes de la maladie. Les symptômes, nous en avons cité un grand nombre dans le chapitre précédent : désengagement, désidéologisation, radicalisation. À ceux-là s'ajoutent violence, désolidarisation, polarisation ou tribalisation.

SORTIR DU FRANCO-CENTRISME

D'abord et avant tout, compte tenu des débats français qui ont marqué les convulsions sociales de l'année 2019 et du début de l'année 2020, il convient de souligner une chose : la défiance exprimée par les citoyens à l'égard des institutions démocratiques – Parlement, élus, élections, syndicats, justice, médias… – n'a rien de spécifiquement français ou, du moins, a-t-elle relativement peu à voir avec notre histoire et notre culture propres.

Certes, notre imaginaire a été façonné par la révolution et des luttes sociales parfois violentes et violemment réprimées. Mais dire, comme certains, que nous serions à la veille de la

Terreur parce que tel ou tel a eu la bêtise de promener l'effigie du Président de la République au bout d'une pique, paraît quelque peu exagéré. Tout comme de prétendre que nous serions d'ores et déjà en dictature… Que restait-t-il à dire, pour ceux qui dénonçaient la dictature dès 2019 ou au début de l'année 2020, lorsque nous fûmes tous confinés, assignés à résidence pour impératif de santé, avec un droit du travail détricoté – temporairement, certes – dans le cadre d'un état d'urgence sanitaire conférant à l'exécutif de très vastes pouvoirs ? L'histoire est souvent cruelle avec les propos excessifs…

La réalité est qu'au-delà de nos disputes franco-françaises il existe un malaise démocratique, une coupure peuple-élites, un sentiment de mal-représentation qui dépasse largement le cadre de nos frontières. Cela signifie, d'une part, que les causes sont en partie structurelles et globales et, d'autre part, que les solutions ne peuvent se résumer, par exemple, à blâmer seulement la V^e^ République et à modifier en conséquence son fonctionnement. Les Italiens ou les Anglais n'ont pas un Président aussi omnipotent que le nôtre, pourtant la défiance envers la politique et les élus y est aussi grande. Ce qui ne signifie évidemment pas que notre culture révolutionnaire et nos institutions ne puissent pas amplifier le problème…

Le franco-centrisme a conduit, à cet égard, de nombreux responsables politiques ou analystes à se tromper tant sur les causes de nos dysfonctionnements démocratiques que sur leurs solutions. Et à chercher dans des réformes institutionnelles paramétriques une réponse miracle à ce qui relève, comme nous le verrons plus loin, d'une crise culturelle, voire de civilisation.

LE SYMPTÔME ET LA MALADIE

L'absence de profondeur historique peut, tout comme le franco-centrisme, conduire l'observateur à se tromper sur la nature du malaise démocratique.

Lorsqu'on parle de la crise de la démocratie, il faut raison garder et prendre un minimum de recul. Notre société de la vitesse et de l'immédiateté – ce que d'autres ont appelé la « civilisation du poisson rouge » – n'a plus de mémoire et peu de vision. Chaque coup d'éclat vient balayer la longue succession des petits et grands abcès qui ont marqué notre histoire politique. Ce constat traduit souvent avant tout une forme de panique devant des mutations que nous avons en réalité déjà connues au cours de cycles historiques plus ou moins lointains.

En effet, il faut distinguer les défis structurels, qui fragilisent nos démocraties et auxquels nos institutions sont appelées à répondre, des effets de loupe qui nous amènent, par manque de recul ou par simple calcul politique, à confondre les symptômes avec la maladie. Opportunisme, car tout pouvoir a intérêt à confondre la contestation dont il fait l'objet avec celle des institutions et des règles du jeu démocratique elles-mêmes…

Si l'on veut bien distinguer ce qui relève du structurel – qui tient à la nature humaine, aux tensions éternelles entre individu et collectif, entre verticalité et horizontalité – et ce qui relève du conjoncturel, il faut en revenir à l'histoire.

Comme nous l'écrivions avec mon collègue Daniel Perron dans un essai sur la crise des partis politiques, les crises de représentation, les crises du pouvoir, l'histoire en

est remplie[1]. La contestation est consubstantielle au jeu politique. Ses formes populistes, violentes et révolutionnaires ne sont pas inédites. C'est à Athènes déjà, que les démagogues sont nés. Ils ont été combattus… Toutes les formes de pouvoir ont été contestées. Cela répond largement à des périodes de mutation culturelle. Les guerres de religion que l'Europe a connues après la Révolution luthérienne ont fini par accoucher de sociétés pluralistes… Plus près de nous, l'histoire constitutionnelle française de ces deux derniers siècles montre une instabilité considérable, des mutations permanentes. La fin d'un système institutionnel n'est pas la fin de l'histoire politique, c'est simplement une étape. Avant d'avoir peur des contestations, d'y voir des mouvements de sédition ou l'on ne sait quoi d'infréquentable, il paraît nécessaire de chercher les raisons de la contestation.

Le plus bel exemple de confusion des causes du malaise démocratique avec ses symptômes est sans doute la proposition de réduire le nombre de parlementaires : à la défiance et au sentiment d'inefficacité du Parlement (au regard de l'échelle temporelle des attentes, qui ne correspond plus au temps d'élaboration de la loi, comme au regard d'une recherche d'efficience toujours plus grande, alors que, là encore, on demande à la loi d'être efficace avant même que n'aient pu être pris ses décrets d'application…), on répond par une réduction du nombre de parlementaires… Réduction dont l'unique but perçu est non pas l'objectif prétendument poursuivi (moins de parlementaires, mais avec plus de moyens), mais bien ce que l'opinion lit entre les lignes, c'est-à-dire une manière de cultiver l'idée fausse et

1. Chloé Morin, Daniel Perron, *À quoi servent encore les partis politiques ? La perception des Français*, fondation Jean-Jaurès, 2020.

dangereuse que la démocratie coûte trop cher et que le Parlement est un ramassis d'élus inutiles et trop grassement payés.

Or, ici, la simple observation de ce que vivent les démocraties voisines devrait nous inviter à la mesure : avec des systèmes institutionnels extrêmement différents du nôtre et un nombre de représentants assez variable, elles connaissent des difficultés pourtant semblables aux nôtres[1]. La France est le troisième pays comptant le plus de parlementaires. Mais une fois ce chiffre ramené à la population, un parlementaire représente en moyenne 72 634 habitants (si l'on prend comme référence l'estimation de la population en 2018 par l'INSEE), quand il représente 116 598 habitants en Allemagne, 75 637 habitants aux Pays-Bas, 75 396 en Espagne, puis 67 764 en Pologne et 64 128 en Italie. Difficile d'affirmer avec certitude qu'il y aurait une corrélation évidente entre l'état de la démocratie, et l'essor du populisme, dans ces pays et leur nombre de parlementaires…

Une fois posé ce cadrage temporel et géographique, nous pouvons commencer à distinguer les symptômes du malaise de ses causes. Certains symptômes ont déjà été évoqués plus haut. Par exemple, le désengagement, qui se caractérise notamment par la chute constante du nombre de militants des partis politiques et qui confine ces derniers à la marginalité ou à l'abstention croissante lors des scrutins, à l'exception de la présidentielle qui résiste encore. La désidéologisation est entendue au sens de rejet d'idéologies considérées comme de simples méthodes de communication opportunistes et dépourvues de sincérité – nous allons revenir sur ce thème. La radicalisation concerne, quant à

1. Pierre Breteau, Adrien Sénécat, « Oui, les députés français pourraient être bientôt les moins nombreux d'Europe », *Le Monde*, 22 février 2018.

elle, tant la demande de renouveau et de différenciation de l'offre politique que les méthodes de contestation politique et sociale, qui sortent du lit des institutions (syndicats, parlement, partis, urnes…) pour envahir la rue ou s'adresser directement, sans médiation, au pouvoir…

Retour de la violence en politique ?

Nous avons noté depuis quelques années, et particulièrement depuis la crise dite des « Gilets jaunes », que la violence comme méthode de combat politique a semblé ressurgir sur le devant de la scène. Ce retour de la violence dans le champ du combat politique interpelle, pour deux raisons.

La première, c'est que, comme le rappellent de nombreux travaux, la violence avait semblé quitter progressivement le champ politique au tournant des années 1980 pour investir avant tout celui de la société civile. Comme le souligne Denis Merklen, citant lui-même les travaux de Véronique Bedin et Jean-François Dortier : « On parle alors de violences familiales et conjugales, de violences à l'école, de violence urbaine ou de violence des banlieues, de "violence dans les médias", de violence au travail, de violences politiques, de criminalité et de pédophilie, de "ces violences qu'on ne voit pas" (l'immigration, le handicap, ou les maltraitances invisibles), de la violence des enfants, de la violence juvénile, des ambiguïtés de la figure de victime et de la "culture de la peur" [1]. »

Or, la résurgence des violences dans la sphère « politique » produit une grande confusion chez les observateurs. Certains renvoient toute violence dans le même sac, en

1. Denis Merklen, « De la violence politique en démocratie », *Cités*, vol. 50, n° 2, 2012, p. 57-73.

maniant l'amalgame entre la violence symbolique consistant à promener une effigie du Président au bout d'une pique et la violence organisée et idéologisée des black blocs, qui émaillent les cortèges de manière systématique depuis le printemps 2016. Tandis que d'autres s'appuient sur une grille de lecture : celle d'avant les années 1980, où la violence politique était essentiellement décryptée comme un projet visant, de façon explicite, la déstabilisation de la démocratie elle-même. Une analyse qui ne pourrait être plus éloignée de la réalité en ce qui concerne l'immense majorité des Gilets jaunes qui exprimaient avant tout un sentiment de mal-représentation, auquel ils croyaient avoir trouvé dans le Référendum d'initiative citoyenne (RIC) la solution idéale, à tort ou à raison…

À cette première raison s'ajoute une seconde, qui tient à la transformation radicale de nos modes de communication depuis les années 1980. Non seulement les confusions et les anachronismes, en matière de violences nouvelles, abondent chez les journalistes et les observateurs, mais l'effet de loupe des chaînes d'information en continu et des réseaux sociaux conforte ces observateurs dans leur erreur et amplifie le sentiment d'un « péril » antidémocratique imminent.

Chaque samedi pendant plusieurs mois, lors de la crise des Gilets jaunes, chaque citoyen ayant le courage d'allumer sa télévision se trouvait confronté à des images des plus choquantes : magasins vandalisés, affrontements entre CRS et Gilets jaunes ou entre CRS et black blocs… On en est même venus à voir des pompiers et des CRS s'affronter violemment à la fin janvier 2020, alors que ces deux professions incarnent ce qu'il y a de plus noble dans le service de l'intérêt général, et que leur uniforme devrait être le symbole même de la pacification du conflit à laquelle prétend le système démocratique…

Il ne faut donc pas s'y tromper : la violence, si inacceptable et condamnable qu'elle soit – il ne s'agit pas ici de dire le contraire – est un symptôme et une conséquence du malaise démocratique. Le symptôme d'un rejet, d'un fossé, mais beaucoup plus rarement d'une contestation de la démocratie même dans son principe, sinon dans ses institutions. C'est aussi la conséquence de ce qui est perçu comme une surdité. En démocratie, le représentant représente, il n'est pas l'avant-garde éclairée du peuple qui ferait malgré lui le bonheur du peuple. Or, ce que nous vivons en France, mais aussi dans de nombreux autres pays, c'est une crise de la représentation. Cela oblige à repenser la place des citoyens dans les architectures institutionnelles, même si ce ne sera pas suffisant…

La désidéologisation et la désintermédiation

Autre symptôme du malaise démocratique : une forme d'éloignement avec le débat politique, ses codes et les frontières qui le structuraient, que l'on appelle désidéologisation, et qui se traduit, notamment, par une désaffiliation partisane – une part croissante de citoyens ne se reconnaît plus dans les étiquettes politiques.

En Italie, la part des citoyens ne se reconnaissant ni dans la gauche ni dans la droite est passée de 11,8 % en 2008 à 35,4 % en 2019, selon Ipsos. Aux États-Unis, la part des citoyens ne se reconnaissant ni chez les Démocrates, ni chez les Républicains, est passée de 30 %, au début des années 2000, à 42 % en 2017. Ces évolutions, bien sûr, renvoient aussi à un rejet de la forme partisane et non pas seulement au rejet des carcans idéologiques qu'ils prétendent incarner. Tous les partis des grandes démocraties ont d'ailleurs connu un déclin de leur nombre de militants depuis la fin des

années 1990 (le ratio entre le nombre de militants total et le nombre d'électeurs du pays a baissé de 3,5 % en Slovénie, 2 % en Norvège, 1 % en Belgique ou au Danemark…), à l'exception notable de l'Espagne, de l'Italie, et de l'Estonie.

La désaffiliation partisane est une forme de *désintermédiation* – suppression des intermédiaires qui, en temps de crise, sont autant d'amortisseurs entre le citoyen et le sommet du pouvoir –, mais ce n'est pas la seule. Or, la démocratie est construite sur l'idée de représentation, donc d'intermédiaires « de confiance », librement choisis par les citoyens pour représenter leurs intérêts.

La faiblesse du taux de syndicalisation est un autre exemple flagrant de cette désintermédiation, qui a pour conséquence directe des mouvements comme les Gilets jaunes. En 2016, la France comptait 11 % de salariés syndiqués contre 11,2 % trois ans plus tôt… Rappelons qu'en 1949 le taux de syndicalisation était de 30,1 %. Or, plus un groupe est petit, plus il s'éloigne du centre de gravité de l'ensemble du corps social – ne restent que les « militants », éloignés du « marais » de salariés, peu ou pas engagés, qu'ils prétendent pour autant défendre et représenter.

Dès lors, la radicalisation vient nécessairement compenser la force du nombre dans les rapports de force politiques : moins il y a de personnes en grève ou dans la rue, plus il devient urgent de recourir à des actes « extrêmes », jusqu'aux coupures de courant sauvages, pour tenter d'établir un rapport de force favorable face au pouvoir. La culture syndicale serait bien différente si la syndicalisation était obligatoire – car l'entrée du « marais » des salariés, plus modéré, dans le champ du débat modifierait tant le rapport de force numérique face aux gouvernements que les méthodes d'action à disposition.

On pourrait également imaginer que si tous les salariés ne

bénéficiaient pas automatiquement des conquêtes syndicales, indépendamment de la réalité de leur engagement syndical, leur rapport au syndicalisme s'en trouverait radicalement changé. Notre culture de la dispute sociale est donc façonnée par nos institutions et notre droit, et n'a rien d'une fatalité.

La désolidarisation

La désolidarisation est un autre symptôme de notre malaise démocratique. Elle recouvre l'abandon de ce que l'on appelait autrefois une « conscience de classe », remplacée tantôt par une tripartition de la conscience politique, chacun s'identifiant aux classes moyennes « oubliées » entre des « assistés » en dessous et des « évadés » au-dessus, tantôt par ce que Todd, reprenant Marx, appelle la « fausse conscience », c'est-à-dire la tendance d'une catégorie à s'identifier et à voter comme une catégorie qui lui est en réalité supérieure (ce qui revient à voter contre ses propres intérêts économiques) [1].

On trouve, ici et là, les restes d'une conscience de classe, par exemple dans la manifestation de soutien, majoritaire dans l'opinion, aux Gilets jaunes en 2019 et au mouvement d'opposition à la réforme des retraites en 2020. Cependant, cette projection majoritaire dans des mouvements de contestation repose de moins en moins sur la conscience d'intérêts partagés et, de plus en plus, sur une instrumentalisation individualiste du combat social : dès lors que mon intérêt personnel ne semble plus porté par la masse, que je me trouve empêché de circuler, de travailler ou que je n'ai pas

1. Emmanuel Todd, *La lutte des classes en France au XXIe siècle*, Paris, Éd. du Seuil, 2019.

de gain personnel direct dans le conflit social, je ne le soutiendrai plus. Peu importe que, par ailleurs, le « projet de société » ou le « modèle social » pour lequel se bat tel ou tel collectif correspondent à mes aspirations.

En lieu et place des liens de solidarité, les concurrences victimaires prospèrent. Ce sera l'objet d'un autre chapitre. Disons seulement ici que Caroline Fourest en a très bien exposé les termes dans son dernier essai intitulé *Génération offensée*[1]. Elle y démontre comment « les petits lynchages ordinaires [...] finissent par envahir notre intimité, assigner nos identités, et censurer nos échanges démocratiques. [...] Chaque jour, un groupe, une minorité, un individu érigé en représentant d'une cause, exige, menace, et fait plier » écrit-elle au début de l'année 2020.

La solidarité à l'épreuve du coronavirus

Depuis cette publication, l'épidémie de coronavirus nous a donné une nouvelle illustration de cet effondrement de la conscience d'intérêts partagés sur laquelle repose le consentement à la solidarité nationale. Faute d'esprit citoyen, de cadre acceptable et accepté dans lequel pourrait se déployer la fraternité, il n'y a guère plus que le risque, et un risque également partagé par tous, qui semble en mesure de réussir à nous imposer un devoir de solidarité qui est pourtant un des piliers d'une société démocratique.

Beaucoup d'observateurs, sans doute optimistes ou naïfs, ont voulu voir le retour de cette valeur cardinale de notre modèle social dans les élans formidables de solidarité envers les plus fragiles ou les sursauts de civisme. Mais la catas-

1. Caroline Fourest, *Génération offensée. De la police de la culture à la police de la pensée*, Paris, Grasset, 2020.

trophe sanitaire que nous avons vécue a aussi dévoilé une part sombre de notre conscience solidaire et citoyenne : pour surmonter nos égoïsmes, notre « allergie fiscale » – qui remonte au moins à 2013, suite au choc fiscal imposé par François Hollande aux ménages au début de son mandat –, il ne reste guère plus que la peur de la mort (mais d'une mort qui menacerait chacun à égalité et de manière imminente) pour raviver la solidarité – à tout le moins, vis-à-vis de certains groupes.

Car au-delà d'une solidarité fictive, « qui ne coûte rien », vis-à-vis de figures positives de notre imaginaire collectif – « les enfants pauvres », par exemple –, nous sommes de plus en plus réticents à toutes les formes concrètes d'une manifestation globale, non choisie, de l'esprit de solidarité nationale. Nous trouvons les impôts illisibles, trop élevés, injustes. Le système de santé nous paraît formidable mais trop coûteux ; de même que l'assurance chômage, qui nourrit trop les « assistés ». Quant à la retraite, nous voulons absolument préserver la nôtre, fût-ce au prix de celle des autres, et notamment de ces « privilégiés » réels ou fantasmés que sont les cheminots (à force de débattre de la réforme des retraites, nous nous sommes d'ailleurs rendus compte qu'il y avait en réalité moins de privilégiés qu'on ne l'avait cru…).

Comment expliquer les nombreux discours lus sur les réseaux sociaux ou les témoignages divers et variés répercutés par les médias aux premiers jours du premier confinement instauré en mars 2020, de « jeunes » (disons, moins de quarante ans ou même de cinquante ans) qui avaient cru initialement que l'épidémie ne touchait « que les vieux », et ne se sentaient donc tenus par aucune mesure de discipline ni de solidarité ? On a ainsi pu voir tel ou tel continuer à circuler, défiant le confinement, car « en tant que jeunes, on ne se sent pas concernés ».

L'inégalité face au risque semblait affranchir les plus jeunes de tout altruisme et de tout civisme, et nous découvrions alors avec horreur qu'en l'absence de menace commune et ressentie par tous de manière égale, rien ne justifiait plus, aux yeux de beaucoup de nos concitoyens, le consentement à une discipline ni à une solidarité égale pour tous. Nous avons ensuite fait mine de découvrir, ébahis, que depuis des années nous avions collectivement décidé – un de ces choix faits par défaut, par lent glissement cumulant les petites lâchetés – de laisser nos « aînés » mourir dans ces boîtes hermétiques et souvent bien peu humaines, malgré les efforts inouïs des soignants et des personnels de ces établissements qu'on appelle « EPHAD ». Là encore, la désolidarisation de nos sociétés s'est révélée de manière criante. Saurons-nous, pour autant, en tirer des conclusions et reconstruire des liens de solidarité inter et intragénérationnels à long terme ? Rien n'est, hélas, moins sûr…

Notons, par ailleurs, que la désolidarisation et la désagrégation du lien social établi à l'échelle de la communauté nationale sont deux tendances étroitement liées à l'avènement d'une forme de consumérisme politique, d'individualisme et de culte de l'instantané qui n'est que la transposition dans le champ politique des comportements économiques – lesquels sont, étrange paradoxe, de plus en plus décriés pour ce qu'ils impliquent de stress, de déshumanisation du lien social et de sacrifice de la planète.

Polarisation ou tribalisation

Frappées de désolidarisation, la plupart des sociétés démocratiques dites « libérales » sont, en outre, en proie à une polarisation ou tribalisation qui, si elle ne croît pas nécessairement partout, s'avère de plus en plus difficile à

gérer en raison même de la remise en cause des institutions démocratiques – dont l'objectif est de générer du compromis à partir d'intérêts divergents.

Dans certains pays, la polarisation de l'opinion politique est clairement exacerbée : c'est le cas des États-Unis, où de nombreuses études font état du fossé qui se creuse de plus en plus entre différents groupes politiques.

Les études du Pew Research Center permettent de mesurer le degré d'adhésion des citoyens américains à certaines causes et valeurs, et la manière dont il évolue avec le temps[1]. Elles ont ainsi démontré que depuis 1994 l'écart entre la « vision » des Républicains et celle des Démocrates, mesuré par l'adhésion à un certain nombre de valeurs et de principes d'organisation de la société, s'était considérablement accru. Par exemple, en 1994, 58 % des Démocrates et 38 % des Républicains estimaient que le gouvernement « devrait faire davantage pour venir en aide aux personnes dans le besoin », soit un écart de 20 points entre les deux camps politiques, alors que cet écart s'établissait, en 2017, à 47 points (24 % des Démocrates et 71 % des Républicains adhéraient à cette proposition). Alors que 39 % des Démocrates considéraient, en 1994, que les discriminations étaient la raison principale empêchant les Afro-américains de progresser dans leur vie contre 26 % des Républicains (soit 13 points d'écart entre les deux groupes), alors que l'écart s'élevait, en 2017, à 50 points (14 % et 64 % respectivement). Cette polarisation se décline sur bien d'autres sujets, comme la question migratoire ou les sujets de politique internationale. Alors que le fossé interpartisan « moyen » – c'est-à-dire si l'on cumule l'ensemble des

1. « The Partisan Divide on Political Values Grows Even Wider », Pew Research Center, octobre 2017.

réponses à toutes les questions de valeur posées par le Pew Research Center – était de 15 points en 1994, il s'élève en 2017 à 36 points. Il est donc possible de dire, sans doute aucun, qu'un Démocrate, en 1994, était idéologiquement bien plus proche d'un Républicain qu'il ne l'est aujourd'hui. En revanche, lorsqu'on observe le fossé idéologique – grâce à la même méthode de recueil des opinions – entre différents groupes confessionnels, générations, ethnies ou encore niveaux d'éducation, les fossés entre les différents groupes – bien que réels, entre 10 et 15 points environ – sont restés stables dans le temps.

Ce phénomène de polarisation se manifeste de manière tout à fait différente au Royaume-Uni, alors même que le Brexit a donné lieu à des débats enflammés depuis 2016. Selon Bobby Duffy, il n'est pas établi clairement que le Royaume-Uni serait devenu de plus en plus polarisé sur des sujets et des valeurs importantes, comme c'est le cas aux États-Unis[1]. Il souligne que depuis 2016, un certain nombre d'opinions ont même convergé entre différents groupes – sur le système de santé, l'égalité homme / femme, les discriminations ou encore l'homosexualité, par exemple, les différents bords politiques, ou les différentes générations, pensent de plus en plus la même chose.

En revanche, il distingue cette polarisation thématique *(issue polarisation)* de la polarisation « affective » ou identitaire (liée à la perception d'une appartenance à un groupe), laquelle a considérablement augmenté : en dépit de positions semblables sur des sujets spécifiques de politiques publiques, ceux qui s'identifient au groupe « pro-Brexit »

1. Bobby Duffy, Kirstie Hewlett, Julian McCrae, John Hall, « Divided Britain ? Polarisation and Pragmentation Trends in the UK », The Policy Institute, King's College, septembre 2019.

manifestent une défiance grandissante à l'égard des *Remainers*. Pour le dire autrement : le simple fait d'avoir conscience d'être dans le même camp (les pro-brexit, par exemple) incite de plus en plus chaque individu à s'aligner sur les opinions majoritaires de ce camp ou de ses représentants. Par exemple, si Boris Johnson, champion du Brexit, en venait à adopter une position très libérale en matière de GPA (exemple fictif, pris ici pour les besoins de la démonstration), il y a fort à parier que cela suscite un réflexe d'hostilité à cette position dans les groupes qui ne se vivent pas de la même « famille » politique, en l'occurrence les anti-Brexit. L'appartenance au groupe prime, dans ce cas, sur l'idéologie et permet des mouvements parfois rapides et amples de l'opinion.

La polarisation se manifeste d'une manière encore différente en France, où les travaux de Destin Commun, réalisés tout au long de l'année 2019 à partir d'études quantitatives et qualitatives, montrent une opposition croissante entre différents groupes de citoyens, notamment entre les « ouverts » et les « fermés », mais aussi entre les groupes intégrés à la vie sociale et démocratique (qui votent, font plutôt confiance aux élus, sont engagés…), et ceux qui s'en sentent exclus et s'en détournent de plus en plus.

Divisant le pays en trois groupes – Tranquille, Polémique et la France des Oubliés – et deux sous-groupes au sein de chaque ensemble, Destin Commun souligne néanmoins que le chemin de la « réconciliation » et de la convergence existe : « Les Français éprouvent une forte aspiration à l'unité : 83 % d'entre eux sont convaincus qu'on doit se serrer les coudes et affronter les problèmes ensemble. S'ils disent regretter que les moments de communion nationale soient de plus en plus rares, fragiles et précaires, 61 % d'entre eux pensent que nos divisions sont surmontables et qu'on peut avancer

ensemble[1]. » Ce dernier chiffre est cependant moins élevé qu'en Allemagne (71 %) ou aux États-Unis (77 %) – en dépit des divisions évoquées plus haut.

Mais bien plus que de polarisation, il me semble que nous devrions parler, s'agissant de la France, de *tribalisation* – au sens de repli sur la « tribu », un groupe plus ou moins grand, défini par une identité commune.

1. « Réconcilier les Français grâce à l'environnement ? », *op. cit.*, février 2020.

3

Savoir poser la question démocratique : aux sources du malaise

Désidéologisation, désintermédiation, radicalisation et violence, désolidarisation et polarisation sont des phénomènes bien réels qui font partie des règles du jeu politique du nouveau monde, mais qui sont seulement des symptômes de la maladie démocratique. Pour ceux qui souhaitent réellement endiguer la dévitalisation démocratique que nous vivons aujourd'hui, il convient non pas de s'arrêter à de vains débats sur ces symptômes, mais bien d'aller plus loin pour en explorer l'origine.

LA CRISE DE LA REPRÉSENTATION

Depuis deux décennies de nombreux travaux ont été consacrés à la « crise de la représentation » que traduit la défiance croissante des citoyens vis-à-vis des institutions politiques. Pour beaucoup, c'est la conséquence de l'élévation du niveau d'instruction de la population, qui renforce « la possibilité de critiquer l'action des représentants. Beaucoup de phénomènes interprétés comme étant symptomatiques d'une "crise de la représentation" sont des conséquences de

cette évolution »[1]. La prise de conscience par les citoyens de la dimension relativement artificielle de la représentation – laquelle est non pas un « miroir » ni un « échantillon » de la société mais est par nature une construction sociale et juridique – expliquerait un besoin grandissant de contrôler les gouvernants[2]. La représentation a pour fonction de concilier deux principes majeurs de la vie en société : l'exercice de la liberté et de l'autonomie des individus d'une part, et le maintien d'un ordre social nécessaire à la coexistence, sauf à basculer dans un monde hobbesien de la guerre de tous contre tous. Pour résumer : elle vise à articuler collectif et individu.

La Constitution de la V^e^ République fait référence à deux conceptions différentes de la souveraineté : la théorie de la souveraineté nationale, développée par Siéyès, et celle de la souveraineté populaire, prônée par Rousseau. Alors que dans la première chaque élu représente la nation tout entière, peut ne pas être élu au suffrage universel direct et peut exercer un mandat long et non impératif, dans la seconde, en revanche, l'élection de représentants du peuple doit se faire au suffrage universel direct, chaque mandat doit être court, peut être impératif et les citoyens doivent contrôler étroitement leurs gouvernants. C'est cette seconde conception qui tend à s'imposer en France, si ce n'est juridiquement, du moins instinctivement.

Le fossé entre représentants et représentés s'est creusé en raison de plusieurs phénomènes. D'abord, comme le pointent certains chercheurs, les « citoyens votent pour des hommes politiques très différents d'eux, à raison de leurs compétences spécifiques, mais en même temps ils se sentent

1. D. Graxie, *La Démocratie représentative*, Paris, Montchrestien, 4^e^ éd., 2003.
2. Marie-Anne Cohendet, « Une crise de la représentation politique ? », *Cités*, vol. 18, n^o^ 2, 2004, p. 41-61.

éloignés de cette classe politique qui n'est pas à leur image. La professionnalisation de la politique accroît la distance entre représentants et représentés[…] »[1].

Seconde source de la crise de la représentation, sur laquelle nous reviendrons : l'impression que la politique ne produit plus de grands changements. Les politiques sont devenus des gestionnaires aux visions relativement convergentes et interchangeables, incapables d'enrayer les principaux maux de la société que sont la montée des inégalités ou encore le chômage de masse.

Outre cette crise de l'efficacité, la crise de la représentation puise dans l'incapacité des systèmes politiques et médiatiques à gérer les conséquences de l'individualisme. Par une transposition des comportements économiques dans la sphère politique, le citoyen peine, de plus en plus, à accepter la part de contraintes inhérente à l'inscription dans un groupe. Qui plus est, le système politique ne sait plus gérer l'atomisation et la polarisation : le parti, le syndicat, l'État ne savent plus « créer » du commun, du sentiment d'appartenance ; ils peinent ainsi à canaliser la conflictualité sociale.

L'INDIVIDU CONTRE LE COLLECTIF ?

Dans un paysage médiatico-politique où tout encourage la personnalisation (du pouvoir, notamment, mais aussi des droits acquis et des revendications), chaque individu se trouve en prise directe avec le « haut », interpellant sans médiation les tenants du pouvoir et ne considérant plus les

1. *Ibid.*

« corps intermédiaires » comme utiles et nécessaires. Au contraire, se lier à un syndicat, un groupe ou même une classe sociale est vécu comme un engagement sur une voie de compromission et de concessions devenues inacceptables à l'heure de la dictature de l'instantané et de l'avènement d'un « peuple roi ». Déléguer ses désirs et ses aspirations, c'est risquer la dépossession et la trahison, alors qu'auparavant régnait l'adage selon lequel le nombre fait la force.

Nous avons vécu lors de la période de confinement, de manière très concrète, cette tension entre intérêts individuels et collectifs. Dans son corps et, parfois, à travers sa détresse psychologique, chacun d'entre nous a pu mesurer ce que le sacrifice de petites et grandes libertés, de plaisirs aussi, au nom du salut collectif, peut avoir de contraignant et d'éprouvant. Sacrifice que l'on questionna peu sur le moment – il n'y eut aucun débat sur l'opportunité du confinement généralisé – mais dont certains se sont heureusement saisis au sortir du confinement, à l'image de François Sureau par exemple.

Si la peur vitale a permis, en grande partie, d'asseoir le consentement à cette vie « en prison », « entre parenthèses », « suspendue », il ne faut pas oublier que dans toutes les études d'opinion réalisées pendant la période du premier confinement, une grande partie des propos, des sources de colère comme de frustration, s'est focalisée sur « les autres » : ces autres que l'on imaginait, à tort ou à raison, conquérir des libertés sur les nôtres – celle de faire du jogging, par exemple, ou de se promener sous le soleil printanier en dehors de toute « nécessité vitale ». La force de la rancœur, de la jalousie, qui s'est exprimée traduisait bien cette difficulté que nous avons à consentir le moindre effort et le

sacrifice au nom d'un collectif dont, bien souvent, nous ne nous sentons pas vraiment solidaires.

Il est à ce titre très intéressant de constater que la problématique du consentement s'est posée en des termes totalement opposés à celle de la capacité physique des uns et des autres à respecter le confinement. Derrière une approbation globalement majoritaire de cette mesure, en tout cas lors du premier mois du premier confinement, se trouvaient, en particulier, des différences selon le niveau de diplôme. Éric Kerrouche, directeur de recherche au Centre de recherches politiques de Sciences Po (Cevipof), notait ainsi : « D'une part les plus diplômés sont les plus rétifs à accepter le confinement général, ce dernier n'obtenant jamais les 50 % d'adhésion. D'autre part la difficulté à accepter le confinement progresse entre les deux vagues, mais il concerne au tout premier chef les individus ayant le plus haut niveau d'éducation, plus d'un tiers de ces derniers y étant plutôt défavorable lors de la passation de la vague 3 (soit un différentiel de pratiquement + 7 points par rapport à la vague 2) [1]. »

Pour le dire autrement, alors que la France « peu diplômée », à la fois celle de la ruralité et celle des quartiers difficiles, acceptait relativement bien le confinement mais peinait parfois à le respecter pour des raisons matérielles, les populations plus diplômées, et donc souvent mieux dotées sur le plan social et économique, s'y montraient beaucoup plus réticentes. Un paradoxe relevé par Martial Foucault, directeur du Cevipof, qu'Éric Kerrouche explique ainsi : « Si les plus diplômés sont plus récalcitrants à se soumettre au confinement c'est sans doute en raison d'une prédisposition plus forte de leur part à valoriser un rapport plus

1. Éric Kerrouche, « Opinions sur la limitation des libertés publiques », Sciences Po (Cevipof), *Policy Brief* nº 4, 4 avril 2020.

permissif à l'espace privé mais également à privilégier une société ouverte fondée sur un principe de liberté qui est très fortement valorisé[1]. »

Derrière cette question du confinement, c'est donc une interrogation sur l'articulation entre intérêt individuel et collectif qui se posait d'une manière, sinon nouvelle, du moins plus grave que d'habitude. En effet, nous avons eu la démonstration à travers cette mesure privative de liberté que dans nos sociétés il est difficile d'accepter, à titre individuel, des sacrifices au nom de l'intérêt général. C'est pourtant le propre de la citoyenneté que de savoir s'imposer cette discipline. Ce qui est étonnant, c'est que ce sens du sacrifice individuel au nom du collectif soit moins important chez les plus diplômés, que l'on tient souvent pour les « piliers » de la démocratie face à la montée des populismes. Paradoxe qui n'est qu'apparent puisque l'égoïsme n'empêche pas d'être rationnel ou, du moins, raisonnable dans ses choix de vote. Pour autant, il mérite d'être souligné et interrogé.

VERS LA POST-POLITIQUE ?

Partout, si les peuples semblent se dresser contre la démocratie, s'attaquer au « système », c'est – au moins en partie – que ce système même ne joue plus son rôle : il ne semble plus offrir le *choix* entre différentes options, différentes idées du commun et de l'avenir, différents projets de société. Au contraire, il tourne à vide, en disqualifiant certaines idées comme « populistes » ou « irréalistes », au profit

1. *Ibid.* Voir également Martial Foucault, « Opinions sur l'usage du téléphone portable en période de crise du coronavirus », Sciences Po (Cevipof), *Policy Brief* n° 3, avril 2020.

d'une idéologie dominante qui prétend épouser le cours des choses.

Au fond, cela signifie que l'heure post-politique, qui fait de la gestion d'une économie omnipotente et considérée comme dégagée des contingences humaines la seule et unique fin des institutions, entraîne le rejet d'institutions politiques jugées inopérantes.

Concrètement, le débat politique qui est jugé « légitime » – lire « raisonnable », autrement dit « non populiste » – se déploie à l'intérieur d'un carcan. On ergote sur des paramètres – un peu plus ou un peu moins d'impôts, un peu plus ou un peu moins de policiers dans nos rues – avec, pour résultat, le sentiment que le choix proposé aux électeurs est artificiel, que voter n'engage plus de choix de société et que l'élite est sourde aux aspirations du peuple, même lorsque celles-ci s'avèrent majoritaires –, le référendum ignoré de 2005 l'a très bien démontré.

En France, comme dans certaines autres démocraties, notamment européennes, une idéologie qui prétend ne pas en être une a pris le contrôle des institutions. Or cette confusion, habilement entretenue entre tenants du pouvoir et institutions, amène les peuples contestant les idées ou les méthodes des premiers à finir par s'attaquer, en désespoir de cause, aux secondes. Tout part de la confusion croissante entre ce qui devrait relever du débat, et ce qui devrait relever des outils permettant et structurant ce débat.

Aux sources de l'indifférenciation : l'abdication social-démocrate

Cette indifférenciation politique, cette restriction du champ du débat idéologique à un périmètre toujours plus étroit, est sans doute, avant tout, la coresponsabilité des

partis de gouvernement, et notamment – en matière économique du moins – de la gauche dite « sociale-démocrate ». En faisant siennes les recettes du libéralisme économique, même teintées de social, la gauche de Clinton, Schröder, Blair, Jospin puis Hollande a semblé valider, d'une part, l'idée que l'économie serait une science, sacraliser le primat comptable – que nous avons chèrement payé au moment de la crise du coronavirus alors que l'hôpital public était déjà exsangue – et, d'autre part, adouber une conception du monde pour laquelle l'accroissement de la précarité pour augmenter la productivité est le cours naturel des choses. Il est dès lors peu étonnant que l'opinion « de gauche » s'y résigne massivement – comme ce fut le cas lors du vote de la loi Travail ou de la réforme des retraites sous le quinquennat Macron – ou qu'elle bascule dans une forme de radicalité cherchant à l'extérieur du cadre du débat « autorisé » les recettes susceptibles de ranimer la flamme vacillante du progrès social.

Prenons un exemple :

Janvier 2011 : alors président PS du Conseil général et député de la Corrèze, François Hollande s'exprime dans le cadre de la campagne pour les élections cantonales dans la Loire. Celui qui n'était pas encore favori de la primaire socialiste en vue de la présidentielle de 2012 et dont les propos sont encore relativement peu scrutés par la presse, déclare qu'après la présidentielle de 2012 une « vaste réforme fiscale est le préalable à toutes les réformes ». Il se dit « favorable à une fusion de tous les impôts directs – sur le revenu, CSG, CRDS, etc. » comme le proposait alors Thomas Piketty dans son livre *Pour une révolution fiscale*[1].

1. Camille Landais, Thomas Piketty, Emmanuel Saez, *Pour une révolution fiscale. Un impôt sur le revenu pour le XXIe siècle*, Paris, Éd. du Seuil, 2011.

Juillet 2012 : arrivée à Matignon comme conseillère opinion, nous présentons avec l'institut Ifop au Premier ministre Jean-Marc Ayrault les enseignements d'une vaste et passionnante étude qualitative sur les attentes des Français vis-à-vis de la fiscalité. Tout est là : les espoirs (simplicité, justice, lisibilité) et les risques (exemplarité, transparence, tous doivent contribuer à l'effort national à hauteur de leurs capacités, des très riches jusqu'aux plus modestes, à travers une contribution citoyenne symbolique). Le chemin vers un système plus juste est clair, il existe. La grande réforme fiscale n'est certes qu'un moyen, mais nous pouvons entraîner le pays autour de l'idée de justice, dans le sillage des réformes mises en œuvre dès les premiers jours du mandat de Hollande – retraite à soixante ans, baisse des salaires des ministres – qui ont été accueillis comme autant de signaux positifs mais symboliques.

Janvier 2013 : l'automne a été difficile. Le gouvernement se voit déjà taxé d'amateurisme – comme cette une du *Point*, restée gravée dans les mémoires des collaborateurs ministériels dont j'étais alors : « Les sous-doués au pouvoir ». La majorité avait déjà commencé à se fracturer sur ce traité européen que Hollande avait promis de renégocier, quitte à engager un bras de fer avec la conservatrice Angela Merkel, avant de reculer.

Le ministre des Finances Jérôme Cahuzac est invité dans l'émission de France 2 « Mots croisés » le lundi 7 janvier, suite aux premières révélations de *Mediapart* qui finiront par provoquer sa chute. Et là… stupeur. Avec la virtuosité rhétorique, mais aussi la morgue et la rigidité qui le caractérisent, il assène que la « grande réforme fiscale » tant promise est faite. Finie. Les revenus du capital et du travail étant taxés à égalité, la nouvelle tranche d'imposition à 45 % ayant été créée, le travail est fait. Les ambitions de Piketty ? Disparues.

Supprimer les niches fiscales ? La loi de finances 2013 en prévoit 70,7 milliards, contre 70,8 pour la précédente. Je reste alors interdite devant ma télévision. Je crois un moment à un malentendu. Je pense que François Hollande rappellera à l'ordre son ministre, sans doute « stockholmisé » par son administration de Bercy.

On connaît la suite.

Consensus du centre, triomphe de la « raison » et du pragmatisme

Il ne s'agit là que d'un exemple parmi des milliers qui ont marqué, dans de nombreux pays, l'exercice du pouvoir par la gauche ces dernières décennies. Indépendamment du bien-fondé des choix discutés, lorsque François Hollande renonce à la « grande réforme fiscale » ou bien lorsqu'il adopte le « Pacte de responsabilité », puis propose la loi Travail au printemps 2016 et valide donc l'idée que le « coût du travail » et le code du travail – c'est-à-dire les droits des salariés, qui avaient été présentés depuis des décennies comme des « conquêtes » – sont les causes endémiques du chômage en France, il semble se rallier au diagnostic et aux recettes proposés depuis des années par la droite de gouvernement. Lorsqu'il fait de la maîtrise du déficit un point cardinal de son programme et opère une hausse de la fiscalité sur les ménages qui donnera lieu, dès la fin 2013, au fameux « ras le bol fiscal », il déroute là encore une gauche qui a tenu pendant des années le sujet de la dette et de la fiscalité comme un élément majeur de différenciation idéologique avec la droite « gestionnaire ».

La gauche n'est évidemment pas seule responsable. Car, de la même manière, la droite s'est ralliée, bon gré mal gré, à un libéralisme sociétal issu des revendications de la gauche,

par exemple sur le mariage des personnes de même sexe. Elle a ainsi contribué à rendre les frontières du débat plus floues : lorsque Nicolas Sarkozy inaugure son quinquennat en faisant entrer au gouvernement des « ministres d'ouverture », ce qui suscite le commentaire ironique d'un de ses fidèles se disant partisan « que l'ouverture aille jusqu'aux sarkozystes » ; lorsqu'il supprime la « double peine » ; lorsqu'il prononce un discours sur la nocivité du système financier, à Toulon, au lendemain de la crise de 2008, que nombre d'élus de gauche auraient signé des deux mains ; lorsque, plus près de nous, Les Républicains ne firent campagne contre la PMA que de manière molle, presque honteuse, au grand regret de cette droite des « Veilleurs » qui envahit les rues par milliers à l'occasion du débat sur le mariage pour tous… autant d'exemples qui viennent nourrir le sentiment qu'entre droite et gauche la différence n'est que de quelques degrés. Sur bien des points Emmanuel Macron, avec son « ni droite, ni gauche », a eu le mérite d'oser aller plus à droite que la droite (sur l'ISF, sur le droit du travail ou sur les retraites), contribuant à brouiller un peu plus la perception d'un clivage déjà affaibli par ses prédécesseurs.

Macron 2017-2020 : triomphe du post-politique

L'idée de « consensus au centre », de « fin de l'Histoire » selon l'expression célèbre de l'intellectuel américain Francis Fukuyama, est selon Chantal Mouffe arrivée avec Macron « au stade suprême de la post-politique [1] ». « Les partis sociaux-démocrates ont accepté qu'il n'y avait pas d'alternative au néolibéralisme » et se sont résignés à humaniser le

1. Chantal Mouffe, « Macron, stade suprême de la post-politique », *Le Monde*, 1er juin 2017.

néolibéralisme. Et l'on trouve en effet dans la geste, la rhétorique, et la politique macronienne, l'illustration parfaite de cette idée que le conflit politique, le débat lui-même peuvent être abolis au nom d'un « pragmatisme » qui serait à même de réconcilier les intérêts de tous en un consensus à valeur scientifique, une *vérité* révélée par « une aristocratie statofinancière » (selon l'expression d'Emmanuel Todd) qui prétend faire le bonheur du peuple, y compris, s'il le faut, contre lui-même.

Lorsqu'Emmanuel Macron, très tôt, parvient à faire croire qu'il n'appartient pas au personnel politique en place (bien qu'énarque, secrétaire général adjoint de l'Élysée puis ministre…), que ce qui compte, à ses yeux, est « ce qui marche » – notamment en matière économique –, et qu'il prétend réunir « le meilleur de la gauche et de la droite », il s'inscrit clairement dans ce « consensus du centre ». Il y aurait des règles économiques « efficaces », capables de fonctionner pour tous – mais niant l'existence de conflits d'intérêts entre différentes classes sociales ou l'existence de rapports hiérarchiques induisant des rapports de subordination ou de force au sein même de l'entreprise.

Il se projette dans une société pacifiée car unifiée dans l'illusion d'un intérêt commun, où les gains des uns ne se feraient jamais aux dépens des autres. Or, toute la théorie économique – qui par ailleurs ne s'est jamais présentée comme une science unique et exacte, ni une vérité révélée, mais comme une approche ouverte – démontre que cet « intérêt de tous » n'existe pas. L'intérêt général n'est jamais la somme des intérêts individuels.

La France telle que la projette Emmanuel Macron aux premiers jours de son quinquennat semblait donc oublier que le progrès des uns puisse se faire aux dépens des autres. Or, en prétendant faire le bonheur de tous en érigeant une

idéologie, le néolibéralisme, en loi naturelle de l'économie, autrement dit en vérité absolue, Emmanuel Macron a « décomplexé » toute une partie de l'élite qui votait encore à gauche par « mauvaise conscience », en lui permettant de réconcilier la poursuite de ses intérêts égoïstes avec une certaine idée de la poursuite de l'intérêt général. Désormais, la bourgeoisie conscientisée et morale de gauche pouvait voter pour une politique néolibérale que seule la droite avait le courage de revendiquer, et ce, sans « mauvaise conscience ».

La « réforme » : mantra d'une élite indifférenciée

Rien n'illustre mieux cette convergence des élites autour d'idées et de concepts communs que l'usage du mot « réforme » dans la France des années 2010. Il existe en effet, au regard des sondages, une tendance majoritaire chez les citoyens à appréhender toute réforme en termes de dépossession. À cet égard, la courbe décroissante de popularité du mot « réforme » entre 2017 et 2020 doit être analysée en s'attardant sur l'imaginaire qu'il véhicule, les aspirations, les mots ou les peurs qu'il recouvre. Cette signification est le produit d'une histoire sociale spécifique à la France, tout comme les mots « grève » et « peuple » puisent leur force symbolique dans notre histoire révolutionnaire et dans une longue succession de luttes sociales.

D'abord, il faut observer avec attention qui emploie ce mot, et dans quel contexte. La lecture de la presse, des propos des analystes et commentateurs autant que des acteurs politiques – qui constituent, pour résumer, les « élites » – dessine, en effet, une conception particulière de la réforme marquée par le culte de la force. À les lire et à les entendre, la réforme est « inéluctable » mais jamais « désirable » ; elle est « difficile » et « courageuse ». À leurs yeux, le pouvoir « recule »

souvent devant elle, « faute de courage ». La réforme, par ailleurs, est « audacieuse » ou elle ne l'est pas. À cette aune, qui fait du « Prince » de Machiavel l'horizon indépassable de la social-démocratie, le dialogue est décrypté comme une manière de « différer », de « diluer » ou, pire, de ne rien faire, à la manière d'un « roi fainéant ». En analysant l'histoire des lois votées depuis 1990, il est frappant de constater que l'audace d'une réforme est souvent indexée sur le nombre d'opposants qu'elle a suscités.

Dans cette vision, on se pose au fond moins la question des effets pratiques des réformes, que du reste peu de commentateurs sont capables d'analyser directement, que de leur caractère plus ou moins audacieux selon les oppositions plus ou moins grandes qu'elles font naître dans le peuple. Cette virilité assumée – sinon recherchée – du champ de l'analyse politique détourne les débats des effets des politiques publiques au profit des guerres de trônes auxquelles sont ainsi réduits les débats politiques. À ce titre, l'accord national interprofessionnel qui a marqué le début du quinquennat de François Hollande fait figure de « non-réforme » absolue : pas de cri, pas de heurt, pas de portes qui claquent…

Selon ce discours ambiant, le vrai réformateur n'est pas celui qui a créé les 35 heures ou donne des droits nouveaux aux salariés, c'est nécessairement quelqu'un qui a tenu « droit dans ses bottes » face à « la rue ». Voire, celui qui a « cassé les grèves ». Il s'est « sacrifié », avec son camp, à la manière de Schröder. Il n'y aurait ainsi rien de plus grand que de gouverner « pour » le peuple mais sans lui, comme si dans notre société, désormais, le service de l'intérêt général était nécessairement impopulaire. Tout cela répond en réalité d'une vision messianique de la réforme qu'il faudrait délivrer à un peuple d'enfants, peu susceptible de com-

prendre ce qui se joue au-delà de l'élection qui désigne le prince. Un peuple nécessairement capricieux, à la vue courte.

Que gouverner soit devenu extrêmement complexe est une évidence. Mais cela ne devrait pas réduire le champ du compromis et de l'adhésion nécessaires aux réformes systémiques. Au fond, cet imaginaire de la réforme répond, comme en miroir, à celui de la conquête sociale qui, en France plus qu'ailleurs, plonge ses racines dans la Révolution et les convulsions sociales de notre histoire. Il comporte sa part de violence (« casser » les grèves…), de la même manière que le mouvement ouvrier a toujours provoqué des violences et des blocages et suscité des débats sur leur légitimité. Mais là encore, de quelle violence parle-t-on ? Le débat n'est pas neuf. Jaurès, s'adressant à Clémenceau en 1906, distinguait la violence « palpable, saisissable » des ouvriers, donc facile à condamner, de la violence des patrons, « qui ne fait pas de bruit » et échappe, de ce fait, trop souvent à la condamnation. Cette « violence sociale » venant des « puissants » et que certains, comme Jean-Luc Mélenchon, évoquent aujourd'hui, Jaurès la décrit ainsi : « Le travail meurtrier de la machine qui […] a pris l'homme palpitant et criant ; la machine ne grince même pas et c'est en silence qu'elle le broie[1]. »

Évidemment, le contexte a changé, et celui de ce début de XXIe siècle explique en partie l'essor de cette conception masochiste de la réforme. Dans un pays qui se vit en déclin – opinion partagée par 73 % des Français en 2020 –, la transformation ne peut être que douloureuse, difficile, tant la

1. Extraits de débats à la Chambre en juin 1906 opposant Jaurès et Clémenceau, alors ministre de l'Intérieur (consultable sur le site dédié à Jaurès « Rallumer tous les soleils, Jaurès ou la nécessité du combat).

majorité entend qu'il s'agit de gérer la pénurie, d'ôter des droits que nous n'aurions plus les moyens de nous permettre. Quand le déclin paraît inéluctable, la résignation prend le pas sur l'espérance. Lorsqu'on ne croit plus le progrès possible, chaque changement prend la direction du pire, chaque compromis est forcément une dépossession, et ce que gagnent les uns est nécessairement pris aux autres. Les réformes passent – car elles passent, n'en déplaise à ceux qui, afin de les pousser toujours plus loin, prétendent la France « irréformable » – mais au prix d'une défiance historique à l'égard des « élites » et, plus grave, de la démocratie.

LES CONDITIONS DU DÉBAT NE SONT PAS RÉUNIES

Derrière cette uniformisation des perceptions, il n'y a évidemment pas de « complot » des élites ou des médias. Les choses sont bien plus compliquées. Les idées se fabriquent et se perpétuent dans l'entre-soi, des grandes écoles à la haute administration. Elles se confortent dans une homogénéité que les institutions assurant la pluralité démocratique, affaiblies, ne viennent plus défier ni bousculer. Les oppositions servent à aider le pouvoir à penser contre lui-même. Les médias servent à interpeller, enquêter, décaper et empêcher la paresse et l'uniformisation de la pensée.

Mais où débat-on, aujourd'hui, réellement ? Et peut-on encore débattre ?

Peut-on reprocher aux citoyens le repli et l'apathie, dès lors que les espaces du débat public sont soit empêchés, soit hystérisés ?

Hystérisés, dans le cas des réseaux sociaux et chaînes d'information en continu, où l'émotion est reine car elle

engendre des clics et de la publicité et où il vaut donc toujours mieux aller au clash que reconnaître ses torts, modérer un propos, voire même – erreur suprême – donner raison à l'adversaire. L'expression américaine de « guerre culturelle » n'a jamais été si pertinente pour désigner ce qui se joue sur les réseaux entre des groupes minoritaires mais ultra-puissants, qui avancent en mode bulldozer non pas pour convaincre mais pour soumettre l'adversaire.

Empêchés, dans le cas des institutions démocratiques conçues pour accueillir et canaliser nos débats collectifs. Qui attend encore du Conseil économique, social et environnemental qu'il joue son rôle d'agitateur du débat public ? Quand a-t-on vu, pour la dernière fois, un ministre faire des propositions pour peser ou réorienter la ligne gouvernementale sans que sa démarche ait été dûment validée au préalable, par un chef de l'État soucieux souvent d'affaiblir son Premier ministre en lui rappelant qu'il est d'abord son obligé ?

En réalité le quinquennat et l'inversion du calendrier électoral entre législatives et présidentielle ont accentué à outrance la présidentialisation, la concentration du pouvoir dans les mains d'un seul homme (ou d'une seule femme), et affaibli d'autant la culture du débat et l'espace institutionnel qui lui est laissé. La majorité parlementaire est élue grâce au Président – dès lors, comment un député pourrait-il se sentir vraiment indépendant, contrôler un exécutif dont il se sent l'obligé ? Le gouvernement et le Premier ministre sont choisis par le Monarque républicain. Là encore, la logique est celle de la vassalisation et non pas celle de la répartition des pouvoirs. Si on avait voulu organiser les conditions du débat, on s'y serait pris autrement…

Ces travers institutionnels sont accentués depuis 2017

par la pratique du pouvoir par Emmanuel Macron : loin de donner à son parti les moyens d'une autonomie et d'une créativité utiles, il en a fait un parti Potemkine, sans ancrage, sans barons locaux certes, mais sans véritables relais non plus, capables de capter les signaux faibles et relayer les alertes venues du fond du pays. Méprisant apparemment discussions et dissensions, il a laissé s'installer une gestion du groupe parlementaire majoritaire à l'Assemblée reposant sur l'idée que le dialogue et le dissensus seraient non pas enrichissants, mais sources d'« inefficacité ». Qu'au fond, il faudrait aller vite, par conséquent discuter moins. Quitte à faire des lois mal conçues, donc mal appliquées.

Loin de chercher à élaborer une doctrine, une culture collective, il a préféré l'agilité permanente pour se garder toutes les portes ouvertes – un coup à droite si Les Républicains menacent de reprendre des couleurs, un coup vers l'écologie si EELV réalise de bons scores électoraux… De ce point de vue, le « en même temps » était moins une conviction idéologique, ou une ouverture aux idées venues d'ailleurs, qu'un principe de gestion tactique d'oppositions qu'il convenait sans cesse d'étouffer, au risque de l'incohérence idéologique.

L'affaire Raoult restera sans doute dans l'histoire comme un de ces débats impossibles, un incroyable dialogue de sourds entre une France « officielle », celle de Paris, des mandarins, des ministères, et une France « périphérique » se sentant méprisée, revendiquant le « bon sens » et la connaissance du terrain. Pendant des mois, aucune des deux parties n'aura jamais été en mesure de mettre calmement des données sur la table. Preuve qu'il ne faut pas seulement vouloir débattre, il faut aussi que les conditions du débat soient réunies – et, notamment, que tout puisse être discuté sans

tabou ni disqualification de principe des protagonistes. Or, aujourd'hui, on peine à voir où et quand elles pourraient l'être…

UNIFORMISATION DU « HAUT », FRAGMENTATION DU « BAS »

Alors que dirigeants politiques et élites administratives semblaient converger idéologiquement – ce que Chantal Mouffe a théorisé sous l'expression d'« illusion du consensus » –, au nom du Vrai, du Bon, du « Pragmatisme » (« hégémonie néolibérale », dit Mouffe) dont ils revendiquent le monopole, c'est le mouvement inverse qui semble s'être opéré dans l'opinion[1]. Plus le champ du débat « en haut » se rétrécissait, plus les citoyens eux-mêmes semblaient devoir diverger, aller chercher plus loin – voire trop loin, aux extrêmes ou dans des dérives complotistes – des explications du monde mieux à même de rendre compte de ce qu'ils vivaient et de porter leurs aspirations.

Plus l'offre politique s'unifiait, plus la demande se dispersait dans une recherche de plus en plus désespérée de « changer la vie ». Puisque ni la gauche, ni la droite ne changeaient rien, alors peut-être fallait-il renverser la table… Et c'est ainsi que l'opinion s'est polarisée dans de nombreux pays. Comme évoqué précédemment, de très nombreux travaux démontrent ainsi, par exemple aux États-Unis, que la polarisation s'accroît : en 1960, 4 % des Républicains et des Démocrates déclaraient qu'ils seraient mécontents de voir leur fils / fille épouser une personne du bord politique

1. C. Mouffe, *L'Illusion du consensus*, Paris, Albin Michel, 2016.

opposé au leur[1]. En 2019, ils seraient 35 % chez les Républicains et 45 % chez les Démocrates.

Ce paradoxe – élites de plus en plus homogènes idéologiquement, et opinion de plus en plus polarisée – n'est qu'apparent : en effet, si le cours du débat toléré dans le cadre institutionnel raisonnable se rétrécit, il est tout à fait normal que le « fleuve » finisse par sortir de son lit, quitte à se répandre d'autant plus qu'il ne trouve plus aucune barrière (idéologique, partisane, syndicale) à son cours. L'obsession de la « pureté » et de la « clarification », qui a conduit certains hommes et partis politiques à rétrécir leur base électorale, semble, en ce sens, avoir contribué non pas à fluidifier et à améliorer le débat démocratique mais à le rétrécir et à en gripper le mécanisme.

L'IMPACT DE LA TECHNOLOGIE SUR LA MANIÈRE DE DÉBATTRE

La polarisation de l'opinion n'est pas uniquement liée, loin s'en faut, à cette uniformisation idéologique du « haut ». Les nouvelles technologies de la communication, et, notamment, les chaînes d'information et les réseaux sociaux contribuent aussi à modifier nos attitudes.

Pour bien mesurer l'ampleur de l'impact des nouveaux usages digitaux dans nos vies et dans nos comportements, il faut revenir à certains chiffres qui illustrent le changement de paradigme technologique que nous avons connu depuis quinze ans[2]. Aux États-Unis, en 2005, 5 % des citoyens

1. « Explainer. Political Polarization in the United States », Facing History, 2019 (consultable en ligne).

2. Monica Anderson, Brooke Auxier, Madhu Kumar, « 10 Tech-Related Trends that Shaped the Decade », Pew Research Center Fact-tank, décembre 2019.

interrogés par le Pew Research Center déclaraient utiliser les réseaux sociaux ; en 2019, 72 % y étaient connectés. Au niveau mondial, 53 % des citoyens de 17 pays développés et 19 pays en développement utilisent désormais les réseaux sociaux.

Il existe évidemment des différences conséquentes entre générations : aux États-Unis, 90 % des jeunes de 18 à 29 ans utilisent les réseaux sociaux, contre 40 % des plus de 65 ans. En termes de plates-formes, Youtube et Facebook dominent de loin leurs concurrents – mais Instagram et Snapshat sont particulièrement populaires auprès des plus jeunes.

Autre tendance majeure, découlant de la première : les réseaux sociaux sont devenus un lieu central pour le débat politique et les activistes. Par exemple, le hashtag #MeToo a été utilisé, entre septembre 2017 et 2018, plus de 19 millions de fois dans le monde. Le public reste cependant assez sceptique quant à l'impact politique réel des réseaux : 71 % des Américains considèrent que les « réseaux donnent le sentiment aux gens d'avoir un impact, alors qu'il n'en est rien ». Cela ne les empêche pas d'être toujours plus nombreux sur Twitter…

Médias et polarisation

Le nouveau paradigme technologique a de très nombreuses conséquences sur notre vie quotidienne. Sur le plan politique, selon de nombreux travaux de recherche, médias et réseaux sociaux sont l'un des quatre facteurs accentuant la polarisation – un autre est, par exemple, le « biais de groupe », facteur psychologique qui fait que l'appartenance à un groupe nous amène instinctivement à nous méfier des groupes différents et de leurs opinions.

Le Pew Research Center souligne ainsi dans un rapport

récent que « beaucoup d'Américains sont exposés à des informations dites "partisanes" à travers les réseaux sociaux, et très peu ont des amis appartenant au bord politique opposé ».

En outre « les plates-formes telles que YouTube utilisent des algorithmes exposant les utilisateurs à des contenus de plus en plus extrêmes, ce qui peut les conduire à glisser vers des visions politiques radicales sans même qu'ils s'en rendent compte[1] ».

Enfin, le phénomène de « bulle » sur les réseaux sociaux amplifie les sentiments négatifs vis-à-vis des personnes appartenant à un autre groupe qu'au sien – l'exemple britannique illustre parfaitement ce phénomène, où *Brexiters* et *Remainers* ont des sentiments de plus en plus négatifs les uns vis-à-vis des autres.

Il faut rappeler par ailleurs que la dynamique électorale se construit par nature sur l'affirmation de différences de fond – même si, trop souvent, elle se nourrit de désaccords personnels déguisés en désaccords idéologiques. En outre, le système médiatique – et les réseaux sociaux amplifient ce phénomène – fonctionne comme une gigantesque centrifugeuse qui ne fait ressortir que ce qui tranche, clive ou clashe. Le raisonnable est accusé de faire de l'eau tiède, le provocateur, au contraire, est souvent loué pour son « courage » (même lorsqu'en réalité il hurle avec les loups). Le rassembleur n'a « pas de ligne », alors que celui qui divise provoque indignation ou adhésion, retweets et audimat. Les réseaux sociaux ont poussé à son paroxysme l'adage des communicants selon lequel « il n'y a pas de mauvaise publicité » : tout

1. Adam Hughes, Emma Remy, Sono Shah, Aaron Smith, « Democrats on Twitter More Liberal, Less Focused on Compromise than those not on the Platform », Pew Research Center Fact-tank, février 2020.

scandale est bon à prendre. Éric Zemmour fut parmi les premiers à le comprendre.

De fait, la culture du clash, exacerbée sur les réseaux et les chaînes d'information en continu, restreint de plus en plus l'espace qu'on appelait celui de la « nuance » ou de la « complexité » – un espace dont se réclamait Emmanuel Macron à ses débuts en politique. Cet espace-là, propice à l'écoute et au compromis, s'atrophie chaque jour un peu plus.

Le fait que les sympathisants Démocrates américains connectés à Twitter soient à la fois plus « libéraux » (plus à gauche) et moins capables de compromis que ceux qui n'y sont pas connectés, illustre parfaitement cette accélération de la polarisation en ligne.

Médias et désacralisation des figures d'autorité

Le fonctionnement du système médiatique engendre, outre la polarisation des opinions, la désacralisation des figures d'autorité – or, c'est souvent à elles qu'il revenait d'unir, de dialoguer, de rechercher, par délégation d'autorité, les compromis vitaux pour notre démocratie.

Les réseaux sociaux et les chaînes d'info ont en effet produit une modification des rôles et des comportements des « experts » intervenant dans le champ médiatique et, notamment, ceux des journalistes. Un phénomène bien peu étudié ou théorisé que nous avons appelé, avec mon collègue Daniel Perron, « auto-sabotage structurel ». Ou comment scier la branche sur laquelle on est assis…

À leur corps défendant, de nombreux journalistes se laissent en effet entraîner dans une fuite en avant qui les appelle à intervenir sur tout, tout le temps, quitte à sortir de leur champ de compétence et à voir leur incompétence

« démasquée » par des citoyens qui, eux, se sentent désormais aussi légitimes à rapporter des faits que les journalistes eux-mêmes, et sont donc trop heureux de sanctionner cette fonction douteuse. Mécaniquement, les journalistes participent ainsi à la désacralisation de leur fonction, à la banalisation de leur parole et, par conséquent, à l'effondrement de ce contrepouvoir pourtant essentiel.

Le débat sur les retraites en 2019-2020 illustre parfaitement ces dérives qui font du sachant un intervenant comme un autre. En se jetant dans la mêlée des réseaux sociaux hors de leur champ de compétence officielle, certains journalistes désacralisent leur position et empruntent la voix de l'éditorialiste, prêt à tordre les réalités pour agiter le débat. Sauf que les éditorialistes sont majoritairement identifiés comme tels, que le public croit savoir d'où ils parlent et, ce faisant, accordent à leur parole sa juste valeur dans le combat politique.

C'est le cas pour un Yves Thréard, une Françoise Degois, un Dominique Seux, très identifiés par le public pour leur doctrine, et qui font vivre ce débat. La chose est plus difficile pour ceux qui revendiquent une posture de neutralité et se parent de la vertu du non-engagement.

La neutralité, étroitement associée à une compétence spécifique, oblige en effet à la prudence, à la mesure d'interventions calibrées en regard de faits objectivés et rapportés du terrain. En prenant la parole sur tous les sujets, ces journalistes prennent le risque de dévaluer cette posture, voire d'en dynamiter le socle et, finalement, de conforter la défiance qui s'est installée à l'égard de la presse. On peut penser, en les lisant ou en les voyant sur les chaînes d'information en continu : « Si le journaliste dit n'importe quoi sur ce sujet, est-ce que finalement il ne raconte pas toujours n'importe quoi ? »

Sur les réseaux sociaux, il est devenu impardonnable de se tromper – on a pu le mesurer lors de la crise du coronavirus quand les médecins qui s'exprimaient sur les plateaux étaient ramenés à des propos tenus une semaine ou un mois plus tôt, comme si modifier son discours en fonction des savoirs scientifiques relevait du mensonge. Sur les réseaux et chaînes d'info, il est devenu inacceptable de perdre la face. On ne dit pas « je ne sais pas ». Alors on convoque n'importe quoi pour justifier ses propos et ses positions.

Et ceci a une conséquence majeure : la défiance massive vis-à-vis des médias et la polarisation partisane de la confiance qu'on leur accorde. Pour reprendre l'exemple américain qui, comme souvent, préfigure certaines tendances seulement naissantes en Europe, sur trente sources d'information aucune ne suscite la confiance de plus de 50 % des Américains, selon le Pew – les Républicains ont essentiellement confiance en Fox news (60 %), alors que les Démocrates ont confiance avant tout en CNN (53 %).

Rejet de la démocratie ou demande de démocratie ?

D'un côté, le débat politique s'appauvrit de plus en plus. De l'autre, cette restriction de l'offre politique n'engendre pas une capacité supérieure à réaliser du consensus ou du compromis. Si l'offre politique était une carte de restaurant, on dirait que le fait d'offrir moins de plats tend à couper l'appétit des convives bien plutôt qu'à les faire converger vers les quelques plats restants… Le rationnement politique à l'œuvre coupe notre appétit démocratique, voilà un des problèmes majeurs de nos démocraties.

La manière dont experts et politiques envisagent la « montée du populisme » apporte, là encore, un éclairage sur ce

phénomène et sur la confusion entretenue entre les causes et les symptômes du malaise démocratique.

Il existe de très nombreux travaux sur les causes du populisme. Les chercheurs s'accordent à dire qu'il procède d'une combinaison de causes institutionnelles (sentiment de mal-représentation ou de confiscation de la volonté populaire par une élite) ; de causes économiques (relégation, panne de l'ascenseur social, insécurité économique et accroissement des inégalités) et de causes identitaires et culturelles (le fameux *cultural backlash*, symbolisé par ces « petits blancs » de la ruralité qui auraient cessé de voter selon leurs intérêts de classe pour élever l'immigration, le rejet de l'islam et la sécurité au sommet de leurs priorités).

Il ne s'agit pas ici de discuter ce qui paraît aujourd'hui largement acquis. En revanche, il est essentiel de souligner que le phénomène populiste se trouve étroitement lié à la crise démocratique dans sa dimension institutionnelle. La plupart des chercheurs qui s'intéressent aux causes institutionnelles de l'essor du populisme soulignent, en effet, l'interdépendance de la démocratie et du phénomène populiste : le populisme dépend de la démocratie, il se nourrit de ses insuffisances, et la démocratie elle-même contient les germes du populisme.

Pour certains, le populisme révèle les contradictions internes à la démocratie, magnifiées par la pression des transformations du système capitaliste, l'incapacité des institutions à s'adapter aux évolutions de l'économie et de la société, les changements du paysage et des technologies médiatiques, et l'incapacité du système redistributif à tenir ses promesses. Par exemple, pour les politologues Cas Mudde et Cristobal Rovira Kaltwasser, le populisme serait un « correctif » à la démocratie, une « réponse démocratique

illibérale à un libéralisme non-démocratique »[1]. Canovan va plus loin, en affirmant que le populisme est le résultat d'une interaction entre les « deux facettes de la démocratie » : sa face héroïque (la promesse d'un avenir meilleur, qui adviendra par l'action et la volonté du peuple), et sa face pragmatique (les mécanismes institutionnels par lesquels la démocratie permet de canaliser les violences et la conflictualité sociale, sans recours à la répression)[2]. Elle estime donc que le populisme tire sa dynamique du fossé grandissant entre ces deux aspects de la démocratie – c'est-à-dire quand un excès de « pragmatisme » (que d'autres nommeraient « confiscation technocratique du pouvoir » et « déconnexion des élites ») semble effacer la dimension héroïque de la politique (lorsque le peuple exprime la nécessité de reprendre le contrôle sur le cours des choses par le biais d'une contestation de ses représentants, voire de ses institutions).

Le populisme au secours de la démocratie

Cette explication du phénomène populiste nous intéresse particulièrement, car elle rejoint le constat établi un peu plus haut : tout comme le rejet des élites, la défiance, voire même la résurgence des violences politiques, le populisme, en fin de compte, serait seulement une manière non pas de défier la démocratie, mais de tenter de la ramener à ses promesses initiales.

Le populisme au secours de la démocratie : voilà une proposition qui peut paraître provocatrice à première vue, et au

1. Cas Mudde, Cristobal Rovira Kaltwasser, *Brève introduction au populisme*, La Tour-d'Aigues, Éd. de L'Aube, 2018.

2. Margaret Canovan, « Trust the People ! Populism and the Two Faces of Democracy », *Political Studies*, vol. 47, nº 1, p. 2–16 (consultable en ligne).

regard du contenu idéologique et du comportement de bien des plates-formes ou leaders populistes actuels, mais elle n'en reste pas moins très utile à l'analyse.

Si nous avons choisi de ne pas aborder le problème démocratique par l'angle du « populisme », c'est que ce mot est devenu si chargé d'émotions, n'étant plus employé qu'en guise de condamnation morale et de disqualification, qu'il nous a semblé préférable de nous intéresser directement aux causes du malaise démocratique – auxquelles le phénomène populiste est, de toute évidence, étroitement lié.

Avant d'approfondir notre analyse des causes réelles du malaise démocratique, il convient de conclure ce chapitre de clarification en répondant à une question récurrente des derniers mois et années : serions-nous au bord d'une révolution ?

Précisément, en raison même du phénomène expliqué plus haut sur le populisme comme manière de « rappeler le système à ses devoirs premiers » par le vote, nous pouvons affirmer que non. Voter populiste, il faut le rappeler – sans que cela soit interprété comme une manière de souscrire aux thèses populistes – c'est encore, pour des citoyens désabusés, jouer le jeu d'un débat auquel on ne croit presque plus.

Bien plus grave, nous semble-t-il, est l'effondrement civique que traduit la montée de l'abstention, d'une forme de repli sur la sphère personnelle ou la tribu, car elle permet depuis des années un cumul de petits renoncements qui finiront par aboutir, un beau matin, à la prise de conscience que nous avons collectivement consenti, par apathie démocratique, à de grandes régressions.

Ce qui nous guette, ce n'est nullement le coup d'État,

l'éruption sociale, le grand renversement. C'est bien davantage, comme ce fut d'ailleurs presque toujours le cas lors des ruptures politiques, le lent glissement qui, au départ, ne coûte rien à personne mais finit par devenir irrattrapable et intolérable.

4

L'archipélisation est-elle vraiment un problème démocratique ?

Nous l'écrivions avec François-Xavier Demoures en 2019 : « La crise de confiance s'ancre (en partie) dans une crise de la citoyenneté. La capacité de chacun à s'élever au-dessus de ses propres intérêts pour prendre en compte l'intérêt commun est, en effet, elle aussi affaiblie. On oublie souvent que la démocratie n'est pas uniquement un système institutionnel, c'est une culture, un état d'esprit, une pratique qui n'a rien de spontané et qui doit être cultivé au jour le jour. Dans ce contexte, nous aurions basculé dans une démocratie de consommation, d'élus-kleenex, où la confrontation est un but et non un moyen vers le compromis. Elle permet à chaque individu d'exister et de trouver sa place dans la société, au lieu de servir à agréger des citoyens autour d'intérêts communs. Nous dirions donc : « Oui au débat, mais pour exprimer, et non pour décider[1]. »

« Dans ce contexte, où le débat ne porte plus sur ce qu'on est prêt à partager mais sur ceux pour qui et avec qui on est prêt à le faire, l'inquiétude des Français vis-à-vis de la cohé-

1. François-Xavier Demoures, Chloé Morin, « Comment réconcilier les Français ? », *FigaroVox*, 5 mars 2019.

sion sociale se comprend d'autant mieux. Cette polarisation permet d'organiser et de donner un sens aux enjeux politiques contemporains. Mais elle menace également notre capacité à vivre ensemble et à relever ces défis », comme le soulignait déjà Gilles Finchelstein dans son ouvrage *Piège d'identité*[1].

LE « NOUS » EXISTE-T-IL ENCORE ?

Le drame de la période actuelle est que face aux forces de dispersion et de désagrégation de la communauté nationale que représentent les identités nouvelles ou « tribus », nul ne semble plus savoir comment créer du « nous » sans recourir à l'artifice de l'essentialisation et de la désignation d'adversaires ou de boucs émissaires.

Posez-vous la question : quand avez-vous, pour la dernière fois, voté « pour », plutôt que « contre » ?

Contre les « populistes », contre la « submersion » de l'Islam, contre ceux qui « ouvrent les vannes » et servent de cheval de Troie à la mondialisation, contre les « assistés », contre les identitaires, contre les réactionnaires, contre les « libéraux qui assoiffent l'État » et mettent les classes populaires à genoux, contre les riches ou contre les « élites », ou encore contre le « système » ? Depuis quand l'espoir n'a-t-il pas pris le pas sur la crainte de perdre – votre place, votre emploi, vos repères culturels, votre sécurité ? La panne du « nous », l'absence de « commun », est un constat largement partagé dans nos sociétés sans que personne y ait encore trouvé de remède.

1. Gilles Finchelstein, *Piège d'intentité*, Paris, Fayard, 2016.

LE « COMMUN » N'EST PAS L'HOMOGÉNÉITÉ

De plus en plus souvent, et singulièrement depuis l'élection d'Emmanuel Macron, de nombreux responsables politiques et citoyens – car nous observons cette thèse dans nos études d'opinion – considèrent que la panne du « nous », la « crise d'identité » que traverse notre nation, provient d'une exacerbation nocive de nos différences. Ils en concluent qu'il faudrait modérer critiques et débats, éviter « ce qui divise » et ce qui clive. On a d'ailleurs souvent constaté que la majorité présidentielle se réclamait du « pragmatisme », rejetait les « idéologies », niait les « clivages de classe » comme autant de ferments de division politiques inutiles et dangereux.

Confondant différences, divergences, clivages et conflits, de nombreux acteurs politiques ont cherché à nier en bloc ces éléments – on note, en revanche, que ceux qui restent dans l'opposition n'ont, quant à eux, aucun intérêt à nier les clivages. Mais nul doute que s'ils y parvenaient demain, ils chercheraient à gommer « les petits conflits politiciens » au nom d'une aspiration à l'unité nationale qui n'est bien souvent que le faux-nez d'une volonté de pouvoir hégémonique.

Or, précisément, cette confusion entre différences et conflits, entre ce que l'on est – qui ne peut être négociable – et ce que l'on a ou que l'on pense – qui se prête à l'examen – a contribué à dérégler le débat démocratique des dernières années.

En mars 2019, Jérôme Fourquet décrivait dans *L'Archipel Français*, statistiques, sondages et cartographies à l'appui, les

multiples fractures qui parcourent notre société [1]. Il y défend la thèse selon laquelle l'avènement d'une nation « multiple » et « divisée » – sur fond de dislocation de la matrice catholique qui avait structuré la société française jusqu'au milieu du XX^e^ siècle – avec la matrice républicano-laïque – serait le phénomène majeur des trente dernières années. Un certain nombre de ces chiffres ont frappé les esprits, notamment l'occurrence des prénoms « arabo-musulmans », qui représenteraient 18,8 % des naissances en 2016. Notre fascination collective pour les chiffres a trouvé dans cet ouvrage une objectivation d'intuitions importantes – même si, comme souvent, chacun y a vu midi à sa porte, la gauche s'attardant sur les signes de séparatisme social quand le Rassemblement national y aura vu la preuve d'une submersion migratoire.

Le fait que *L'Archipel Français* ait connu un tel succès médiatique ne doit rien au hasard. Outre le sérieux qui caractérise les travaux sur lesquels il s'appuie, cet ouvrage renvoie à un sentiment qui travaille notre société en profondeur – peut-être davantage depuis la crise dite des « Gilets jaunes » –, à savoir le sentiment que nous serions divisés en clans, tribus, ou chapelles irréconciliables. Nous sommes nombreux à avoir le sentiment dans notre vie quotidienne et, plus encore, en lisant les médias et les réseaux sociaux, que ce qui nous divise est devenu plus grand que ce qui nous rassemble. Le mot d'« archipel » met un nom sur une peur, celle de la fragmentation, de la désolidarisation, voire de la guerre de religion qui hante notre subconscient national depuis des siècles et a été réactivée avec force par la montée du communautarisme musulman, d'une part et du terrorisme, d'autre part.

1. Jérôme Fourquet, *L'Archipel Français. Naissance d'une nation multiple et divisée*, Paris, Éd. du Seuil, 2019.

Jérôme Fourquet n'est pas le seul à pointer les risques de désagrégation du lien social et de la transformation de nos communautés nationales en communautés d'individus. Aux États-Unis, la polarisation est, comme nous l'avons vu, l'objet de travaux de recherches et de débats politiques intenses. Au Royaume-Uni, mon ancien collègue Bobby Duffy a récemment exploré la manière dont la tribalisation affectait le débat politique, notamment depuis le Brexit. La tribalisation est, de fait, un sujet préoccupant.

Partout, le sentiment que nos nations sont de plus en plus divisées et fracturées s'impose avec force. Selon une étude réalisée par Ipsos MORI, trois citoyens sur quatre, dans une trentaine de pays interrogés dont de nombreux pays d'Europe et d'Amérique du Nord, mais aussi le Chili, le Brésil, l'Inde, l'Afrique du Sud, la Russie ou encore la Corée du Sud, considèrent leur pays comme « divisé » ou « très divisé »[1]. Le sentiment de division est le plus prononcé en Serbie, en Argentine, au Chili (plus de 90 %). En France, il s'élève à 75 %, en Grande-Bretagne à 85 % et en Allemagne à 81 %. Surtout, la plupart des citoyens perçoivent un accroissement de la division dans leur pays : 73 % des Italiens, des Allemands, des Britanniques et 61 % des citoyens français considèrent leur pays comme plus divisé aujourd'hui qu'il y a dix ans. Au total, ce sont six citoyens sur dix qui, dans les trente pays interrogés, considèrent que les divisions se sont accrues au cours de la décennie écoulée.

Les sources perçues de la division varient selon les pays : les Français perçoivent avant tout un fossé grandissant entre « nationaux » et « immigrés », entre religions et entre ethnies,

1. « A World Divided ? », Enquête Ipsos MORI Social Research Institute réalisée en 2018 pour la BBC.

alors que les Américains perçoivent avant tout une fracture grandissante entre citoyens de différentes sensibilités politiques. Mais, de manière globale, les principales fractures perçues par les citoyens des pays interrogés sont les divisions politiques, celles entre riches et pauvres et celles entre immigrés et nationaux.

ÉLOGE DE LA DIVISION

La perception que nous avons de nos divisions est donc documentée dans tous ses aspects, de même que la réalité de nos divergences. Pourtant, bien souvent, on s'attarde à souligner l'ampleur des fossés qui séparent les générations, les groupes politiques, les religions ou encore les classes sociales sans se poser une question pourtant essentielle et première : en quoi la différence fragilise-t-elle la démocratie ?

Il y a, en effet, des différences saines pour la démocratie, qui nourrissent le débat et permettent l'élaboration de compromis par la confrontation d'idées et la conciliation d'intérêts socio-économiques divergents. Et il y a les divisions « irréconciliables », celles qui n'ont pas vocation à être résolues et ne devraient pas être « négociées ». De la confusion entre les unes et les autres découle un dérèglement majeur de notre débat public : comme nous le disions plus haut, le débat se déporte bien plus sur ce que l'on est que sur ce que l'on a ou ce que l'on pense, et les dynamiques politiques se fondent toujours plus sur des logiques victimaires ou de boucs émissaires.

En outre, un autre dérèglement du débat public provient d'une confusion sur le rôle des institutions démocratiques dans la définition de ce que nous appelions plus haut le

« nous ». Puisque le « commun » n'a pas vocation à être un tout homogène, le débat démocratique, contrairement à ce qu'on lui demande de plus en plus, ne devrait pas chercher à créer de l'homogénéité en gommant les différences, en niant les divergences de points de vue ou d'intérêts socio-économiques.

La démocratie ne s'est pas construite, loin s'en faut, sur l'idée de consensus ou d'homogénéisation sociale, politique et culturelle. Dans une société du « même », nul besoin d'institutions délibératives pour mettre tout le monde d'accord, puisque les intérêts de chaque individu sont les mêmes. Dans une société homogène, il n'est pas besoin de canaliser les aspirations et les colères, de pacifier les antagonismes de classe, de religion, ou d'orientations idéologiques. La démocratie sert précisément à organiser la coexistence d'individus dont les intérêts divergent.

Tout comme la *raison* est le privilège revendiqué des tenants du pouvoir, le désaccord et le clivage sont tenus pour « antidémocratiques » dès lors qu'ils sont l'expression d'un groupe ne détenant pas le contrôle des institutions.

Comme nous l'avons déjà évoqué, il n'est point besoin que l'opposition soit caricaturale dans son expression, à la manière d'un Jean-Luc Mélenchon appelant à « déferler » dans les rues et à faire un « coup d'État social », pour qu'elle soit régulièrement associée par ceux dont elle conteste la politique à une menace anti-démocratique – on préfère dire aujourd'hui « populiste », quitte à dévoyer le sens de ce concept déjà bien large et flou…

Le fait de convoquer le « péril démocratique » chaque fois que la conflictualité politique s'accroît, ou d'invoquer l'illusion d'un « consensus » des « gens raisonnables », voire de disqualifier le désaccord en le psychologisant (il procéderait de « colères », de « peurs »…) ou en faisant mine de le confondre

avec de l'incompréhension sont des réflexes récurrents du débat politique. Revendiquant une pensée inaccessible au commun des mortels, une « pensée complexe » selon les mots du président de la République Emmanuel Macron rapportés par *Le Monde*, le député et patron du groupe majoritaire à l'Assemblée nationale, Gilles Legendre, a pu ainsi déclarer sans ironie : « Je pense que nous avons insuffisamment expliqué ce que nous faisons. […] [Nous avons] été trop intelligents, trop subtils, trop techniques dans les mesures de pouvoir d'achat[1]. »

Ces phénomènes relèvent seulement d'armes psychologiques et rhétoriques qui font partie de l'arsenal classique du combat politique. Ils ne doivent pas nous faire perdre de vue que la *démocratie*, dans son principe, est là pour organiser, canaliser, domestiquer les divergences inhérentes à la société, qui dégénèrent parfois en conflits, et conjurer ainsi le péril du chaos ou le règne de la loi du plus fort.

L'histoire de la démocratie est étroitement liée à celle de la conflictualité sociale et politique. Les révolutions du XIX^e^ siècle, les guerres mondiales et les expériences totalitaires ou, de manière moins dramatique, les mouvements sociaux des années 1960 et 1970 ont nourri la réflexion sur la place du conflit dans nos sociétés. John Rawls et Jürgen Habermas, dans la perspective consensualiste de la démocratie délibérative, avaient insisté sur la possibilité et sur la nécessité de dépasser les antagonismes par des accords entre les citoyens. D'autres courants de pensée ont, au contraire, tenté de revaloriser le conflit, comme les courants du républicanisme. Les auteurs néomarxistes insistèrent parfois,

1. Propos tenus sur Public Senat dans l'émission « Territoires d'infos », décembre 2018.

eux aussi, sur la valeur du conflit dans une perspective de revitalisation de la démocratie.

Dès lors, la conflictualité peut tantôt être conçue par la philosophie politique comme opposée aux objectifs démocratiques, tantôt comme illustrant l'authenticité d'une démocratie vivante.

La force de l'habitude et de la répétition nous ont fait perdre de vue cette réalité : comme le vrai bonheur ne s'apprécie qu'une fois perdu, la démocratie n'est jamais tant valorisée que lorsqu'elle vient à nous faire défaut. Nous ne semblons plus voir dans les conflits sociaux que les inconvénients que représentent l'artificialité des postures, les blocages engendrés par les grèves, l'exaltation des différences, qui sont pourtant nécessaires pour établir le rapport de force préalable à la négociation et donc à la réconciliation par le compromis social ou par le verdict des urnes. Nous avons perdu de vue les vertus des institutions démocratiques qui, vaille que vaille et au prix de quelques parenthèses et égarements institutionnels, nous ont permis de surmonter depuis deux siècles petites et grandes crises sociales et politiques.

Pourtant, ces vertus se sont rappelées à notre esprit avec force lorsque ces mêmes institutions ont menacé d'être débordées par le conflit des Gilets jaunes. Pendant quelques semaines, la violence insupportable des images qui passaient en continu sur les chaînes d'information et les réseaux sociaux – Champs-Élysées en flammes, affrontements entre forces de police et manifestants – a pu nous donner le sentiment que le pouvoir avait perdu pied et n'avait plus prise sur le cours des choses ; que les corps intermédiaires ne parviendraient plus à faire rentrer le conflit dans le lit des institutions. Le « dialogue social », le « Parlement », la « démocratie » et l'« apaisement », ces mots que l'on croyait devenus obsolètes reprirent soudain la couleur et la force de la nécessité

vitale. Ce principe de représentation, tant critiqué, décrié, relégué par une culture de l'instantanéité et de la désintermédiation, redevint terriblement nécessaire aux yeux de dirigeants et de citoyens en mal d'interlocuteurs. Les Gilets jaunes, mouvement d'un genre nouveau – mais qui rappelle les jacqueries, comme le souligne le politologue Stéphane Rozès –, refusaient systématiquement de s'organiser et de se faire représenter. Dès qu'une tête émergeait de la masse, elle était aussitôt critiquée, disqualifiée comme étant illégitime à représenter plus qu'elle-même.

Le mouvement des Gilets jaunes a ainsi ranimé dans l'opinion le désir et la nécessité d'une démocratie vivante, et donc d'institutions qui fonctionnent. Il nous a rappelé, aussi, que tout rassemblement ne suffit pas à lui seul pour conduire à un débouché politique. La révolte, lorsqu'elle est désorganisée, peut « parfois empêcher l'action révolutionnaire, de même que l'indignation n'est peut-être pas l'affect approprié pour espérer mettre fin aux injustices sociales »[1]. Sans députés, sans syndicats, sans Assemblée nationale, sans ces institutions vitales à la démocratie, les Gilets jaunes n'auraient été que désordre, manifestation brouillonne d'aspirations désordonnées et parfois contradictoires. Ils auraient été une volonté sans direction. C'est seulement au prix de la créativité présidentielle – le « grand débat », même s'il fut dévoyé dans son principe et détourné de ses objectifs par son propre créateur, qui fit de cet instrument formidable de co-construction un exercice ressemblant davantage à un grand oral de Sciences Po… – que les institutions parvinrent finalement, non sans mal, à reprendre leur droit et à faire rentrer dans son lit, de manière temporaire, le fleuve de la colère sociale.

1. Marie Goupy et Sébastien Roman, « Usages et mésusages du conflit dans la démocratie », *Astérion*, nº 13, 2015 (consultable en ligne).

Nos institutions sont donc construites pour gérer une société plurielle, composée de groupes et d'intérêts divergents. Il faut noter que, de manière assez paradoxale, l'excès de fragmentation n'a pas toujours été considéré comme le principal défi lancé à la démocratie. Ainsi, à une époque, les politiques et les experts américains déploraient non pas un excès de polarisation politique, mais un excès de compromis et de consensus. Et d'en appeler à accentuer les divergences partisanes, au nom même de la vitalité démocratique et de la nécessité d'exposer les citoyens à de « vrais choix » clairs, engageant des visions différentes.

La mi-temps du XX^e^ siècle fut ainsi marquée, aux États-Unis, par un niveau de consensus et de collaboration bipartisan très élevé. La plupart des lois étaient votées par les deux bords, et un sénateur Républicain pouvait affirmer : « L'intégrité dépasse les frontières partisanes [...] nous pouvons nous appuyer sur nos collègues Démocrates (et Républicains) de manière égale[1]. » À l'heure de Donald Trump, de tels propos eussent immédiatement suscité l'excommunication de la brebis galeuse.

Or, à l'époque, les observateurs de la vie politique américaine furent nombreux à dénoncer cet esprit de collaboration, au nom du principe de responsabilité (il était impossible de savoir qui était responsable de quoi). Les années 1960, marquées par les mouvements pour les droits civiques et par leur influence sur les positions Démocrates, puis les années 1970 qui virent la mise en place de réformes institutionnelles contribuant à redéfinir les paramètres du débat idéologique et les lignes de clivage politique, eurent raison de cette parenthèse consensuelle. Si bien qu'aujour-

1. Sam Rosenfeld, *The Polarizers : Postwar Architects of Our Partisan Era*, University of Chicago Press, 2017.

d'hui, c'est l'excès de polarisation que les observateurs américains dénoncent avec force.

SAVOIR CONCILIER LES DIFFÉRENCES

Toute différence, tout clivage n'est donc pas une menace en soi pour la démocratie. Au contraire, ils en sont bien souvent le carburant lorsqu'ils trouvent à s'exprimer de manière raisonnée dans le cadre de nos institutions. Mais toute différence est-elle un carburant démocratique ? À quelles conditions peut-on considérer que les antagonismes menacent l'ordre démocratique ?

Comme le rappellent de nombreux travaux, le conflit politique suppose l'existence d'un pluralisme, d'une multiplicité de points de vue ou d'intérêts. Mais deux avis qui s'opposent ne suffisent pas à constituer un conflit : deux individus en désaccord peuvent se contenter d'acter leur dissensus ou pire, de s'ignorer – renonçant par là à « faire société ».

Le passage de cette divergence à l'affrontement suppose de reconnaître son interlocuteur comme un adversaire avec qui engager un débat ou un rapport de force. Comme l'écrivent très justement Marine Goupy et Sébastien Roman [1], « le désir de transformation du rapport de forces par le conflit n'est pas une nécessité. Un groupe social peut vouloir faire perdurer le conflit et refuser toute tentative de résolution, notamment parce que l'identification d'un ennemi lui permet de renforcer son identité. Dans un tel conflit "irréaliste", la lutte n'a

1. M. Goupy, S. Roman, « Usages et mésusages du conflit dans la démocratie », *op. cit.*

pas pour finalité le changement, mais le conflit lui-même pour consolider la cohésion du groupe ».

Dans un monde perçu comme de plus en plus menaçant – 80 % des citoyens de tous les pays, dont la France, considèrent en 2019 que le monde est devenu plus menaçant qu'en 2018, selon Ipsos –, mais aussi de plus en plus complexe, et où il devient de plus en plus difficile de distinguer le vrai du faux, l'ami de l'ennemi, la recherche d'un groupe d'appartenance, d'une communauté dont on partage les valeurs et les codes, et dont on attend une reconnaissance sociale, est un réflexe primaire[1].

La menace est perçue non seulement comme extérieure – attaque terroriste, conflit mondial, pandémie mondiale… – mais aussi intérieure, traversant les frontières de la communauté nationale : 55 % des Français jugent probable ou très probable qu'un conflit vienne à opposer, au sein de leur pays, différentes ethnies. Une inquiétude partagée par 6 citoyens mondiaux sur 10, même si elle ne touche pas tous les pays de manière égale (plus de 80 % en Afrique du Sud et en Turquie, contre moins de 50 % au Japon, en Corée du Sud, ou en Pologne, sociétés beaucoup plus homogènes, il faut le souligner). Le caractère volatil et protéiforme de la menace perçue nous incite à nous replier, mais dans une société où les classes se sont dissoutes sous les assauts de la tertiarisation et de la globalisation, où le périmètre du noyau familial a évolué avec l'extension de la liberté de choix (avortement, accroissement du nombre de divorces et de naissances hors mariage, puis mariage des personnes de même sexe), où les affiliations partisanes sont de moins en moins

1. Darrell Bricker, « World Affairs. Citizens in 28 Countries Assess Engagement in International Affairs for a Global Perspective », Ipsos Global Advisor, novembre 2019.

fortes et les identités locales sont remises en question par la mondialisation économique et culturelle, et où, enfin, la conviction religieuse a perdu de son importance et son emprise sur beaucoup, nous ne nous replions plus spontanément sur les groupes qui ont structuré notre vie sociale depuis des siècles.

De plus en plus, nous allons chercher confort et reconnaissance non pas au sein des groupes sociaux traditionnels mais au sein de communautés de valeurs, de goûts, de causes et d'épreuves choisies, dont la construction ne procède pas forcément d'une communauté d'opinions politiques, de religion ou de classe sociale.

TRIOMPHE DE LA POLITIQUE DU « BOUC ÉMISSAIRE »

De fait, les exemples sont nombreux où le conflit est entretenu pour lui-même, pour cimenter un groupe, qui ne cherche pas à le dépasser puisqu'il y trouve indirectement une raison d'être. De plus en plus, nos débats politiques – qu'ils soient spontanés, c'est-à-dire suscités par une polémique venue « du bas », ou bien organisés dans le cadre de campagnes électorales ou encore impulsés par les responsables politiques – tournent en rond non pas parce que les gens seraient devenus moins intelligents ou qu'ils ne pourraient pas partager d'opinions sur tel ou tel sujet, mais bien plutôt parce que le débat ne sert pas à cheminer vers un compromis : il sert une fonction instituante pour l'individu ou le groupe dans la société.

De nombreux évènements, plus ou moins récents, viennent illustrer cette tendance. Par exemple, Mila, cette jeune fille qui a « insulté » la religion musulmane en

janvier 2020 après avoir été agressée sur les réseaux sociaux : au-delà des principaux protagonistes de la querelle qui a enflammé le débat, lorsqu'on observe les propos tenus par les « #JeSuisMila » et leurs adversaires, on ne peut qu'être frappés par le fait que l'essentialisation remplace totalement l'argumentation. Bien que le débat médiatique se soit focalisé, à juste titre, sur le droit au blasphème, les propos qui se déploient sur les réseaux sociaux témoignent d'une disjonction entre le débat « du haut » et le débat « du bas », c'est-à-dire entre citoyens présents sur les réseaux. Ces derniers opposent à leurs adversaires des identités revendiquées et s'emploient non pas à les convaincre mais à les disqualifier – ils se « serrent les coudes » : d'un côté, le groupe des « musulmans », dont ceux qui s'en revendiquent dénoncent que l'on puisse les insulter et les dénigrer impunément et, de l'autre, les identitaires qui – parfois sous couvert de défense du droit au blasphème car ils peuvent aussi s'avérer « politiquement corrects » quand on leur en offre la possibilité… – prennent prétexte des insultes proférées à l'égard de la jeune fille pour disqualifier des « musulmans » dont les valeurs ne seraient pas conformes à l'identité française. Débat républicain utile « en haut », débat identitaire stérile « en bas ».

Ce type de débat identitaire ne touche pas uniquement la question de l'Islam, il a envahi la plupart des domaines de la discussion publique. Il ne peut pas non plus être exclusivement attribué à ceux « du bas », aux citoyens qui auraient perdu le sens de la citoyenneté et seraient devenus des individus enfermés dans leurs petites tribus. Bien souvent, c'est en effet le Politique, ou les élites dans leur ensemble, qui impulsent et entretiennent ce type d'affrontement identitaires…

Dans le sillage de Nicolas Sarkozy, Manuel Valls avait ainsi, par quelques mots prononcés en septembre 2013,

lancé un débat sur l'impossibilité, sauf pour « quelques familles », d'intégrer les populations Rom dont « les modes de vie [sont] extrêmement différents des nôtres » et entrent « en confrontation » avec les populations voisines. Sous couvert de tenir un « langage de vérité », il sort là du cadre du débat « de fond » (à quelles conditions et comment intégrer les individus qui arrivent sur notre territoire) pour se placer dans un cadre où sa résolution n'est plus possible : dès lors que deux « modes de vie » s'affrontent, c'est l'existence même de chaque groupe qui est en jeu. Manuel Valls suscite donc, aux dépens de la minorité en question, un réflexe identitaire chez tous ceux qui en nombre considèrent que l'existence même de la France est menacée par une tyrannie de minorités ethniques et religieuses.

Plus près de nous, et pour sortir des débats à caractère culturel et religieux, les méthodes employées par Emmanuel Macron pour coaliser un soutien populaire majoritaire à certaines de ses réformes économiques usent des mêmes ressorts, en mobilisant un sentiment d'appartenance à un groupe par opposition à un autre considéré comme « ennemi ». Pour faire passer la réforme de l'assurance chômage, les clins d'œil et les sous-entendus plus ou moins assumés ont aussi été multipliés : « Je traverse la rue, je vous trouve du travail », avait-il dit à un jeune chômeur en septembre 2018, avec pour effet de réactiver chez une majorité de Français le sentiment d'appartenir à la « France qui se lève tôt » chère à Nicolas Sarkozy, celle qui paie ses impôts pour les « assistés », les « cassos ». Rappelons que 59 % des Français pensent que « les chômeurs pourraient trouver du travail s'ils le voulaient vraiment » et « qu'on évolue vers trop d'assistanat »[1].

1. « Fractures françaises », Vague 7, Ipsos / Sopra Steria pour *Le Monde*, la fondation Jean-Jaurès et l'institut Montaigne, 2019.

D'un côté, les chômeurs, réduits à des assistés, essentialisés et figés dans leur paresse (il sera d'ailleurs intéressant de constater l'évolution des perceptions à mesure que le chômage augmente, suite à la crise du coronavirus…). De l'autre, les « privilégiés », cheminots en tête, détenteurs de statuts spécifiques dans le cadre de la réforme des retraites. La réforme du système de retraite reposait en effet, d'entrée, sur une aspiration à « corriger les injustices » perçues par l'immense majorité des Français. Et, tout au long du débat, la bouc-émissarisation de ces professions réelles ou fantasmées qui partaient à la retraite à quarante ou cinquante ans a été utile pour cimenter un socle de soutiens solide autour du projet gouvernemental. Cela aura suffi à entretenir une adhésion majoritaire au principe de la réforme tant que celle-ci restait de l'ordre de la fiction, du fantasme de vengeance sur les profiteurs du système… mais cela n'aura pas empêché l'opinion de basculer majoritairement dans l'opposition à cette réforme dès l'automne 2019, une fois que ses conséquences concrètes sur la situation personnelle de chacun commencèrent à être connues.

Il ne s'agit pas ici de critiquer tel ou tel responsable politique de remettre en question telle ou telle orientation idéologique : tous les responsables politiques, sans exception, ont eu un jour recours à la dynamique identitaire pour construire des dynamiques d'opinion. Le problème est que, de plus en plus, ces dynamiques consolident des identités qui enferment, assignent et transforment l'adversaire en ennemi, et le débat en lutte à mort pour la survie du « groupe ».

Les politiques ne sont pas seuls responsables. Les facteurs qui expliquent notre tendance au repli sont nombreux. Nous avons déjà cité la perception accrue de menaces extérieures et intérieures. Il faut ajouter des facteurs juridiques

qui tiennent à l'évolution et du droit et de son impact sur la société.

À ce titre, les travaux menés en France par Destin Commun éclairent de manière tout à fait intéressante notre prédisposition individuelle et collective au repli identitaire[1]. Sur la base des recherches dans le domaine de la psychologie autoritaire de Theodor Adorno puis de Karen Stenner ou de George Lakoff selon lequel les modèles parentaux (« père fort » ou « mère nourricière ») influencent notre rapport à l'autorité et au conservatisme politique, ces travaux concluent « que plus le style parental d'un individu est strict, plus il est enclin à percevoir les faits et les autres avec hostilité et à défendre des politiques de fermeture et de fermeté. Par exemple, les répondants qui présentent un style parental strict sont 68 % à estimer que l'identité de la France est en train de disparaître, soit 24 points de plus que ceux qui ont un mode de parentalité permissif. De même, les premiers sont 67 % à estimer que la France devrait fermer ses frontières aux migrants, soit 30 points de plus que les personnes ayant un mode de parentalité permissif. Cet écart se confirme aussi avec des questions sur l'islam et avec le soutien à l'autoritarisme explicite. »

Au-delà de nos frontières, on retrouve cette logique par laquelle la détestation de l'autre prend le pas sur le conflit assimilable par les institutions démocratiques. Suite au Brexit, les travaux de Bobby Duffy montrent que deux communautés, les *Remainers* et les *Brexiters*, se sont constituées[2]. Et bien qu'elles partagent des points de vue sur bien des valeurs et des orientations politiques, elles se trouvent

1. F.-X. Demoures (sous la dir. de), « Réconcilier une nation divisée », Destin Commun, 2020.

2. B. Duffy, *Divided Britain ?*, *op. cit.*

incapables de dépasser leur opposition car celle-ci relève, purement et simplement, de l'identité.

67 millions de victimes

Le revers de la désignation de boucs émissaires est l'autodésignation de « victimes ». À l'instar de ce qu'écrivait récemment Caroline Fourest, la victimisation s'impose partout comme une manière de prendre sa place dans une société qui ne nous reconnaît pas assez, et conduit nécessairement à des divisions indépassables, à des conflits irréconciliables et à des logiques d'affrontement identitaires qui procèdent par la désignation d'ennemis ou de boucs émissaires. Comment construire du compromis quand on rejette absolument sa propre responsabilité ? Comment se réconcilier quand l'autre devient la source de tous nos maux, voire une menace existentielle ?

Les Gilets jaunes, en tant que premier mouvement social « selfie », illustrent parfaitement ce phénomène. Si l'on se rend sur un de leurs groupes Facebook qui comptait encore, deux ans après le début du mouvement, des dizaines de milliers de membres, les exemples de réflexes victimaires et identitaires sont abondants. D'un côté, les bourreaux : « candidats LREM » aux municipales, policiers (en raison des violences policières ayant marqué les manifestations), anciens Présidents (pour ce qu'ils coûtent depuis qu'ils ont quitté leurs fonctions) et, bien sûr,… Emmanuel Macron. Le sentiment d'être dans une lutte engageant leur survie marque la plupart des commentaires, comme celui-ci, posté suite à un article témoignant d'une baisse de popularité du Président : « Franchement c est encore trop a moi il me fait peur il est fou je le crois capable du pire envers les modestes et les

moyens a ces yeux on n a plus de droit de vivre. » (nous avons respecté l'ortographe)

Et, face à ces figures de la menace et de l'oppression, on trouve partout sur les réseaux sociaux des images glorifiant le « peuple en colère », les grévistes et les manifestants incarnant « la France », de même que les pompiers lorsqu'ils en vinrent à des affrontements avec les CRS, en février 2020, etc.

Pendant la catastrophe sanitaire du coronavirus, on a également pu observer une multitude de victimes autoproclamées. Comme nous sommes tous des victimes potentielles, la recherche de responsabilités est devenue une sorte de sport national sans que jamais nous nous interrogions sur nos responsabilités propres. Responsabilité des dirigeants, actuels et passés, qui n'ont rien anticipé, et notamment pas le stockage de masques. Responsabilité des « bobos » parisiens, je l'ai écrit plus haut. Responsabilité des flâneurs, des irresponsables qui ne respectent pas les règles du confinement ni les gestes barrière. Responsabilité des Chinois. Responsabilité de la mondialisation, du libéralisme, de l'Europe qui a agi trop tard, trop peu… Nous comptions des millions de responsables fictifs et lointains, sans que personne se sente à aucun moment incriminé à titre individuel, pour le compte de ses votes, de ses renoncements ou de son apathie démocratique passée ou présente. Non, décidément : à ce moment-là, il ne se trouvait plus un seul Français pour assumer avoir voté pour les responsables politiques de tous bords qui ont, depuis vingt ans, désarmé l'hôpital public.

La victimisation est un principe répandu de construction d'une solidarité de groupe. Mais elle fragmente de manière irréversible le tissu social puisqu'elle crée des divisions frontales entre des groupes de « victimes » et leurs bourreaux tout désignés. Elle mène également à l'effondrement de la notion de citoyenneté qui repose sur des droits mais aussi

des devoirs, au profit d'un individualisme qui croit avoir des créances illimitées sur la société, mais ne rien lui devoir.

Dans une société où il y a seulement des victimes ou des bourreaux, la seule logique possible est celle du ressentiment, de la frustration, de la vengeance et de l'affrontement – rien de commun ne peut se construire, aucun lien ne peut être tissé, et aucun avenir commun ne peut être envisagé. Ce n'est d'ailleurs pas un hasard si la plupart des dynamiques politiques actuelles misent avant tout sur l'instrumentalisation de ces logiques victimaires : plutôt que chercher à créer des élans par le rassemblement, le compromis et la projection dans un avenir commun, la plupart des programmes politiques reposent sur la désignation de victimes et de boucs émissaires. D'un côté, les chômeurs « assistés », vivant aux dépens des actifs (« ceux qui se lèvent tôt »). De l'autre, les immigrés. Ou bien les « riches » et les « rentiers » qui, encore une fois, seraient responsables des difficultés des « classes moyennes ». Ou encore les Parisiens qui auraient répandu le coronavirus en province (ce qui ne fut sans doute pas tout à fait faux). L'indignation et la rancœur sont devenues les principaux carburants politiques d'une France fragmentée qui considère inéluctable le déclin individuel et collectif. Une France qui a renoncé à l'idée de progrès, plus encore à la perspective d'un progrès partagé – il ne s'agit plus que de gérer la pénurie, et de survivre, forcément aux dépens des autres.

RÉSEAUX SOCIAUX ET TRIBALISATION

Autrefois, le sentiment d'appartenance se fondait sur un groupe connu et palpable (famille, village) ou sur un

ensemble idéologique ou une communauté de croyances. Aujourd'hui, les réseaux sociaux permettent de constituer et de souder des communautés d'appartenance diverses, plus larges, qui échappent en partie à l'influence du « haut » – on pense évidemment aux partis politiques qui savent, de moins en moins, susciter l'adhésion autour de valeurs et un sentiment d'appartenance au groupe. Les Gilets jaunes – mais aussi les groupes de *gamers* qui se constituent, par millions, sur des plates-formes comme Twitch et ont aidé Steve Bannon à cimenter un soutien à Donald Trump – sont une excellente illustration de cette structuration « par le bas » qui crée une identité de groupe par opposition à un ennemi commun.

On estime qu'aujourd'hui une personne sur deux joue à un jeu vidéo quotidiennement – en grande partie grâce à la généralisation de la possession de smartphones. Or, les jeux vidéo ne sont pas considérés et analysés comme faisant partie du champ du politique, alors qu'ils contribuent comme tout loisir de masse à former des communautés – choisies – d'émotions, d'intérêt, à engager des discussions… Ils fonctionnent pour la plupart selon des logiques communautaires : il faut inviter vos amis pour gagner étoiles et bonus ; la reconnaissance par le groupe incite à s'illustrer, et la victoire s'obtient par l'affrontement avec un groupe adverse. Logique d'affrontement plutôt que de compromis, affirmation par l'illustration plutôt que par la conciliation et la recherche d'intérêts communs. Les réflexes cultivés par le *gaming* sont totalement différents de ceux que l'on attend d'un citoyen. Contrairement à ce que l'on entend souvent, le problème majeur du *gaming* n'est pas le degré de violence auquel il expose les enfants et adolescents, c'est la culture qu'il produit et qui est en tout point opposée à la culture et aux valeurs que suppose l'apprentissage de la citoyenneté.

En outre, les espaces de *gaming* sont devenus un lieu d'influence et de propagande politique d'autant plus crucial que personne ne s'attend à ce qu'ils le soient. C'est ce que la galaxie populiste – dans le sillage de dictatures, Russie en tête, comme le démontre Peter Pomerantsev – a bien compris, en investissant ces espaces au moyen de faux comptes. Ces derniers mêlent messages anodins – sur le jeu, la famille, la cuisine, des conseils de vie divers et variés – et messages politiques qui, par petites touches, visent à nourrir une vision du monde au service de leurs intérêts[1]. Alors que le discours d'un responsable politique produira une méfiance instinctive et jettera donc la suspicion sur ses propos, le *gamer* se verra influencé d'autant plus facilement qu'il « connaît » ce Papa832 ou cet Alex_leterrible avec lesquels il discute de tout et de rien autour d'une partie de *Fortnite*, sans les avoir jamais rencontrés.

Les réseaux sociaux, de manière plus large, contribuent également à amplifier la tribalisation et une forme d'effondrement ou de reconfiguration de la culture démocratique. En janvier 2019, j'avais ainsi pu observer qu'une des dimensions centrales de la crise des Gilets jaunes était « le rôle des médias en général, et des réseaux sociaux en particulier, non pas seulement en tant qu'outils d'organisation et de médiation, mais comme miroir parfois déformant, souvent valorisant et donc galvanisant. […] Un miroir dans lequel les Gilets jaunes et tous ceux qui les soutiennent contemplent leurs "exploits" comme leurs échecs, leurs conquêtes comme leurs défaites. Une surface sur laquelle ils projettent, avec une créativité remarquable et un goût parfois plus que douteux, leurs revendications, leurs doutes,

1. Peter Pomerantsev, *This is not Propaganda. Adventures in the War Against Reality*, New York, PublicsAffairs, 2019.

leurs espoirs et leurs craintes. Ces médias, de même que les nombreux plateaux télé ayant invité des Gilets jaunes (pendant la durée de la crise), sont devenus une page sur laquelle les Gilets jaunes et ceux qui les soutiennent, considérant sans doute représenter l'ensemble du peuple et malgré leurs contradictions internes, écrivent leur épopée[1] ». Il est important de souligner ici la diversité de points de vue qui caractérisait la communauté des Gilets jaunes sur de nombreux sujets : l'appartenance au groupe, le sentiment de partager quelques indignations et valeurs fondamentales, a permis de souder de manière temporaire des gens qui, par ailleurs, ne se positionnaient pas du tout de la même façon sur les questions d'emploi et de chômage, d'immigration, ou encore de rapport à l'autorité. Mais, de même, que l'identité des « pro-Brexit » tend depuis 2016 à dépasser les désaccords thématiques, le « nous » des Gilets jaunes a permis de transcender les divergences et les contradictions individuelles.

« Grâce à l'image renvoyée par les médias et réseaux sociaux, beaucoup (de Gilets Jaunes) avaient pris conscience qu'ils n'étaient pas seuls, seuls dans leur quotidien contraint, avec leurs problèmes de pouvoir d'achat, d'impôts – il faut voir combien partageaient leur feuille d'impôts sur les groupes "Gilets jaunes" de Facebook ! –, et leur sentiment d'injustice et d'abandon. Grâce à ce miroir déformant, ils ont pris conscience de l'existence d'un "nous", quand bien même ce "nous" aurait comme seul dénominateur commun une peur du déclassement, un rejet des élites et d'Emmanuel Macron, et un "ras-le-bol fiscal" considérable. Dans un climat marqué par une forte défiance vis-à-vis des élites mais aussi des

1. « L'épopée populaire des Gilets jaunes sur Facebook et Twitter » (tribune), *L'Obs*, 2 janvier 2019.

collatéraux – 78 % des Français jugent qu'on n'est "jamais trop prudents quand on a affaire aux autres" –, et où la plupart des dynamiques politiques procèdent de la division et du clivage plutôt que de la volonté de rassembler, cette éruption spontanée d'un "nous", quand bien même serait-il construit sur la colère et le rejet des élites, est assez *remarquable.* »

Plus près de nous, l'utilisation des réseaux sociaux pendant la période de confinement qui a touché la moitié de l'humanité et la totalité de la population française, vient apporter un autre éclairage au phénomène de fracturation sociale et de tribalisation. On a pu observer, dans les premiers jours du confinement général, une augmentation de 90 % de la fréquentation de Facebook, avec 94 % des conversations portant sur le confinement ou le coronavirus. Cette numérisation complète des rapports sociaux a eu certaines vertus, au premier chef celle de maintenir un minimum de liens entre amis, famille, collègues, et de relâcher quelque peu l'étau du confinement physique, mais aussi temporel, dans lequel nous avons tous dû vivre pendant des semaines – nous ne savions pas jusqu'à quand nous serions enfermés ni dans quelles conditions nous serions libérés, et ne pouvions donc pas nous projeter dans un avenir proche comme nous étions habitués à le faire. Mais cette numérisation des rapports sociaux a également eu de nombreuses conséquences négatives. Par exemple, Jocelyn Raude, enseignant-chercheur en psychologie sociale et spécialiste des maladies infectieuses, soulignait dans *Libération* qu'en cas de pandémie les réseaux sociaux contribuaient à amplifier des effets panique assez classiques[1]. Selon elle, nous avons vécu avec le coronavirus « la première pandémie de

1. Jocelyn Raude, « Les réseaux sociaux favorisent un climat anxiogène ». Propos recueillis par Romane Pellen pour *Libération*, 13 mars 2020.

l'ère des réseaux sociaux numériques. Ce qui à mon avis, accentue les phénomènes qui existaient déjà autrefois. Je pense par exemple aux phénomènes de pénuries. Ce qui a été observé au Japon, c'est une rumeur au sujet d'une pénurie de papier hygiénique. Cette désinformation a généré la pénurie elle-même et a eu un effet de contagion dans de nombreux pays voisins : la Corée, Hongkong et puis l'Australie. C'est ce qu'on appelle des prophéties auto-réalisatrices. Une petite minorité de la population, très inquiète, va faire des réserves. Le reste de la population, plutôt sereine et attentiste, va par précaution imiter ces comportements irrationnels, par crainte de ne plus avoir accès à certains produits ».

Pour le dire autrement, les phénomènes de suivisme, équivalents des mouvements de foule, sont amplifiés par les réseaux sociaux. Lorsque les temps sont hautement incertains et anxiogènes, j'ai pu observer que les réseaux sociaux accentuent la conflictualité et les fractures dont nous faisions l'étalage. Ainsi, aux premiers jours du confinement, de très nombreux posts Facebook et Twitter ont dénoncé, de manière très virulente, « l'irresponsabilité » de ces Français « indisciplinés » qui ne savent pas respecter les règles du confinement.

Chacun y est allé de son illustration, de sa photo de rue ou de plage parsemée de flâneurs inconséquents, et 100 % des citoyens semblaient communier dans l'idée que les Français sont d'affreux égoïstes… Les réseaux ont magnifié ainsi notre tendance à l'autodénigrement, cette défiance horizontale dont on parle moins que la défiance entre peuple et élites, alors qu'elle n'en est pas moins caractéristique de notre société.

Autre clivage très présent sur les réseaux, qui a donné lieu à de franches engueulades : le clivage province / Paris.

De très nombreux provinciaux ont stigmatisé, aux premiers jours du confinement, ces familles parisiennes parties se confiner (et répandre le virus) en Bretagne, en Normandie ou dans le sud de la France. J'interprète cette attitude agressive comme une occasion de renouer avec un sentiment de solidarité local, de se replier sur une tribu – celle du village, du département, ou de la région – par opposition à l'ennemi parisien…

Enfin, la tribalisation illustrée par les réseaux sociaux en période de confinement aura aussi mis en évidence des groupes se vivant comme les « premiers de tranchée », les sacrifiés de la Covid-19, qui ont dû continuer à se rendre sur leur lieu de travail pendant que les hauts cadres, eux, sont restés protégés derrière leur écran, en télétravail.

ENRAYER LE CERCLE VICIEUX

Réseaux sociaux aidant, nous n'avons jamais eu autant le sentiment de débattre, d'interpeller, d'échanger. La pluralité des points de vue exprimés çà et là, et surtout la virulence de certains propos lus ou entendus, nous donnent même un sentiment d'écœurement ou de trop plein, si bien que se fait jour la tentation de condamner en bloc l'esprit de la « dispute », au risque de mettre tous les débats dans le même sac, quelle que soit leur nature, et de s'abandonner à l'illusion d'une société pacifiée car homogène.

Cette tendance à confondre débat et conflit, être et avoir, pacification et homogénéité, engendre des dérèglements majeurs dans nos démocraties. Il s'agit d'un véritable cercle vicieux démocratique, dont la mécanique peut être décrite ainsi :

De plus en plus, le champ du débat idéologique (le « débat

d'idées ») se restreint, comme nous l'avons évoqué dans un chapitre précédent. En parallèle, le débat se déplace de plus en plus sur un champ nocif : celui de l'être, de l'identité. De la remise en question de « l'autre », non pas en raison de ce qu'il fait ou de ce qu'il pense, mais en raison de ce qu'il est.

En retour, cette conflictualité nocive et irréconciliable engendre une panique, un malaise face aux tensions multiples – jusqu'à la violence physique – qu'elle engendre. Ce qui crée, par contrecoup, une aspiration confuse à pacifier les relations sociales, que nous croyons satisfaire en demandant aux « saines » différences idéologiques de se taire avec les autres. De ce fait, le champ du débat d'idées se retreint encore sans que les conflits identitaires en soient en rien atténués…

La question majeure, bien sûr, est la suivante : comment enrayer cette mécanique infernale ? Puisqu'elle ne relève pas d'intentions avouées de la part de quiconque, et que la responsabilité en est collective, la première étape pour sortir de cette impasse est sans doute de prendre conscience de ce mécanisme vicieux. Si cet essai pouvait modestement y contribuer, nous pourrions espérer faire un pas dans la bonne direction…

5

Séparatisme : sécession des élites et coupure peuple-élite

Dans un essai publié à la fondation Jean-Jaurès en 2019, Jérôme Fourquet mettait en évidence un phénomène impressionnant de séparatisme social : entre 1985 et 2017, écrit-il, les classes favorisées françaises ont « fait sécession »[1]. Les indicateurs qui témoignent de cette sécession sont nombreux : la part de cadres dans la population active résidant à Paris est passée de 24,7 % en 1982 à plus de 46 % en 2013, quand celle des ouvriers passait de 18,2 % à 6,9 % ; entre 2002 et 2012, la proportion d'enfants d'origine favorisée scolarisés dans le privé a progressé de 10 points, pendant que celle d'enfants d'origine défavorisée scolarisés dans le public progressait de 6 points. En outre, « avant sa suppression, le service national permettait [...] à environ deux tiers des plus diplômés et des garçons issus des milieux les plus favorisés de côtoyer durant plusieurs mois et sur un même pied d'égalité des garçons d'autres univers sociaux ». Par ailleurs, les colonies de vacances sont un autre lieu de brassage social en voie de disparition : « En 2016, les colonies de

1. Jérôme Fourquet, « 1985-2017 : quand les classes favorisées ont fait sécession », *Note de la fondation Jean-Jaurès*, février 2018.

vacances n'ont accueilli que 800 000 enfants, contre plus d'un million en 2007 et deux millions au début des années 1980. »

Plus près de nous, le rapport annuel d'Oxfam publié en janvier 2020 indiquait que « la polarisation de notre monde est en marche ». 2 153 milliardaires dans le monde, avec une richesse égale à ce que détiennent 4,6 milliards d'êtres humains. Les forces centripètes du capitalisme fonctionnent à plein : 1 % des plus riches ont capté 27 % de la croissance des revenus entre 1980 et 2016, selon les travaux de l'économiste français Thomas Piketty.

« La polarisation de notre monde est en marche lorsque l'on voit les records amers qui ont agité l'économie française l'année dernière : Bernard Arnault, milliardaire et PDG du groupe LVMH, a été l'homme d'affaires qui a engrangé le plus de richesses supplémentaires dans le monde en 2019, tandis que le versement de dividendes par le CAC 40 est à son plus haut. En parallèle, les inégalités sont reparties à la hausse et, plus grave, la France compte 400 000 pauvres de plus en 2019 », dénonçait Pauline Leclère, porte-parole d'Oxfam France, à la publication du rapport annuel d'Oxfam France[1].

La période de confinement a également mis en évidence des inégalités sociales criantes : alors que les « bobos parisiens » ont suscité l'indignation générale en fuyant leur logement pour se confiner confortablement dans leur résidence secondaire à la campagne – plus d'un sur dix aurait été concerné –, l'on a vu partout en France les signes de détresse sociale se multiplier, les files d'attentes s'allonger devant les lieux de distribution de repas gratuits et les associations de

1. « Celles qui comptent. Zoom sur les inégalités en France », 20 janvier 2020 (consultable en ligne).

solidarité appeler au secours face à l'afflux de personnes en difficulté.

Les territoires les plus pauvres, comme la Seine-Saint-Denis, furent également ceux où la mortalité liée au coronavirus fut la plus élevée, en raison du moindre accès aux soins et des conditions de vie des populations – appartements petits, métiers plus exposés. Comme l'avait alors déclaré le président du département, cette crise nous a rappelé que la pauvreté tue en France.

Tout se passe pourtant comme si, depuis la publication de l'ouvrage phare de Thomas Piketty, la répétition des chiffres avait épuisé notre indignation, qu'il s'agisse des écarts de salaire, de l'échelle des revenus, ou de la concentration de richesses entre les mains des fameux « 1 % » du sommet de l'échelle.

Même si Destin Commun montre que seulement 19 % des Français jugent que « les élites ont les mêmes valeurs que moi » – soit moins encore que ceux qui se sentent une proximité de valeurs avec les migrants (28 %), dans un pays où la question identitaire est pourtant forte – la résignation semble l'emporter. Ni les Gilets jaunes ni les manifestations contre la réforme des retraites, deux mouvements qui criaient leur désir d'équité, n'ont engendré d'élan majeur en faveur de politiques plus redistributives ou solidaires.

LE PARADOXE DES INÉGALITÉS ET DE LA PANNE DE LA GAUCHE

Le fossé grandissant entre ceux « du haut » et ceux « du bas » est évidemment un défi lancé à nos démocraties. Il traduit un paradoxe : si le pouvoir – *kratos* – réside dans le

peuple – *demos* –, alors pourquoi la majorité, qui se vit comme « perdante » du système économique, consent-elle, élection après élection, à sa perpétuation ? Pourquoi les choix économiques majoritaires n'engagent pas de changement de paradigme économique quand 70 % des citoyens interrogés dans une trentaine de pays par Ipsos (73 % en France) estiment que le système économique de leur pays est biaisé pour avantager les riches et les puissants[1] ? Pourquoi, alors que 57 % des Français jugent que « pour rétablir la justice sociale il faudrait prendre aux riches pour donner aux pauvres », le total de voix de gauche à la Présidentielle ne représentait-il que 21,63 % (si l'on exclut de la gauche Emmanuel Macron, dont la suppression de l'ISF en début de quinquennat n'a pas donné le sentiment que la redistribution fiscale des riches vers les pauvres était sa priorité) ? Pourquoi la justice sociale est-elle si rarement au cœur des débats électoraux majeurs, alors que d'après l'étude menée par Destin Commun tout au long de l'année 2019 l'équité est, des cinq fondements moraux identifiés par Jonathan Haidt, celui auquel les Français sont les plus attachés, quelle que soit la famille idéologique à laquelle ils appartiennent ?

La résignation face à la montée des inégalités tient sans doute, en partie, à l'abdication idéologique de la gauche de gouvernement, que nous avons évoquée dans le chapitre précédent. Une abdication que j'avais d'ailleurs interrogée lorsque j'occupais la fonction de conseillère Opinion du Premier ministre : dans une note rédigée à l'été 2014 au tout nouveau Premier ministre Manuel Valls, constatant le paradoxe énoncé plus haut, j'invitais la gauche de gouvernement à se saisir du sujet des inégalités d'une manière nouvelle,

1. « Populist and Nativist Sentiment in 2019. A 27-Country Survey », Ipsos Global Advisor, 2019.

c'est-à-dire en gardant le principe – équité, justice sociale, émancipation individuelle… – mais en renouvelant les outils de politique publique pour le garantir. Las, au-delà de quelques discours, et de la suppression d'une tranche d'impôt sur le revenu, la suite du quinquennat n'a guère permis de renouveler radicalement le débat ou les politiques publiques en matière d'égalité. Occasion manquée qui nous amène, six ans plus tard, à rejouer les mêmes débats, à entendre les mêmes revendications émanant, après les Gilets jaunes, de ces « premiers de tranchée » qui – caissières, livreurs, infirmières, agents d'entretien… – ont porté l'économie française à bout de bras pendant la période du confinement et semblent condamnés par l'inertie politique à retourner à l'invisibilité qui était la leur jusqu'à la mi-mars 2020…

Pour autant, l'incapacité des partis politiques fondés pour combattre l'injustice sociale à conformer leurs actes à leurs paroles ne saurait tout expliquer. La gauche de gouvernement semble avoir abdiqué, mais elle n'a jamais été seule à porter l'égalité en étendard : il y a toujours eu, après tout, des gauches d'opposition, pas toutes extrêmes, pour défendre un point de vue radicalement critique de l'ordre néolibéral. Bien que l'idéal de justice sociale ait déserté les sommets de l'État et, très singulièrement, l'aristocratie stato-financière que dénonce Todd, il n'en est pas moins resté présent dans le cœur et l'esprit de très nombreux citoyens, souvent bien au-delà des sympathisants de gauche revendiqués.

UN DÉBAT ÉCONOMIQUE ATROPHIÉ

Dès lors, il semble que la première explication à cette impasse démocratique face à la montée des inégalités réside

dans la nature de nos débats économiques, en particulier en France. Ayant terminé mes études en économie à la London School of Economics, considérée comme un repaire de gauchistes au Royaume-Uni, mais sans doute beaucoup plus libérale que la plupart des institutions françaises, j'ai été frappée de constater à mon retour en France l'homogénéité des opinions économiques des « élites » hexagonales. De même, j'ai trouvé tout à fait saisissante la manière dont nous ignorions des pans entiers de la théorie économique internationale, pourtant fort « respectable ».

Sous prétexte qu'il s'agirait d'hétérodoxie – un mot qui, à lui seul, résume tout le mépris que nous avons pour elle –, nous bannissons du champ du débat public, et donc des options « raisonnables », des dizaines de chercheurs sérieux, qui parfois même sont prix Nobel. Notre débat économique est étriqué, rétréci par l'ignorance et l'inculture économique qui s'étend, bien au-delà du peuple que l'on fustige si souvent en la matière, aux élites médiatiques et influenceurs eux-mêmes – rappelons-le, un chef d'entreprise n'est pas macro-économiste pour autant, c'est avant tout un dirigeant qui a à cœur de préserver les intérêts de son entreprise… En outre, le débat économique est également rétréci par les dogmes, les anathèmes, les croyances érigées comme autant de digues et de barrières infranchissables, sans autre raison qu'une idée toute faite de la morale, et en dépit de toute approche économique statistique et économétrique sérieuse.

De fait, la création de l'euro a exclu du champ du débat toute remise en question de la politique monétaire menée par la Banque centrale européenne (BCE). Pourtant, il n'y a aucune raison politique ni économique pour que la BCE privilégie la stabilité des prix au détriment de la lutte contre le chômage, par exemple. Pas davantage de raisons à ce

qu'elle soit aussi indépendante du pouvoir politique, alors qu'aucune grande banque centrale ne l'est. Nous sommes prisonniers d'une histoire, de représentations héritées de la guerre puis des Trente glorieuses, qui nous enferment et nous condamnent à mener des politiques qui correspondent à un monde qui n'existe plus. Il convient d'ajouter que le fameux objectif des 2 % d'inflation, objectif unique, horizon paraissant indépassable de la politique monétaire européenne, a fait l'objet de remises en question théoriques nombreuses – notamment en 2010 par Olivier Blanchard, l'ex-chef économiste du FMI, que l'on ne peut soupçonner d'être un hérétique en la matière… – sans jamais qu'elles soient vraiment prises au sérieux par les institutions concernées[1].

En matière budgétaire, tout débat serein sur la dépense publique est empêché par la sacralisation de la « règle des 3 % », imposée à l'opinion avec d'autant plus de facilité qu'elle joue sur notre culpabilité de nation qui n'a plus les moyens économiques de ses prétentions diplomatiques et sociales et se nourrit du sentiment d'infériorité face à une Allemagne jugée plus prospère et plus forte que nous. La norme comptable a été érigée en boussole politique, la réduction des déficits en horizon indépassable.

LE DÉBAT INDIGENT SUR LA DETTE PUBLIQUE

L'observation de la manière dont les « élites » médiatico-politiques traitent le débat sur la dette et le déficit en France depuis plusieurs années est à ce titre riche d'ensei-

1. Olivier Blanchard, interview au *Wall Street Journal*, 11 février 2010.

gnements. D'abord, il convient de rappeler que le consensus politico-médiatique sur la nocivité de la dette n'est pas neuf : en décembre 2005, une commission présidée par Michel Pébereau dévoilait un rapport qui voulait « rompre avec la facilité de la dette pour renforcer notre croissance économique et notre cohésion sociale »[1].

Le niveau, jugé excessif, d'endettement des Français de l'époque (60 %) ferait sans doute rire même les plus rigoureux des Allemands aujourd'hui, alors que les dépenses liées au coronavirus ont conduit ces bons élèves européens à exploser leur plafond de déficits et donc d'endettement. Depuis 2005, des experts divers et variés ne cessent d'alerter sur « l'explosion de la charge de la dette » que provoquerait une prochaine remontée des taux – remontée que nous attendons toujours, alors que nous avons, depuis, traversé la crise de 2008, celle de l'euro, puis celle du coronavirus…

Mais force est de constater qu'en dépit des chiffres et des faits, cette rhétorique a envahi la plupart des discours politiques et médiatiques depuis au moins quinze ans. Avec les mêmes arguments économiques, parcellaires ou biaisés, et les mêmes métaphores visant à s'attirer les faveurs de l'opinion. Jugeons-en par la manière dont la presse et les élus traitent le sujet : la dette est un « mur » qui menacerait de s'écrouler sur nous, une « facilité », un « fardeau » qui pèserait sur notre avenir, il faudrait donc la gérer en « bon père de famille ». L'État serait « trop dispendieux ». On ne parle plus de fonctionnaires mais de « masse salariale », ou bien on les compte par dizaines de milliers pour pouvoir les

1. Michel Pebereau, « Rompre avec la facilité de la dette publique. Pour des sciences publiques au service de notre croissance économique et notre cohésion sociale », rapport public remis au ministre de l'Économie et des Finances le 14 décembre 2005.

déshumaniser et ainsi les « supprimer » plus facilement. Chaque point de PIB de dépenses publiques est considéré comme néfaste, qu'il s'agisse de dépenses d'avenir – pour l'école, la santé, l'environnement… – ou de dépenses effectivement peu productives et peu utiles. La comparaison internationale est convoquée à l'appui des démonstrations, même lorsqu'elle n'a aucun sens. Cependant, lorsqu'elle ne vient pas appuyer la thèse des anti-dépenses publiques, cette comparaison est soigneusement tue – par exemple, nous savons qu'aux États-Unis il y a certes moins de dépenses publiques, notamment sociales, mais que les dépenses privées, notamment de santé, sont plus importantes que les nôtres… Et l'on mesure aujourd'hui, aux millions de chômeurs créés, du jour au lendemain, par le premier confinement, ce que l'absence de système d'assurance chômage peut coûter de souffrance à la première puissance mondiale… De la même manière, il est rarement dit que le volume de notre dette par rapport au PIB fluctue essentiellement en fonction des variations de notre production nationale et non de nos dépenses. Et que notre capacité à la rembourser est beaucoup moins déterminée par nos dépenses que par nos recettes, et donc par notre croissance. Les 3 % de déficit maximum, érigés en dogme et considérés comme seul horizon du projet européen, avaient été conçus pour une Europe dont on envisageait qu'elle atteindrait 5 % de croissance annuelle en vitesse de croisière. Soit une Europe qui n'a jamais existé et n'existera probablement jamais. Mais là encore, on ne le dit pas.

De manière globale, les arguments mobilisés par le parti de l'austérité sont de deux ordres : technique, d'une part, et émotionnel, de l'autre. La technicité et l'extrême complexité de cette question vise à rallier l'opinion en lui signifiant son incompétence à juger une matière si ardue. Elle permet de

disqualifier la critique citoyenne ou l'opposition politique en arguant que les choix seraient « trop compliqués » pour être laissés aux profanes et « trop scientifiques » pour faire l'objet de débats idéologiques, forcément infondés. D'autre part, le registre émotionnel est mobilisé à travers des métaphores qui cherchent à donner une compréhension, partielle et biaisée, des enjeux : ainsi, le recours au registre de la vertu et de la responsabilité individuelle est abondant – comme s'il était responsable de priver les hôpitaux des personnels nécessaires pour soigner correctement ceux qui en ont besoin ; comme s'il était vertueux de couper les dépenses, même symboliques, relevant du principe de précaution, comme les masques qui ont tant fait défaut en ce début d'année 2020… On compare l'État au budget d'un ménage, sauf qu'un ménage ne peut s'endetter à perpétuité (ce que font tous les États, de fait), et que la charge d'un ménage achetant un logement correspond non pas à 100 % de son PIB annuel, mais bien plutôt 500, 600, 800 % sur vingt ou vingt-cinq ans… Peu importe que ces comparaisons n'aient aucun sens puisqu'elles invitent tout un chacun, dans le doute, à se ranger du côté des « raisonnables », de « ceux qui honorent leurs dettes », « ne vivent pas au-dessus de leurs moyens ». Ne pas payer ses dettes, c'est mal, il fut d'ailleurs un temps pas si lointain où c'était un motif de mise au ban de la société. Une note de la Fondapol publiée en 2010 soulignait d'ailleurs que « les Français ont une approche de la dette dominée par une dimension plus morale qu'économique et financière : 69 % d'entre eux considèrent que le problème de la dette est qu'elle constitue « un lourd fardeau pour les générations futures[1] ». 72 % jugeaient, par conséquent, que

1. « Les Français et la dette publique », sondage Fondapol, 28 janvier 2010.

« la crise économique ne justifie pas de reporter l'effort de réduction de la dette ».

Pourtant, il suffit de lire les controverses économiques au plus haut niveau académique, ou même les publications économiques d'institutions telles que le FMI, pour se rendre compte que le débat sur la dette publique est loin d'être condamné à la caricature à laquelle nous, Français, l'avons réduit. Historiens économiques, économistes du développement, spécialistes de la finance ou de la politique monétaire… la qualité et la complexité de leurs arguments, s'ils ne permettent pas de distinguer un consensus académique global, est très éloignée de la pauvreté de nos dissensus franco-français sur cette question. Et il existe même entre économistes des sujets de consensus relatif – par exemple, la nécessité de ne pas s'occuper de réduire la dépense publique en temps de crise ou de sortie de crise – que nos comptables refusent pourtant obstinément d'entendre, sous le prétexte que si les citoyens, que les élites adorent infantiliser, découvraient qu'en certaines circonstances l'argent public peut être « gratuit », ils y prendraient goût et ne voudraient jamais plus payer leur dû à la collectivité…

Dans ce contexte biaisé, le débat peine à se déployer de manière saine, et l'on observe que l'opinion, prise au piège et confrontée à des dilemmes que les éclaireurs du débat public ne veulent ou ne peuvent pas l'aider à résoudre, oscille selon les circonstances entre une adhésion à de grands principes (« la dette, c'est mal ») et un principe de réalité qui les force à constater, dans leur quotidien, la désertion ou l'insuffisance des moyens des services publics. Ainsi, selon l'institut de sondage Viavoice, en mars 2020, 43 % des Français pensaient qu'il fallait accroître massive-

ment la dépense publique, quitte à augmenter fortement la dette, contre 36 % qui pensaient le contraire.

L'ÉCONOMIE ÉRIGÉE AU RANG DE CROYANCE

Aucun débat économique raisonnable et ouvert n'est possible lorsque l'« économie » est érigée en croyance ou en boussole morale (ce qu'elle n'est pas), le « zéro déficit » en dogme et la « croissance » en religion.

Tant que la France considèrera – notamment à cause d'élites, idéologiquement trop homogènes, ravies de pouvoir invoquer la « contrainte européenne » pour justifier leurs choix économiques sans en assumer la responsabilité politique – que les thèses défendues par des économistes majeurs, y compris celles qui ont été appliquées pendant la crise du coronavirus par la FED (la banque centrale Américaine), sont ineptes, nous ne pourrons pas envisager sereinement l'ensemble des solutions possibles à l'explosion des inégalités. La contrainte budgétaire européenne est réelle et témoigne d'une erreur majeure dans la conception même du projet européen. Mais elle a aussi bon dos et elle est devenue l'alibi de la droite comme de la gauche de gouvernement pour justifier tous les renoncements.

Tant qu'un Gabriel Zucman ou une Ester Duflo seront starisés aux États-Unis et largement ignorés, sinon par les médias, du moins par les dirigeants français qui leurs préfèrent des économistes tous interchangeables et qui pensent la même chose ; de même, tant que les enseignements dispensés dans les grandes écoles manqueront de diversité à cet égard, nous ne sortirons pas de ce cercle vicieux. Le problème n'est pas uniquement celui de la culture économique

des Français, il est aussi lié à l'uniformité de la pensée économique à laquelle on les expose et, surtout, à l'influence réelle que peuvent avoir des économistes émancipés de l'orthodoxie budgétaire sur les gouvernants, en particulier sur « la citadelle de Bercy » où les inspecteurs généraux des Finances règnent en maître et prétendent décider de ce qui, en matière économique, est « sérieux » ou non.

Il est vrai que bien souvent on nous oppose que les politiques préconisées par un Piketty, un Stiglitz ou un Krugman ne sont pratiquées nulle part, n'ont pas fait leurs preuves et sont donc trop risquées. L'absence de perspectives pratiques, accessibles à la vue et à la compréhension du grand public, permet aux partisans du *statu quo* économique d'imposer la résignation : *There Is no Alternative*, la recette est vieille comme le monde… Mais, là encore, cet argument ne résiste pas longtemps à un examen attentif des politiques économiques pratiquées par d'autres pays. Par exemple, Richard H. Clarida, économiste et coprésident de la FED (faisant partie des économistes « acceptables », du moins aux yeux des institutions américaines) à l'occasion de la dernière revue de la politique monétaire de la FED lancée en 2019, affirme qu'en aucun cas la recherche du plein-emploi ne saurait être sacrifiée pour mieux combattre l'inflation, dans les cas où ces deux objectifs de politique monétaire se trouveraient placés en concurrence[1]. Or, depuis sa création, la BCE a, quant à elle, constamment ignoré l'objectif de plein-emploi et semble même avoir contribué à sacrifier des emplois européens par milliers en se focalisant trop exclusi-

1. Vice Chair Richard H. Clarida, « The Federal Reserve's Review of Its Monetary Policy Tools, and Communication Practices. Discours prononcé lors de la 37e conférence annuelle de politique monétaire du Cato Institute, 14 novembre 2019.

vement sur la lutte contre une inflation inexistante. L'Europe est par ailleurs la seule zone économique majeure où la banque centrale n'a pas le droit de financer directement les États. Et ceux qui, en France, osent en appeler à une autre politique monétaire, sont très souvent condamnés à la marginalité politique et taxés d'irresponsables qui croient que l'argent pousse sur les arbres.

De la même manière, le débat sur la politique budgétaire ne manque pas de cas concrets susceptibles de démontrer que les propositions jugées par la plupart « inacceptables » sont, en réalité, très praticables. Nos éternels débats sur le niveau de la dette publique sont totalement décalés par rapport à la réalité des enjeux : certains pays d'Amérique latine sont ainsi entrés dans la crise du coronavirus avec des endettements de l'ordre de 60 % alors que le Japon avait un endettement supérieur à 250 %. Pourtant, les uns – à l'image de l'Équateur, par exemple – sont considérés comme très fragilisés quand le Japon, lui, s'en sort relativement mieux. En réalité, la quantité de dette compte peu, contrairement à tout ce qui est asséné en France à longueur de journée, seule compte la qualité de la dette, qui la possède et ce qu'elle a financé.

Si l'on veut prendre un exemple qui aurait dû forcer les tenants de l'orthodoxie budgétaire à la modestie, regardons l'expérience portugaise : ce pays s'est affranchi, ces dernières années, de toutes les recommandations « raisonnables », notamment celles de l'UE. Pourtant, cette expérience que d'aucuns promettaient vouée à la catastrophe est, avec quelques années de recul, loin d'être négative. Au bord de la faillite en 2011, le Portugal avait été contraint de demander un prêt de 78 milliards de dollars à l'UE et au FMI. Le chômage y atteignait 17 % en 2014. En arrivant au pouvoir en 2015 sur la promesse de mettre fin à l'austérité, le

socialiste Antonio Costa a soutenu le pouvoir d'achat des ménages en relevant progressivement le salaire minimum, le traitement des fonctionnaires et les pensions de retraite qui avaient été sévèrement rognés pendant la crise, et ce en dépit de l'absence de marges budgétaires. Ces mesures ont permis de relancer la consommation et de soutenir l'économie intérieure. Combinée à des politiques attractives pour les retraités européens et les capitaux étrangers, cette stratégie budgétaire, bien que non alignée sur ce qui était pratiqué ailleurs en Europe, souvent moquée par les commentateurs français à l'époque, a permis de faire baisser le chômage à 6,4 % en 2019, de relancer la croissance (3,5 % en 2017 et 2,4 % en 2018), et de réduire le déficit public quasiment à néant – du moins, jusqu'à la crise du coronavirus. Nous pourrions multiplier les exemples de politiques économiques qui sont « créatives » ou qui relèvent carrément de l'hérésie du point de vue des élites françaises et européennes, mais au fond peu importe : chaque exemple est considéré comme « une exception qui confirme la règle » aux yeux de ceux qui tiennent l'économie pour une religion et le « zéro dette et zéro déficit » pour un dogme.

LES LIENS INCESTUEUX DES ÉLITES

Une troisième raison explique notre inertie collective face à l'explosion des inégalités : les liens incestueux, tels que perçus par l'opinion, entre élites économiques, administratives et politiques. Après tout, il est tout à fait logique que les citoyens n'attendent pas de ceux qu'ils perçoivent comme à l'origine du problème économique qu'ils leur en apportent la solution… On n'attend pas d'être sauvé par son bourreau.

65 % des Français considèrent que les hommes et les femmes politiques sont pour la plupart corrompus[1]. Et peut-on les en blâmer lorsqu'on constate que les fers de lance de la libéralisation de l'économie, qui prônent la prise de risque, sont souvent des fonctionnaires qui ne risquent rien d'autre, en cas d'échec, que de retourner dans leur administration ? Cette « aristocratie stato-financière » (selon l'expression provocatrice d'Emmanuel Todd), bien qu'elle ne représente sans doute qu'une petite partie des élus, est devenue le symbole de tout ce que l'opinion rejette :

— les allers-retours entre le public et le privé, avec le symbole d'une ex-ministre du Travail qui, en tant que DRH, a été récompensée par plus de 1 million d'euros pour un plan de suppression d'emplois destiné à délester le groupe de 900 de ses cadres ;

— l'absence de résultats, voire les échecs patents, comme la question des masques l'a démontré pendant la crise du coronavirus ;

— le « faites ce que je dis, pas ce que je fais » de nombreux responsables et membres de gouvernements successifs, par ailleurs fonctionnaires, qui prônaient une flexibilité du travail dont ils étaient eux-mêmes protégés par leur statut ;

La fracture démocratique ne sera jamais résorbée sans séparation nette entre le monde de l'argent et les élites politiques, et sans responsabilisation de l'ensemble des élites politiques et administratives. De ce point de vue, la promesse macronienne de mettre en place un « spoil system » dès son arrivée au pouvoir eût été utile. J'avais moi-même pu constater au cabinet du Premier ministre, en tant que

1. « Fractures françaises », sondage Ipsos / Sopra Steria pour *Le Monde*. Voir note 8.

non-énarque, non-haut fonctionnaire, que ce milieu sait être solidaire lorsque ses intérêts sont en jeu. Rien ne se fait contre Bercy. Il ne faut pas fâcher les conseillers d'État qui, lorsqu'ils ne jugent pas des textes gouvernementaux qui leur sont soumis, peuplent les cabinets ministériels. Et il existe des hauts fonctionnaires dont la notoriété est inversement proportionnelle au pouvoir qu'ils exercent dans l'ombre, sans aucun contrôle démocratique. C'est le cas, notamment, du secrétaire général du gouvernement, nommé en 2015 et viré cinq ans plus tard, en juillet 2020, à l'arrivée du Premier ministre Castex (pour être nommé préfet d'Île-de-France), et il y a fort à parier que peu d'entre vous en auront jamais entendu parler. Pourtant, il lui arrivait souvent de présider des « RIM » (ces Réunions interministérielles où sont arbitrées les lois et où la politique est donc mise en œuvre par le gouvernement), alors que ce rôle devait revenir aux directeurs de cabinet du Premier ministre. Plus encore que sous François Hollande ou Nicolas Sarkozy, la présidence d'Emmanuel Macron a permis à la haute administration d'accaparer le pouvoir face à des ministres souvent faibles, sans expérience, sans assise politique ou qui étaient hauts fonctionnaires eux-mêmes. Le quinquennat Macron est, de ce point de vue, un immense paradoxe : d'un côté, plus encore que Nicolas Sarkozy avant lui, il n'a eu de cesse de se plaindre des lourdeurs administratives, de dénoncer un « État profond » qui l'empêcherait de mener sa propre politique étrangère (ces mots furent prononcés en amont du G7 de Biarritz à l'été 2019). De l'autre, jamais il n'y a eu autant d'énarques aux postes-clés, notamment d'inspecteurs généraux des Finances ou de conseillers d'État. Jamais on ne donna autant de pouvoir à ces personnages de l'ombre, comme le secrétaire général du gouvernement de la première partie

du quinquennat, Marc Guillaume. Mes échanges avec différents membres de cabinets pendant la période témoignent de la terreur qu'une poignée d'hommes – car il s'agissait aussi, essentiellement, d'hommes – faisaient régner sur tout le système d'exercice du pouvoir, les ministres eux-mêmes craignant un certain nombre de hauts fonctionnaires non élus qui ne rendent jamais de comptes à personne.

Bien que durant nos conversations François Bayrou se soit montré persuadé de la réelle volonté macronienne de lutter contre la confiscation du pouvoir par la haute administration, il en donna, de fait, bien peu de preuves. Comme le déclara l'ex-secrétaire générale de l'Élysée de Nicolas Sarkozy, Emmanuelle Mignon, à *L'Opinion* en juillet 2020 : « On n'imagine pas le général de Gaulle se plaindre de l'État profond… » Car, derrière les mots, bien peu d'actes – en dehors du déplacement-promotion que j'ai mentionné plus haut – sont venus concrétiser le volontarisme macroniste. De là à avoir le sentiment d'un « système » qui échapperait au contrôle démocratique, et à basculer dans le complotisme, il n'y a qu'un pas.

LA TRIBALISATION CONTRE LA JUSTICE SOCIALE

Il existe, enfin et surtout, une autre raison pour expliquer cette apathie, cette résignation, cette incapacité majoritaire au sursaut : la *tribalisation*, amplement décrite dans les paragraphes précédents. Le problème n'est pas que la majorité des citoyens n'aspirent plus à l'équité et à la justice ; il est que chacun souhaite affirmer son égalité avec ses semblables. Le périmètre légitime de la solidarité s'est rétréci à la tribu, « au même », à celui qui nous ressemble et « mérite »

que nous lui portions assistance. Les guerres mondiales avaient cimenté nos communautés nationales et créé un sentiment de fraternité transcendant les classes, les religions, les ethnies ou les origines ; solidaires face au péril commun, nous avions associé la survie à la solidité du groupe. Nos institutions de solidarité, fondées sur le programme du Conseil national de la résistance, sont assises sur cette communion des peines et des espoirs. Nous partagions nos cimetières et avions conjuré ensemble le péril de la disparition ou de la soumission. Nous pouvions donc naturellement construire un avenir partagé.

Aujourd'hui, non seulement nous ne sommes plus convaincus que le progrès soit le sens de l'histoire – au contraire, comme le dit Z. Bauman, nous sommes passés de l'*utopie* à la *rétrotopie* –, mais nous doutons d'avoir envie et intérêt à cheminer vers cet horizon idéal avec l'ensemble des membres de notre communauté nationale[1]. L'égalité n'est plus envisagée dans un sens universel et inconditionnel, elle est mise sous condition de mérite (pas d'assistés chez nous !), sous condition d'origine (les migrants devraient rester chez eux, « nous n'avons plus les moyens de… ») ou sous condition de religion… La « solidarité choisie » est la conséquence de l'effondrement du sentiment de fraternité.

La conscience de classe, qui devait être le moteur du progrès social, s'est fracassée, quant à elle, sur la montée des tribus. Quels que soient les efforts d'un Mélenchon pour unifier le « peuple », ses électeurs, bien qu'ils puissent partager des intérêts et des opinions avec l'électorat lepéniste, ne s'uniront jamais à cette famille honnie. Le « Bloc populaire », théorisé par Jérôme Sainte-Marie, restera confiné à l'impuissance politique et sociale au prix d'une frustration croissante

1. Zygmunt Bauman, *Retrotopia*, Paris, Premier Parallèle, 2019.

et de soubresauts de violence de plus en plus nombreux – tant que les identités des différents groupes primeront sur leurs intérêts économiques. Sauf s'il trouve une figure nouvelle – ni Mélenchon ni Le Pen (Marine, tout du moins) – derrière laquelle s'unir…

Si la démocratie peut surmonter les conséquences de notre déficit de culture économique ainsi que de l'hémiplégie de nos débats en la matière (cependant, il faudrait une réforme profonde de nos « élites » et de notre éducation…) et, si elle peut dépasser les conséquences néfastes de l'association incestueuse des élites politiques et économiques, peut-elle inverser le mouvement centripète de tribalisation ? C'est là une grande question posée à notre société pour l'avenir de l'humanité. Car il n'y a pas de doute : les inégalités engendrent l'instabilité du système, et mèneront à des convulsions sociales et politiques toujours plus violentes. De ce point de vue, il y a fort à parier qu'en l'absence de réformes économiques et institutionnelles profondes et radicales, les Gilets jaunes ne soient que le premier épisode d'une longue série…

6

Séparatisme : le péril numérique

Le plus grand pays du monde est virtuel. Et ce n'est pas une démocratie. Au dernier trimestre 2019, Facebook comptait 2,45 milliards d'utilisateurs dans le monde. Chaque jour, plus d'un Français sur trois se connecte sur cette plate-forme. En 2019, notre pays comptait 35 millions d'utilisateurs, et l'Europe 387 millions. 17 milliards de photos sont partagées chaque mois sur Facebook Messenger. La plate-forme compte, par ailleurs, dix millions de groupes, ces tribus virtuelles qui furent si utiles à l'organisation des Gilets jaunes. Près de la moitié (47 %) des utilisateurs de Facebook utilisent la plate-forme uniquement sur leur mobile. Facebook devient aussi, de plus en plus, un moyen d'accès à l'information : 45 % des Américains déclarent s'informer avant tout sur Facebook.

Facebook reste de loin le premier réseau social, avec 41,3 % d'internautes qui s'y connectent chaque jour. Les autres réseaux se situent loin derrière : Snapchat (plus de 13 % s'y connectent chaque jour), Instagram (plus de 11 %) et Twitter (5,6 %) puis LinkedIn, le réseau social professionnel.

Twitter comptait, à la fin de l'année 2019, 145 millions

d'utilisateurs dans le monde. Environ 500 millions de Tweets sont envoyés chaque jour. Là encore, le réseau social devient un portail vers l'information : 74 % des twittos déclarent utiliser Twitter pour s'informer.

En 2018, le monde comptait 4,2 milliards d'internautes, soit 55 % de la population mondiale, contre 51 % l'année précédente et 47 % en 2016. Dans la plupart des pays développés, plus de 90 % de la population est connectée : 96,3 % en Norvège, 91,61 % au Royaume-Uni, 87,36 % aux États-Unis, 83,75 % en France… Il faut prendre la mesure de la révolution que représente cette connexion de tous, partout, tout le temps. Plus aucune dimension de nos vies n'y échappe, des courses, avec l'utilisation d'applications comme Yuka – qui permet de scanner les produits alimentaires et cosmétiques, et d'analyser leur impact sur la santé, à la lecture des journaux sur nos smartphones, en passant par le visionnage de vidéos ou encore l'accompagnement dans les pratiques sportives *via* les applications de coaching (64 % des utilisateurs de mobile disposent au moins d'une de ces applications), nous sommes immergés dans un monde semi-virtuel. Le nombre de téléchargement d'applications mobiles augmente chaque année : en 2017, il y avait 178 milliards de téléchargements d'applications. Ce nombre a atteint 205 milliards en 2018 et atteindrait 258 milliards en 2022, soit une augmentation de 45 % sur cinq ans. Ainsi en France, en 2017, la lecture de la presse sur support numérique (53 %) a dépassé pour la première fois celle sur format papier. 42 % des consommateurs utilisent aujourd'hui une application de shopping ou communiquent sur leurs achats sur les réseaux sociaux.

DE L'IDÉAL DES *CIVIC TECH* À L'HORREUR DES *FAKE NEWS*

Cette extension de l'accès à internet et aux outils numériques a facilité bien des aspects de nos vies quotidiennes. C'est aussi une source formidable de démocratisation de l'accès à l'information. De fait, un citoyen mieux informé est plus à même d'exercer son libre arbitre, de faire des choix « éclairés ». Longtemps, nous avons tenu cette équivalence entre information et émancipation pour une évidence, et pensé que le progrès des technologies de l'information était un moteur formidable d'accélération de l'histoire et d'extension de la démocratie libérale.

Ces dernières années, les nouvelles technologies ont été mises, de plus en plus, au service de la résolution des conflits que nos vieilles institutions démocratiques peinent à résorber. Ce que l'on appelle les *« civic tech »* ou « technologies citoyennes » se sont développées de manière vertigineuse, que ce soit pour mieux informer, permettre aux citoyens de participer aux décisions qui les concernent, interpeller leurs dirigeants ou fédérer autour de causes. Par exemple, chacun a entendu parler de « L'affaire du siècle », cette pétition lancée sur Change.org en décembre 2018 afin de placer l'État français devant ses responsabilités en matière environnementale, et qui a obtenu plus de 2 millions de signatures au cours des trois premières semaines. Au-delà du caractère anecdotique, et quelque peu cosmétique, auquel elles sont trop souvent limitées par des élus qui peinent à se dessaisir d'une part de leur pouvoir au profit du citoyen, les *civic tech* permettent de véritables progrès démocratiques.

Dans le cadre de campagnes électorales, les outils de *civic tech* permettent la « mobilisation de communautés ». Selon le

site spécialiste du sujet « CivicTechno » : « Des plates-formes comme Actionkit fournissent ainsi des outils de campagne clefs en main. Rally permet d'organiser des levées de fonds en quelques clics, et citizenLab donne aux partis la possibilité d'automatiquement segmenter les utilisateurs de la plate-forme afin de communiquer de façon ciblée et offrir différents contenus pour les différents groupes de soutien. »

Les *civic tech* peuvent également être mobilisées pour favoriser l'accès des citoyens à leurs droits, par exemple aider les personnes modestes à se repérer dans le labyrinthe administratif qui entrave massivement leur recours aux aides sociales. Selon le site « Aide-sociale.fr », 27 % des personnes qui ont droit à la prime d'activité n'y ont pas recours, de même que 36 % des personnes qui devraient pouvoir percevoir le RSA et entre 21 % et 34 % des bénéficiaires potentiels de la Couverture maladie universelle complémentaire (CMU-C). Le portail « Mesaides.gouv » permet de simuler – en remplissant un simple questionnaire établissant la situation familiale, professionnelle, et les ressources d'un individu – ses droits sur les 35 dispositifs d'aides nationales parmi les plus importants.

Ces *civic tech* sont donc, dans bien des cas, des accélérateurs de démocratie et d'inclusion sociale et civique. Cependant, la face sombre de ces technologies commence tout juste à nous apparaître, souvent de manière partielle, sans bouleverser réellement nos usages et comportements ni susciter de débats politiques majeurs.

Loin des débuts de l'ère numérique, où l'on pensait que les nouvelles technologies serviraient nécessairement à consolider et à étendre l'influence des démocraties libérales, nous avons vécu, depuis 2016, un retour brutal à une forme de scepticisme, voire de défiance numérique. Nous avons découvert avec étonnement que l'espace numérique pouvait

être aussi dangereux que l'espace physique, et qu'il s'avérait même plus difficile d'établir un ordre public numérique que de faire respecter l'ordre dans les rues de nos villes.

Les *fake news* sont ainsi devenues un symbole de toutes les dérives des réseaux sociaux. Leur rôle a été mis en lumière après la victoire de Donald Trump en 2016 et, depuis, les « fausses informations » n'épargnent aucune grande démocratie. Elles préoccupent autant les journalistes que les gouvernements. En France, Emmanuel Macron leur a déclaré la guerre, estimant en janvier 2018, lors de ses vœux à la presse, que « toutes les paroles ne se valent pas ». Il a alors annoncé sa volonté de légiférer sur le sujet.

Pour mesurer l'ampleur du phénomène, rappelons qu'une étude menée par un chercheur de l'Université catholique de Louvain a identifié, lors de la campagne présidentielle américaine de 2016, quelque 7,5 millions de tweets (sur 171 millions analysés) renvoyant vers des *fake news*. Un phénomène d'autant plus inquiétant que notre sens critique, premier anticorps démocratique anti-*fake news*, semble relativement peu éveillé : selon une étude réalisée par BVA, 53 % des personnes déclarent que, lorsqu'ils partagent une information sur les réseaux sociaux, ils n'en vérifient pas la source[1]…

Les *fake news* sont parfois plus vraisemblables que les informations réelles. Qui eût cru, il y a quelques années, qu'un président américain insulterait ouvertement des responsables politiques ou des journalistes ? Qui eût cru qu'un virus venu de Chine forcerait la moitié de l'humanité à se confiner pendant des semaines, mettant nos économies quasiment à l'arrêt ? On mesure ici l'ampleur que prend le phénomène de pollution du débat public, avec son corollaire, la

1. Étude BVA réalisée pour La Villa Numéris, avril 2018.

défiance croissante vis-à-vis de toute information – sauf lorsqu'elle vient confirmer des idées préconçues. Ainsi, les *fake news* nourrissent non seulement une déconnexion vis-à-vis des élites émettrices de contenus, mais amplifient aussi la déformation de notre perception du monde, puisque « dans le doute » nous tendons à ne croire que ce qui vient conforter nos biais cognitifs préexistants. Les initiatives existantes pour lutter contre les *fake news* se sont révélées jusqu'ici relativement peu concluantes. Surtout si elles émanent des gouvernements, *a fortiori* de gouvernements qui, comme celui d'Édouard Philippe en avril 2020, sont frappés d'une défiance profonde – leur volonté de contrôle est dès lors immédiatement perçue comme une volonté de manipuler, de mentir, ou de dissimuler ses propres turpitudes.

Le Service d'information du gouvernement a brièvement lancé, en avril 2020, un site nommé « Désinfox » qui recensait les articles jugés sûrs et vérifiés émanant d'un panel de six médias. Devant le tolé soulevé par le projet, l'initiative fut abandonnée en quelques jours.

Le problème reste donc entier, d'autant plus que le *fact-checking* est loin d'être une arme absolue contre les *fake news*. Contrairement à ce que nous voudrions croire[1], il se révèle souvent peu efficace, et parfois pas du tout, selon la plupart des études. De nombreux problèmes se posent : nous ne sommes pas des « consommateurs rationnels d'information », mais recevons l'information avec nos idées et nos grilles de lectures préétablies. Nous avons ainsi tendance à disqualifier l'information qui ne vient pas confirmer ce que nous croyons déjà (biais de confirmation). Nous

1. Elizabeth Kolbert, « Why Facts Don't Change our Minds », *The New Yorker*, 27 février 2017.

assimilons l'information de manière très sélective, et ne relevons et retenons que ce que nous avons envie de lire et d'entendre (biais de sélection). Nous sommes sensibles à la preuve sociale, c'est-à-dire que nous tendons à nous aligner sur les croyances majoritaires de notre groupe d'appartenance – si nous voyons une queue devant une boulangerie, nous pensons qu'elle est nécessairement bonne ; si notre famille vote pour untel, nous tendons à la suivre, etc. Autant de biais (et il y en a bien d'autres) qui rendent le *fact-checking* souvent marginalement ou même pas du tout efficace.

Ajoutons, pour compliquer encore l'affaire, que la production de *fake news* à visée de déstabilisation géopolitique est devenue une arme de guerre comme une autre. Ainsi, Peter Pomerantsev décrit très bien ces « fermes » de « trolls », souvent composées de jeunes qui sont grassement payés par des proches du pouvoir russe pour poster, à longueur de journée, à partir de faux comptes Facebook ou Twitter, des contenus visant tantôt à manipuler un électeur américain, tantôt discréditer un opposant à Vladimir Poutine. Ces fermes ne sont pas l'apanage de la Russie : les puissances occidentales utilisent des méthodes analogues dans la cyberguerre contre l'État Islamique, par exemple.

Comme le dit Peter Pomerantsev, ce phénomène traduit un changement de paradigme dans les méthodes de communication des régimes autoritaires : auparavant, ils contrôlaient et entravaient la liberté de parole ; aujourd'hui, ils noient les voix de leurs opposants dans la confusion, le bruit permanent, un flot d'informations contradictoires ou qui mettent en cause personnellement les personnes à disqualifier. L'excès de liberté, sous la forme d'une production continue de fausses informations qui viennent noyer ou salir

la « vraie », est devenu le meilleur allié de la propagande anti-démocratique.

LES *FAKE NEWS*, POINTE ÉMERGÉE DE L'ICEBERG

Si elles traduisent une perversion du débat politique et de notre rapport au réel, les *fake news* ne sont pourtant que la partie émergée de l'iceberg du péril numérique. Plus importante encore, la question de la souveraineté numérique et de la dépossession individuelle que représente l'utilisation de nos données à notre insu est peu à peu en train d'entrer dans les esprits.

Comme nous le soulignions avec Maxime des Gayets, les internautes n'ont encore qu'une prise de conscience très partielle de l'ampleur des conséquences de l'utilisation de leurs données personnelles par les acteurs privés[1]. Et surtout, nos comportements d'internautes sont loin de changer à mesure que nous prenons conscience des enjeux. Indolore, l'exploitation de nos données à notre insu est d'autant plus facile pour les géants du numérique qu'ils savent à merveille instrumentaliser la complexité du système et, plus généralement, exploiter de manière habile nos biais cognitifs. Nous notions ainsi, dans une note de la fondation Jean-Jaurès, qu'un « rapport de l'agence norvégienne de défense des consommateurs, publié le 27 mai 2018, estimait que Facebook, Google et Windows 10 "nous manipulent pour partager des informations sur nous" et utilisent "des

1. Maxime des Gayets, Chloé Morin, « Opinion, sensibilisation, manipulations… le jeu faussé de la protection des données », *Note de la fondation Jean-Jaurès*, octobre 2018.

stratagèmes pour nous décourager d'exercer nos droits à la vie privée" ». L'agence norvégienne a décrypté en détail la façon dont les pop-ups étaient conçus et les choix présentés aux utilisateurs, afin de les pousser à « choisir les options les plus instructives pour la vie privée ». Par exemple, Facebook donne aux utilisateurs le choix ou non d'activer la reconnaissance faciale, désactivée en Europe depuis 2012 et réintroduite par le Règlement général sur la protection des données (RGPD), mais « les utilisateurs qui veulent activer la reconnaissance faciale n'ont rien à faire, à part cliquer sur le bouton "accepter et continuer", alors que les utilisateurs qui ne veulent pas l'activer doivent aller dans les paramètres. Choisir l'option la plus respectueuse de la vie privée nécessite quatre clics de plus ». Nous notions la supériorité des GAFAM sur les institutions régulatrices, non seulement en matière de réactivité et d'adaptation aux nouvelles contraintes réglementaires, mais aussi leur meilleure prise en compte des biais cognitifs humains, afin de les exploiter.

Pour mémoire, les biais cognitifs sont des « raccourcis » que nous utilisons, de manière inconsciente, afin de faire des choix plus facilement et plus vite. Ils reposent sur l'activation de ce que l'on appelle en neurosciences le « système 1 », qui est une manière d'opérer des choix utilisant avant tout nos réflexes et émotions, par opposition au « système 2 » qui relève de la réflexion et de la raison.

Les risques engendrés par les nouvelles technologies ne se limitent pas au périmètre de l'action des GAFAM, qui sont de plus en plus souvent diabolisés alors qu'ils sont loin d'être les seuls acteurs à pouvoir potentiellement restreindre le champ de nos libertés individuelles. Ainsi, dans un rapport publié en décembre 2019, la CNIL alertait sur les conséquences démocratiques d'un usage insuffisamment encadré des données personnelles par les *civic tech*.

Il faut citer, en outre, l'importance des sites de *gaming* dans la formation des opinions politiques et d'une véritable culture antidémocratique, comme nous l'avons évoqué précédemment en prenant l'exemple de la plate-forme Twitch. Sans tomber dans une critique facile de la violence des jeux vidéo – dont il n'est pas vraiment question ici –, soulignons à nouveau que beaucoup des réflexes pratiques et des visions du monde entretenus sur ces plates-formes se révèlent à l'opposé des vertus et des valeurs individuelles sur lesquelles repose une démocratie vivante.

HYPER-TARGETING ET RISQUES DÉMOCRATIQUES

En décembre 2019, Alex Stamos, ex-responsable de la sécurité chez Facebook, expliquait les ressorts de *l'hyper-targeting* (ou ciblage individualisé des messages envoyés aux internautes, *via* les réseaux sociaux) par un exemple simple : « L'exemple type est celui du concessionnaire automobile. Vous vous rendez chez Toyota, et au terme d'une discussion sur un modèle de voiture, acceptez de donner au vendeur votre adresse e-mail afin de recevoir des informations promotionnelles. Le concessionnaire enregistre alors votre adresse mail sur Facebook et Google en demandant à ces plates-formes de vous cibler lors d'envois de publicités. Dorénavant, où que vous alliez sur le web, vous verrez des petites fenêtres publicitaires pour ce véhicule que vous étiez allé voir mais n'aviez finalement pas acheté [1]. » Un processus simple, version individualisée du panneau publicitaire.

1. Peter Kafka, « Facebook's Political ad Problem, Explained by an Expert », *Vox*, 10 décembre 2019 (consultable en ligne).

Appliqué au champ politique, ce principe de ciblage peut cependant avoir des conséquences tout à fait inquiétantes. À travers l'achat de données ou leur collecte directe (par exemple, lorsque vous téléchargez l'application d'un parti politique ou une application destinée à vous permettre de diffuser des stickers politiques humoristiques à vos amis), les partis politiques sont en train de se constituer des bases de données massives sur tout un chacun. De vos goûts, vos hobbies, vos achats ou vos habitudes, ils pourraient finir par tout savoir – ils vous connaîtront un jour mieux que vous-même, c'est déjà le cas des partis politiques américains, les règles étant différentes de celles qui préservent (encore ?) les européens.

Comme le rappelle Alex Stamos « le vrai scandale, dans l'affaire Cambridge Analytica, n'est pas que les données de Facebook sur ses utilisateurs aient été volées […] c'est que Facebook ait pu disposer de ces données, et les utiliser de différentes manières (à votre insu) afin de faire du microciblage de publicités » ou de messages politiques. Il rappelle que des dizaines de Cambridge Analytica existent encore à l'heure actuelle. Certes, ces entreprises ne volent pas les données de Facebook, mais ils les achètent à des entreprises comme Acxiom ou même parfois aux États (comme la Californie qui a trouvé dans la revente de données sur les citoyens californiens un moyen détourné de remplir ses coffres.

L'existence même de ces entreprises, qui gagnent des millions en faisant commerce de notre vie privée, pose un problème majeur de libertés publiques car le consentement de l'utilisateur / citoyen au partage de ses données est présumé alors qu'il devrait être issu d'un choix éclairé. À cela, il faut ajouter que les acteurs politiques – campagnes, PAC aux États-Unis, partis politiques – utilisent de manière de

plus en plus intensive les données personnelles pour cibler des messages, rédigés sur mesure pour correspondre aux goûts, aux valeurs et aux expériences de chacun. Vous avez des enfants en bas âge ? Vous recevrez directement sur les réseaux ou sur vos mails ou sur votre smartphone les propositions de tel ou tel parti concernant la scolarisation des enfants en bas âge ou les places en crèche. Vous vous informez souvent sur les sujets environnementaux ou vous donnez de l'argent à une ONG environnementale ? Il est fort probable que vous receviez directement, sans les avoir sollicitées, les propositions de tel ou tel candidat en matière écologique.

De ce fait, parti et candidat peuvent ainsi gérer leur image de manière totalement différenciée selon les publics. Ils ne cultiveront pas la même image auprès d'une personne résidant dans le nord du Michigan qu'auprès d'une femme résidant à Manhattan. À l'ère de la segmentation de la communication politique que l'on connaissait bien – on s'adressait ici aux ouvriers, là aux chefs d'entreprise… – a succédé celle de l'individualisation totale du message, un hyperciblage cultivant le clientélisme digital et transformant le candidat en miroir des aspirations individuelles de chacun, au détriment de toute cohérence.

Ici, le péril démocratique ne se limite pas à l'utilisation et au contrôle de ces données qui, pour immatérielles qu'elles soient, nous constituent en tant que citoyens. Au-delà de la souveraineté, il existe en effet une dimension trop rarement évoquée dans le débat public français – en tout cas, lorsqu'il s'agit de sortir du périmètre des experts du sujet. Cette dimension est incontournable si l'on veut construire une véritable citoyenneté numérique et faire des technologies de l'information et de communication un outil d'émancipation et de progrès humain et social : l'utilisation des technologies,

combinée aux derniers progrès des sciences comportementales, non seulement pour mieux cibler les messages, mais aussi et surtout pour démultiplier les capacités de manipulation des individus.

RÉGULER LES MÉDIAS ?

Il faut ici souligner que Twitter a promis de bannir toute publicité politique ciblée. Mais où commence la politique ? Doit-on en avoir une définition restrictive, c'est-à-dire bannir les seuls messages politiques ouvertement revendiqués par un parti ou un candidat en période électorale ? Ou doit-on y inclure les messages qui procèdent indirectement de ce que l'on peut appeler des campagnes de lobbying, aux origines plus ou moins identifiées, et portant sur des sujets de société ?

Google a également annoncé vouloir limiter les possibilités de ciblage en matière de politique. Mais on voit bien que cette prise de conscience des plates-formes, qu'elle soit sincère ou contrainte, pose un problème démocratique majeur : va-t-on les laisser déterminer seules ce qui peut relever ou non de la manipulation ? L'information dont l'origine doit être transparente, et celle qui mériterait de conserver une origine opaque ? Peut-on laisser des intérêts privés s'autoréguler, se fier entièrement à leur amour de la démocratie pour préserver nos libertés ? Le caractère illimité des possibilités impose une prise de conscience collective de la nécessité d'une régulation publique.

Il convient ici de s'attarder un instant sur l'initiative parlementaire française, baptisée « loi Avia », qui avait précisément pour but de responsabiliser les acteurs du numérique face à la propagation de messages « nocifs » – en l'espèce, la

loi vise exclusivement les « contenus manifestement illicites ». La disposition la plus controversée de cette proposition de loi prévoyait, à la date de son retour en dernière lecture à l'Assemblée nationale, le 13 mai 2020, l'obligation pour les plates-formes (Facebook, YouTube, Google, Twitter) de retirer des « contenus manifestement illicites » sous vingt-quatre heures. La sanction encourue fixée dans la loi pourrait atteindre 4 % du chiffre d'affaires. Un amendement, ajouté par le gouvernement en janvier, prévoit que ce délai de retrait obligatoire passe à une heure pour les contenus à caractère terroriste et pédopornographique.

Supprimer les horreurs qui circulent sur Internet a, à première vue, tout d'une mesure de bon sens. Ne serait-il pas urgent, à l'ère de la généralisation des *fake news*, de responsabiliser les GAFAM afin que nos débats, qui tournent déjà trop souvent au pugilat, retrouvent un tant soit peu de mesure et de rationalité ?

Pourtant, cet exemple d'initiative publique montre la grande difficulté de passer de l'intention à l'action en matière de maintien d'un ordre public numérique. En l'occurrence, même si elle paraît à première vue « de bon sens », la disposition imposant aux plates-formes de supprimer sous vingt-quatre heures les contenus haineux soulève de nombreuses questions et critiques, auxquelles le gouvernement n'a pas toujours su répondre.

D'abord, son applicabilité : beaucoup de spécialistes du sujet estiment cette mesure inapplicable et soulignent qu'elle n'empêchera jamais les professionnels de la haine de continuer à exercer en ligne. Or, depuis des années, nous avons pris pour habitude d'empiler sur tous sujets des lois mal faites, reflet de l'effondrement de notre culture légistique, et nous nous étonnons ensuite que les Français critiquent

l'inefficacité de l'action publique – alors même que le législateur organise les conditions de son échec en votant des lois dont il sait qu'elles sont seulement d'affichage.

Par ailleurs, d'après la Quadrature du net (QDN), association très mobilisée sur le sujet, la loi Avia pose problème : « Si le site ne censure pas le contenu (par exemple car le signalement est envoyé un week-end ou pendant la nuit) la police peut exiger son blocage partout en France par les fournisseurs d'accès à Internet. C'est la police qui décide des critères pour censurer un site […] c'est la police qui juge si un site doit être censuré ; c'est la police qui exécute la sanction contre le site. » Pour le moins étonnant dans un État qui, bien qu'en état d'urgence sanitaire, se dit encore « de droit ».

Enfin, il y a fort à craindre que, dans le cadre de cette loi, les plates-formes ne soient incitées à s'appliquer *in fine* un principe de précaution liberticide : dans le doute, retirer tout contenu, quitte à porter atteinte à la liberté d'expression, pour ne pas risquer les sanctions. Et c'est bien là le risque le plus grand.

Peut-être le gouvernement aurait-il mieux fait de s'attaquer au système économique qui facilite la propagation de messages haineux ou de *fake news*. Dans un ouvrage récent intitulé *The Outrage Industry*, Berry et Sobieraj démentent l'idée que la culture du clash et la propagation des fausses nouvelles seraient le symptôme d'une société (américaine, en l'occurrence, car il n'existe pas d'étude similaire en France) de plus en plus polarisée[1]. Ils pointent la responsabilité d'un certain nombre de facteurs, notamment le modèle économique des plates-formes Internet. Celles-ci

1. Jeffrey M. Berry, Sarah Sobieraj, *The Outrage Industry : Political Opinion Media and the New Incivility,* Oxford University Press, 2013.

tirant leurs revenus du trafic, et donc de ce qui attire l'attention, suscite l'émotion, l'indignation, l'étonnement… indépendamment de la vérité, de la nuance, de la complexité nécessaires à tout débat démocratique.

L'avènement de cette nouvelle économie n'est pas uniquement liée à des raisons structurelles, elle l'est aussi à la dérégulation de l'industrie des médias initiée sous Reagan – ce qui explique pourquoi le sujet n'a pas encore atteint la même gravité en France, où les médias sont encore assez régulés. Cette dérégulation a subordonné la qualité de l'information à la profitabilité. La recherche de profitabilité a, à son tour, encouragé la segmentation toujours plus précise des audiences – il s'agit de fidéliser quelques millions de personnes autour de thèmes qui leur sont chers plutôt que tenter de parler à des audiences larges ; il s'agit de créer de l'opposition, du débat, plutôt que de chercher des compromis et de promouvoir la nuance. Il s'agit d'avoir des « fans », plutôt que des spectateurs critiques. Des consommateurs d'informations, plutôt que des citoyens éclairés.

Si l'on accepte ce diagnostic, il apparaît alors que le problème est le modèle économique des GAFAM, et sa régulation. Comment faire en sorte que la qualité, la nuance, l'esprit critique soient à nouveau valorisés par le système économique ? Comment pénaliser l'outrage, la culture du clash, la promotion de la *fake news* ? Là réside la véritable question. Intervenir en amont, sur le modèle économique, plutôt qu'en aval, de façon à sanctionner à la marge les excès d'un système qui risque d'échapper à notre contrôle – si ce n'est pas déjà le cas.

À ce sujet, les travaux de Julia Cagé, Nicolas Hervé et Marie-Luce Viaud sur l'économie des médias *(L'Information à tout prix)*, qui avaient été utilisés par Benoît Hamon

pendant sa campagne, seraient probablement utiles[1]. Encore faudrait-il avoir le courage de poser la question du modèle économique des médias, dans un pays où leur concentration est forte. De toute évidence, ce sujet est au cœur de la résolution du malaise démocratique qui tenaille notre société depuis longtemps.

Quoi qu'il en soit, on mesure bien, par les tentatives du gouvernement français pour réguler le marché numérique des idées, combien la question de la régulation des propos et contenus, et celle de leur diffusion, est complexe. Ce n'est évidemment pas une raison pour la laisser à l'initiative des seuls plates-formes et acteurs privés, ni pour laisser quelques experts du sujet s'en saisir. Au contraire, c'est une raison pour réguler intelligemment, tout en développant une conscience citoyenne du problème, une culture numérique qui, seule, serait à même de combler les inévitables manques de la régulation publique.

VERS UNE CRISE DU LIBRE ARBITRE ?

Mais la question de l'influence et du libre arbitre se complique encore : depuis quelques années, un autre champ technologique a connu des progrès extraordinaires, celui des sciences cognitives et de l'économie comportementale. En 2017, comme Daniel Kahneman en 2002, Richard Thaler a reçu le prix Nobel d'économie pour ses travaux sur les mécanismes psychologiques et sociaux à l'œuvre dans les décisions des consommateurs ou des investisseurs. Un cou-

1. Julia Cagé, Nicolas Hervé et Marie-Luce Viaud, *L'Information à tout prix*, Bry-sur-Marne, INA, 2017.

ronnement pour celui qui a amplement participé à populariser un domaine de recherches qui trouve aujourd'hui de nombreuses déclinaisons, notamment dans le domaine du marketing et, de plus en plus, en politique.

L'économie comportementale peut être définie comme « l'étude de l'influence des émotions et des facteurs personnels propres à chaque individu dans la prise de décisions économiques. Il s'agit d'une remise en cause des anciens modèles qui percevaient la prise de décision comme un comportement rationnel (recherche du gain avant tout) ». En identifiant ce que l'on nomme nos « biais cognitifs », ces travaux expliquent pourquoi nous prenons parfois des décisions qui, au premier abord, peuvent paraître irrationnelles. Par conséquent, il est aujourd'hui possible de déterminer de manière très précise l'ensemble des facteurs extérieurs et structurels (liés au fonctionnement du cerveau humain) qui dictent nos choix de citoyens et de consommateurs. Et donc, de les influencer. C'est l'objet de ce que l'on appelle le neuromarketing (NM).

Le neuromarketing vise, selon Didier Courbet et Denis Benoit, « à influencer à leur insu les personnes en utilisant, en fait, des concepts et méthodes issus de la psychologie scientifique » ; « ainsi voit-on apparaître depuis quelques années des agences de communication, des instituts d'études ou des départements spécialisés en NM (par exemple les entreprises Neurosense, Neurofocus, etc.). L'utilisation de celui-ci au service des publicitaires soulève d'immanquables questions à la fois théoriques, méthodologiques, stratégiques et éthiques, relatives aux moyens qu'utilise le NM et aux finalités qu'il poursuit ».

Dès lors, le ciblage individualisé permis par les réseaux sociaux (ainsi que l'absence de régulation des contenus) voit son impact potentiel démultiplié par les travaux récents

en sciences comportementales. Nous pouvons non seulement cibler chaque individu, mais aussi connaître un grand nombre des paramètres influençant ses choix et comportements, et donc adapter les messages (publicitaires et politiques) afin d'en démultiplier l'efficacité. L'influence s'individualise tout en s'industrialisant.

Et c'est donc la question du libre arbitre qui risque de se reposer de manière accrue dans les années qui viennent, et ce, surtout, si nous sommes incapables d'enrayer l'affaissement de l'esprit critique, anticorps majeur contre la manipulation. Alors que la démocratisation de l'éducation par les technologies devait libérer le citoyen des déterminismes de tous ordres, le voilà potentiellement soumis à de nouvelles formes de manipulation. La démocratie s'est construite sur l'émancipation par rapport à l'influence de l'Église, des gourous, des hiérarchies, mais elle se voit de plus en plus remise en cause par le biais des nouvelles technologies. Par méconnaissance de ces nouvelles techniques, par excès de confiance dans les pouvoirs de l'école et de la raison « raisonnante et raisonnable » de chacun, nous pourrions payer très cher notre manque d'anticipation et de régulation des pratiques numériques.

L'AVÈNEMENT DU PARTI ALGORITHME

Un autre élément, là encore trop peu débattu, vient s'ajouter à cette capacité nouvelle de manipulation : la manière dont les algorithmes appliqués à tous les champs de la vie publique et privée sont en train de transformer nos vies, souvent pour le meilleur mais parfois pour le pire. Dans *Weapons of Math Destruction*, Cathy O'Neil expose les nom-

breux travers de l'utilisation des algorithmes et des mathématiques au sens large, de la notation des professeurs aux États-Unis à l'allocation de crédits par les établissements bancaires, jusqu'à la prédiction de la récidive des délinquants condamnés[1]. À partir de très nombreux exemples, elle montre que bien souvent les algorithmes conduisent à de mauvaises décisions, des décisions arbitraires, souvent basées sur de mauvais postulats de départ et une interprétation des données totalement biaisée.

Frank Pasquale, professeur de droit à l'université du Maryland, a également décrit dans *The Black Box Society* comment les algorithmes, utilisés par les entreprises de Wall Street et de la Silicon Valley pour exploiter nos données à des fins commerciales, sont une « boîte noire » échappant à tout contrôle[2]. Or, ces algorithmes conduisent à des décisions majeures dans nos vies, de l'allocation de crédits jusqu'à nos choix de consommation. Là encore, l'opacité des mathématiques appliquées au « big data » engendre des questions démocratiques majeures. Et si notre système judiciaire n'utilise pas encore les mathématiques comme le font les juges aux États-Unis, il n'en reste pas moins que nous sommes engagés sur cette pente dangereuse et devons donc, dès à présent, nous préparer à cette invasion de nos vies par les mathématiques afin d'éviter les effets pervers massifs qui existent chez nos voisins.

Ces technologies engendrent également une mutation inquiétante des partis politiques. Giuliano Da Empoli décrit très bien la manière dont les Casaleggio (père et fils) et Beppe Grillo ont conçu leur empire « 5 étoiles » à partir d'un

1. Cathy O'Neil, *Weapons of Math Destruction,* New York, Crown Books, 2016.

2. Frank Pascale, *The Black Box Society. Les algorithmes secrets qui contrôlent l'économie et l'information*, Limoges, FYP Éditions, 2015.

simple blog, un réseau qui ressemble en tout point à un système féodal et qui, loin de « donner du pouvoir » aux citoyens, capte l'émotion pour l'instrumentaliser et la démultiplier, tout en diffusant fausses et vraies nouvelles indistinctement à ses « followers » pour nourrir une dynamique dont ils sont absolument seuls à bénéficier et qu'ils contrôlent sans partage – et ce dans le plus grand secret[1]. Ce « parti algorithme », dont les méthodes sont, peu ou prou, répliquées ailleurs par d'autres partis, capte en permanence ce qui crée le « buzz » et, faisant fi de toute cohérence idéologique et de toute réflexion approfondie, « surfe » sur l'émotion, quitte à prôner le lendemain le contraire de ce qu'il prônait la veille. Les élus sont mis au pas, obligés à renoncer par contrat à toute indépendance vis-à-vis de la direction du parti, une fois élus. Toute « carrière » politique, tout ancrage est soigneusement évité – par l'interdiction du cumul de plus de deux mandats consécutifs – afin que le cœur du réseau en conserve tout le pouvoir. L'agilité et la plasticité sont ici reines, et les fonctions traditionnelles du parti – former des élus et des militants, assurer leur promotion sociale et politique dans le temps long, mais aussi produire des idées, les diffuser, convaincre, organiser le débat – ont été totalement réorganisées au profit du seul chef.

Ces mutations de l'organisation partisane sont d'autant plus inquiétantes qu'elles s'inscrivent dans une période de crise des partis politiques et peuvent donc prétendre remplacer des structures anciennes qui peinent à se réinventer. Comme nous l'écrivions dans un rapport sur la refondation des partis, avec Daniel Perron : « Rénovation, refondation, réinvention… depuis des années, ces injonctions sont lancées de manière récurrente à des partis politiques jugés

1. Giuliano Da Empoli, *Les Ingénieurs du chaos*, Paris, Lattès, 2019.

obsolètes et dévitalisées. Plus ou moins cosmétique, plus ou moins ambitieux, l'effort de repenser le parti dans ses fonctions, son organisation et ses outils a puisé ces dernières années à deux sources particulières :

— d'une part, les nouvelles technologies – plates-formes web, réseaux sociaux, algorithmes, intelligence artificielle – qui véhiculent un imaginaire presque utopique, celui de la Silicon Valley et de son horizon de « progrès » sans limites.

— d'autre part, les techniques de la « démocratie participative » qui promettent une revitalisation démocratique par la réconciliation entre le citoyen, d'une part, et les processus institutionnalisés de délibération et de décision publique, d'autre part.

Ces deux horizons offrent autant d'opportunités que de menaces, de promesses que d'impasses. Nous sommes en train, peu à peu, de revenir de notre fascination initiale vis-à-vis du premier – Cambridge Analytica et propagation des DeepFakes aidant – comme du second[1]. »

Au rang des menaces, nous pointions non seulement le risque d'une manipulation scientifique et massifiée, comme évoqué plus haut, mais aussi la tentation du « suivisme » en matière politique : « Le parti est là pour façonner le débat, canaliser les colères et les espoirs, pacifier la conflictualité sociale inhérente à tout groupe humain. Or, trop souvent désormais, sous le coup des études quantitatives et qualitatives qui ont été importées de la science du marketing, la tentation de "suivre" la demande s'impose, même lorsque celle-ci ne sait pas exactement ce qu'elle est. Les exercices de réflexions politiques visant à construire le monde ont reculé, éloignant les sachants, les experts et les académiques

1. Chloé Morin, Daniel Perron, *À quoi servent encore les partis politiques ?*, Paris, fondation Jean-Jaurès, 2020.

au profit des professionnels de la communication. Le résultat de cette évolution, qui est l'éloignement entre citoyens et politiques, n'est pas si paradoxal – il prouve que les citoyens parviennent encore à distinguer la part d'artificialité et celle d'engagement et de convictions réelles. Si l'écoute de l'opinion est absolument cardinale, elle doit être remise à sa juste place : un élément parmi d'autres, pesant sur une stratégie de conquête du pouvoir qui repose aussi sur la capacité des candidats à emporter les électeurs dans un récit qui laisse sa part au rêve, à l'utopie. »

LE SÉPARATISME NUMÉRIQUE OU LA DISPARITION DE L'AGORA

De plus en plus, la fiction s'empare du sujet des *fake news* et de notre rapport à la vérité. À l'image de *Golden State*[1], roman se déroulant quelque part dans une Amérique future, où une « police de la vérité » traque le moindre mensonge et où l'État s'emploie à enregistrer le moindre mouvement de chaque individu afin de conjurer l'effondrement de sa légitimité et de son pouvoir.

Dans l'excellent *Identity Crisis*, le romancier satirique Ben Elton dépeint une Grande-Bretagne où les polémiques entretiennent artificiellement le sentiment d'une société de plus en plus divisée et tribalisée et où le débat public est paralysé par l'injonction faite à chacun de « respecter les identités », au risque de contorsions sémantiques les plus ridicules (par exemple le remplacement de *« he »* ou *« she »* par *« Ze »*)[2]. Dans cette Grande-Bretagne pas si éloignée de

1. Ben H. Winters, *Golden State*, Londres, Mulholland Books, 2019.
2. Ben Elton, *Identity Crisis,* Transworld Digital, avril 2019.

la réalité, nul ne débat plus, car chaque mot est vécu comme une atteinte à l'identité même de la personne à laquelle il est adressé. L'épisode J. K. Rowling est à ce titre très illustratif et semble tout droit sorti du roman de Ben Elton : l'auteure de *Harry Potter* commenta, en juin 2020, sur Twitter une tribune de la plate-forme Devex.com intitulée « Créer un monde post-covid plus égalitaire pour les gens qui ont leurs règles ». Sarcastique, Rowling écrivit : « Des gens qui ont leurs règles : cela avait un nom autrefois. Aidez-moi. Fummes ? Fommes ? Fammes ? » Ses propos suscitèrent immédiatement l'indignation générale de la Twittosphère, bon nombre, y compris des acteurs ayant incarné les personnages de *Harry Potter*, y voyant une expression regrettable de transphobie… Elle est désormais traitée de TERF *(Trans-exclusionary radical feminist)* ou de *feminazi* par bon nombre de militants.

Comment, face à des épisodes d'une telle violence – ou d'une telle absurdité, mais c'est une question de point de vue – ne pas comprendre que de plus en plus de citoyens fuient la sphère du débat public ? Et je ne parle évidemment pas uniquement de Twitter, qui est devenu le déversoir de toutes les rancœurs et de toutes les insultes, mais aussi de tous les lieux qui ont vocation à héberger des débats publics et qui se transforment en ring de boxe dès que le mot « politique » est invoqué. La fuite devant la politique, le désengagement, a évidemment partie liée avec le comportement et les échecs des responsables politiques. Mais elle a aussi ses racines propres, liées à la forme que prennent nos débats. Pour beaucoup, parler de politique est répugnant. C'est une expérience désagréable, voire violente. Dès lors, de plus en plus de citoyens s'excluent d'eux-mêmes du champ d'un débat non seulement stérile mais aussi désagréable et nuisible.

C'est bien *Identity Crisis* qui m'a fait prendre conscience de ce que, durant mes recherches depuis plusieurs années, je commençais à percevoir de manière confuse : non seulement la tribalisation, la dé-civilisation du débat public mais aussi le séparatisme numérique qui menace de plus en plus nos démocraties. Et de réaliser que ce qui relevait hier encore de la pure fiction est, peu à peu, en train d'entrer dans nos vies. Pourtant, nous peinons encore à en mesurer l'importance et les conséquences.

Phénomènes de « bulles », *fake news*, hyper-targeting, industrialisation de la propagande individualisée grâce à l'intelligence artificielle, etc. Plus l'information est ciblée, taillée sur mesure pour flatter ce que nous croyons être nos intérêts et pour entretenir nos goûts et désirs individuels, plus l'espace numérique que nous occupons en commun, où l'on peut croiser des personnes d'horizons et d'opinions différentes, se trouve réduit.

L'on a beaucoup parlé du phénomène de « bulles » et chacun aujourd'hui se croit immunisé, car informé de leur existence. La recherche menée par Ipsos démontre le contraire : Bien que nous sachions que de telles « bulles » existent, nous avons tendance à surestimer notre propre capacité à garder un horizon ouvert et à ne pas nous laisser influencer par notre environnement numérique[1]. Ainsi, 65 % des citoyens interrogés dans vingt-sept pays estiment que la plupart des gens vivent dans une bulle internet, ne croisant que des personnes semblables à elles-mêmes. Mais seulement 34 % d'entre eux s'estiment prisonniers de ce phénomène. En outre, nous tendons aussi à surestimer notre propre capacité à débusquer les tentatives de manipulation et à distin-

1. « Fake News, Filter Bubbles and Post-Truth are Other People's Problems… », *Perils of Perception survey*, Ipsos, septembre 2018.

guer le vrai du faux : 63 % des citoyens de vingt-sept pays se disent confiants dans leur capacité à identifier les *fake news*. Cette confiance excessive dans notre esprit critique est précisément une source de faiblesse démocratique majeure. La citoyenneté numérique, au sens d'esprit critique appliqué aux méandres de l'espace numérique, passera par une prise de conscience massive de nos propres biais cognitifs.

Mais il y a plus grave, peut-être, pour l'avenir de nos démocraties que cette crise du libre arbitre tel qu'il s'exerce – mal – sur la toile : de fait, si nous laissons les technologies actuelles suivre la pente naturelle sur laquelle elles sont engagées, il n'existera bientôt plus de « vrai » unique sur quoi nous pourrions nous accorder et plus d'espace commun. La dynamique médiatique et les réseaux sociaux produisent de plus en plus une fragmentation de l'espace virtuel du débat public. Or, l'existence d'une agora est la condition de l'existence d'une démocratie efficace et inclusive. Pas de débat possible sans lieu physique ou virtuel pour confronter les points de vue.

À ce titre, l'exemple des Gilets jaunes cité précédemment est des plus évocateurs : sur les groupes des Gilets jaunes, ces communautés virtuelles où l'on partage commentaires et articles de presse, la lecture même de l'actualité – le récit de ce qu'il se passe au quotidien dans le pays – s'avère extrêmement différente de celle qu'en font la plupart des médias dits « traditionnels ». Il existe une disjonction manifeste entre le récit et la lecture du monde des petits groupes, de plus en plus hermétiques, et le récit collectif dont les médias traditionnels avaient jusqu'à l'émergence des réseaux sociaux le monopole exclusif. Dessaisi de la prérogative de raconter et décrypter le monde, le « haut » peine de plus en plus à construire un espace de vécus et expériences communs qui s'étende au cadre de la nation. Les évènements collectifs

– matchs de foot de l'équipe de France, par exemple – sont de plus en plus rares, et même ceux-ci ne sont pas vus et décryptés de la même manière puisque chacun choisira sa source d'information en fonction de son groupe et de ses affinités.

Or, ce que nous appelons le « séparatisme numérique » s'avère potentiellement beaucoup plus problématique pour nos démocraties que le séparatisme social ; non seulement il en est le pendant virtuel, mais il échappe aujourd'hui en grande part au contrôle de l'État, ce dernier ayant bien souvent renoncé à transposer dans l'espace virtuel toute la prétention à réguler et contrôler qui est encore la sienne dans l'espace physique de la vie économique et sociale. L'État peut reconfigurer la fiscalité, pour peu qu'une majorité le souhaite – comme nous l'avons évoqué plus haut. Mais, quand bien même prendrait-il conscience des risques inhérents au séparatisme numérique, il n'est pas dit qu'il ait la souveraineté et la capacité régulatrice suffisantes pour faire face à un défi systémique et à des GAFAM tout-puissants.

CONCLUSION

Le spectacle quotidien offert par les réseaux sociaux comme par des médias, hélas de plus en plus nombreux, traduit nos difficultés croissantes à dialoguer, bâtir des compromis et respecter les désaccords sans vouloir pour autant bannir l'« autre » de la sphère sociale. Hystérisé, le débat est confisqué par des minorités bruyantes qui confondent de plus en plus le droit et la morale et veulent ériger leurs normes propres en règles collectives, au besoin par des méthodes radicales et abjectes.

On a pu voir une auteure mondialement connue – J. K. Rowling – harcelée pour avoir fait une blague jugée « transphobe » sur les réseaux sociaux. Blague qui, faut-il le rappeler, ne tombait nullement sous le coup de la loi. Mais l'offense semble être devenue intolérable, voire criminelle, pour certaines personnes.

On a vu, en juillet 2020, un élu parisien démissionner de ses fonctions à la suite d'accusations (là aussi, qui n'étaient, au moment de sa démission, pas encore fondées en droit ni véritablement étayées) de complaisance vis-à-vis des pratiques pédophiles de l'écrivain Gabriel Matzneff.

Des éditorialistes, comme Bari Weiss au *New York Times*,

ont démissionné face aux pressions d'une forme de nouvel ordre moral imposé au moyen de violences verbales ou psychologiques.

Savoir qui parle est devenu plus important, pour beaucoup, qu'écouter ce qu'il a à dire.

Les actes pèsent moins que les intentions que l'on prête, les liens que l'on tisse, et ce que l'on est.

Peu à peu, le débat de l'avoir et du faire se déporte vers l'être. Or, personne ne peut négocier son identité. L'affrontement des identités peut amener seulement au conflit.

Et, au fond, quelles que soient les causes en jeu, la manière dont elles sont défendues rend surtout l'espace public plus insupportable, nauséabond, violent, au point que de plus en plus de gens raisonnables fuient l'espace public pour cultiver leur jardin.

Dans un tel contexte, la question qui s'impose à nous est la suivante : comment pouvons-nous encore vivre ensemble ? Non pas simplement se tolérer mutuellement, mais partager un espace, des valeurs et un horizon commun sans avoir constamment besoin d'ériger des barrières et des protections contre un « autre » que nous percevons comme menaçant ou que nous ne voulons plus tolérer ?

En France, les institutions démocratiques, forgées par accumulation de strates juridiques successives, visent avant tout à réduire et à civiliser le conflit et la violence inhérents à toute société humaine. Nous constatons tous qu'elles n'y parviennent plus.

Mais, au fond, comment une telle tâche pourrait-elle encore être accomplie si plus personne n'a de confiance ni même de considération pour les institutions censées garantir le dialogue : les syndicats, le parlement, la justice indépendante ou encore les partis politiques ?

En réalité, la violence, l'ensauvagement de la société politique répond aussi à l'incapacité de ceux qui gouvernent d'écouter et d'entendre. La surdité du pouvoir, la capacité des responsables politiques à changer d'opinion au gré de leurs intérêts propres sont autant d'éléments qui élèvent le cynisme à son plus haut degré et l'exaspération démocratique à son comble. Ici, il n'y a plus de conviction, de solidarité, d'« avenir en commun », pour reprendre un slogan politique connu, mais des luttes fratricides, des crochepieds, l'enfermement comptable et l'absence d'une pensée de la société. Quel politique est capable aujourd'hui de dresser le portrait de la France qu'il veut, de tracer le chemin collectif sans stigmatiser tel ou tel ? Les politiques semblent perdus, comme s'il n'y avait pas de juste milieu entre les voies de la réflexion stratosphérique et le musardage dans les chemins vicinaux de la France rurale. Quel politique est capable de donner des solutions respectant l'expérience de ceux qui affrontent durement le quotidien ? Et puisque l'élite politique semble être aux fraises, alors peut-être le peuple peut-il lui aussi s'évader, se désintéresser de la chose publique et, lorsqu'il le faut, se soulever en jacqueries diverses pour se faire entendre.

Mais alors, comment la démocratie pourrait-elle fonctionner sur fond de désolidarisation, de fragmentation sociale, de remplacement d'une volonté de vivre ensemble par des formes diverses, sinon de séparatismes, du moins de polarisation ?

Comment nos institutions démocratiques pourraient-elles encore jouer leur rôle s'il n'existe plus d'espace commun ni de discussion partageable à l'échelle de la nation ?

Tant que ce problème structurel, dicté en partie par la manière dont fonctionnent les réseaux et se développent nos

comportements virtuels, ne sera pas pleinement pris en compte aussi bien par les citoyens que par les experts et responsables politiques, nous continuerons à diverger toujours davantage et à nous enfermer dans des communautés réelles et virtuelles qui sont de plus en plus imperméables les unes aux autres, chacune ayant ses représentations, ses aspirations, ses colères, et toutes étant condamnées à l'impuissance puisqu'elles sont dans l'incapacité même de venir féconder le débat démocratique.

Combinés, l'ensemble des progrès technologiques et scientifiques évoqués dans cet essai dessinent un avenir sombre pour la démocratie : ils posent tout simplement la question de la fin de la liberté, fondement des démocraties libérales. Comme le rappelle Jamie Susskind dans *Future Politics*, « nous prenons des risques démesurés lorsque nous déléguons des problèmes politiques au petit groupe responsable de la plupart des innovations dans le domaine des technologies digitales [...] ceux qui contrôlent ces technologies vont avoir de plus en plus de pouvoir sur nos vies [...] ils vont de plus en plus définir les limites de nos libertés », « déterminer l'avenir de la démocratie », et leurs algorithmes « décideront de questions fondamentales de justice sociale »[1].

Pourtant, nous continuons à nous enfoncer dans une double impasse : d'un côté, une forme d'apathie démocratique, de « jusqu'ici tout va bien, donc ne changeons rien » qui permet une lente et presque imperceptible dégradation des libertés, des droits et de la qualité du débat public. Et, de l'autre, nous nous rassurons en désignant des boucs émissaires faciles, en lançant des croisades aussi vaines qu'illu-

1. Jamie Susskind, *Future Politics. Living Together in a World transformed by Tech*, Oxford University Press, 2008.

soires et en considérant collectivement que le plus grand défi lancé aux démocraties serait le seul populisme.

Or, le populisme est en partie un leurre. Non pas qu'il soit inoffensif : Salvini, Trump, Bolsonaro auront amplement démontré la menace qu'il représente pour le monde. Mais, outre le fait que leurs pays ne se sont pas effondrés dans les gouffres économiques que certains leur promettaient, le temps que les démocrates que nous sommes perdons à combattre les « populistes » de tout poil sur leur prétendue dangerosité, nous ne l'employons pas à identifier ni à traiter les racines du populisme, que j'ai tenté d'exposer ici. Or, ce sont bien ces causes profondes qui font le carburant des ennemis de la démocratie.

D'une certaine manière, le populisme pourrait même être considéré, du point de vue de ce qu'il traduit de la demande citoyenne, comme l'instinct de survie des démocraties en péril. De nombreuses études que j'avais réalisées pendant que j'occupais mes fonctions à Matignon montraient que, derrière le vote Le Pen, se trouvait pour beaucoup de citoyens (mais évidemment pas pour tous) une demande radicale mais assez républicaine d'égalité – « réelle » –, de laïcité, d'ordre, un appel à l'aide face à des « élites » qu'ils ressentaient comme éloignées et insensibles à la vie réelle du commun des Français. N'étant plus entendues, ces demandes se radicalisent, et finissent par s'extrêmiser ou par renoncer à s'exprimer.

Bien que l'étude du populisme soit utile et même indispensable, il me semble enfin urgent de considérer et de débattre collectivement des nouveaux périls démocratiques posés par le numérique, par la tribalisation et par l'indifférentiation idéologique issue de la perception d'une similitude des politiques en principe les plus symboliques de

l'alternance politique. Tout se passe comme si, au fond, nous n'avions plus rien à négocier que la place de la religion et des groupes minoritaires qui enferment les débats désormais d'abord sociétaux. C'est un débat que j'ai modestement tenté d'ouvrir ici, en espérant qu'il permettra un sursaut civique et démocratique avant que la catastrophe que nous pressentons tous ne survienne.

INTRODUCTION 7

1. *Les nouvelles règles du jeu politique* 13

Basculement dans une nouvelle ère, 14. – Instabilité et volatilité, 17. – L'ère de l'hyperdéfiance, 23. – Entrée sur le « marché » politique, 28. – Accentuation de la polarisation, 30. – La fragmentation du paysage idéologique, 35. – La question identitaire, 37. – Crise du libre arbitre, 41.

2. *Savoir poser la question démocratique* 44

Le prix de la défiance, 45. – Comment la question démocratique s'est imposée, 46. – Sortir du franco-centrisme, 48. – Le symptôme et la maladie, 50.

3. *Savoir poser la question démocratique : aux sources du malaise* 65

La crise de la représentation, 65. – L'individu contre le collectif ?, 67. – Vers la post-politique ?, 70. – Les conditions du débat ne sont pas réunies, 80. – Uniformisation du « haut », fragmentation du « bas », 83. – L'impact de la technologie sur la manière de débattre, 84.

4. *L'archipélisation est-elle vraiment un problème démocratique ?* 94

Le « nous » existe-t-il encore ?, 95. – Le « commun » n'est pas l'homogénéité, 96. – Éloge de la division, 99. – Savoir concilier les différences, 105. – Triomphe de la politique du « bouc émissaire », 107. – 67 millions de victimes, 112. – Réseaux sociaux et tribalisation, 114. – Enrayer le cercle vicieux, 120.

5. *Séparatisme : sécession des élites et coupure peuple-élite* 122

Le paradoxe des inégalités et de la panne de la gauche, 124. – Un débat économique atrophié, 126. – Le débat indigent sur la dette publique, 128. – L'économie érigée au rang de croyance, 133. – Les liens incestueux des élites, 136. – La tribalisation contre la justice sociale, 139.

6. *Séparatisme : le péril numérique* 142

De l'idéal des *civic tech* à l'horreur des *fake news*, 144. – Les *fake news*, pointe émergée de l'iceberg, 149. – Hyper-targeting et risques démocratiques, 151. – Réguler les médias ?, 154. – Vers une crise du libre arbitre ?, 158. – L'avènement du parti algorithme, 160. – Le séparatisme numérique ou la disparition de l'agora, 164.

CONCLUSION 169

Composition : IGS-CP à L'Isle-d'Espagnac (16)
Achevé d'imprimer
par Normandie Roto
le 2 février 2021
Dépôt légal : février 2021
Numéro d'imprimeur :

ISBN : 978-2-07-292968-7 / Imprimé en France

376170